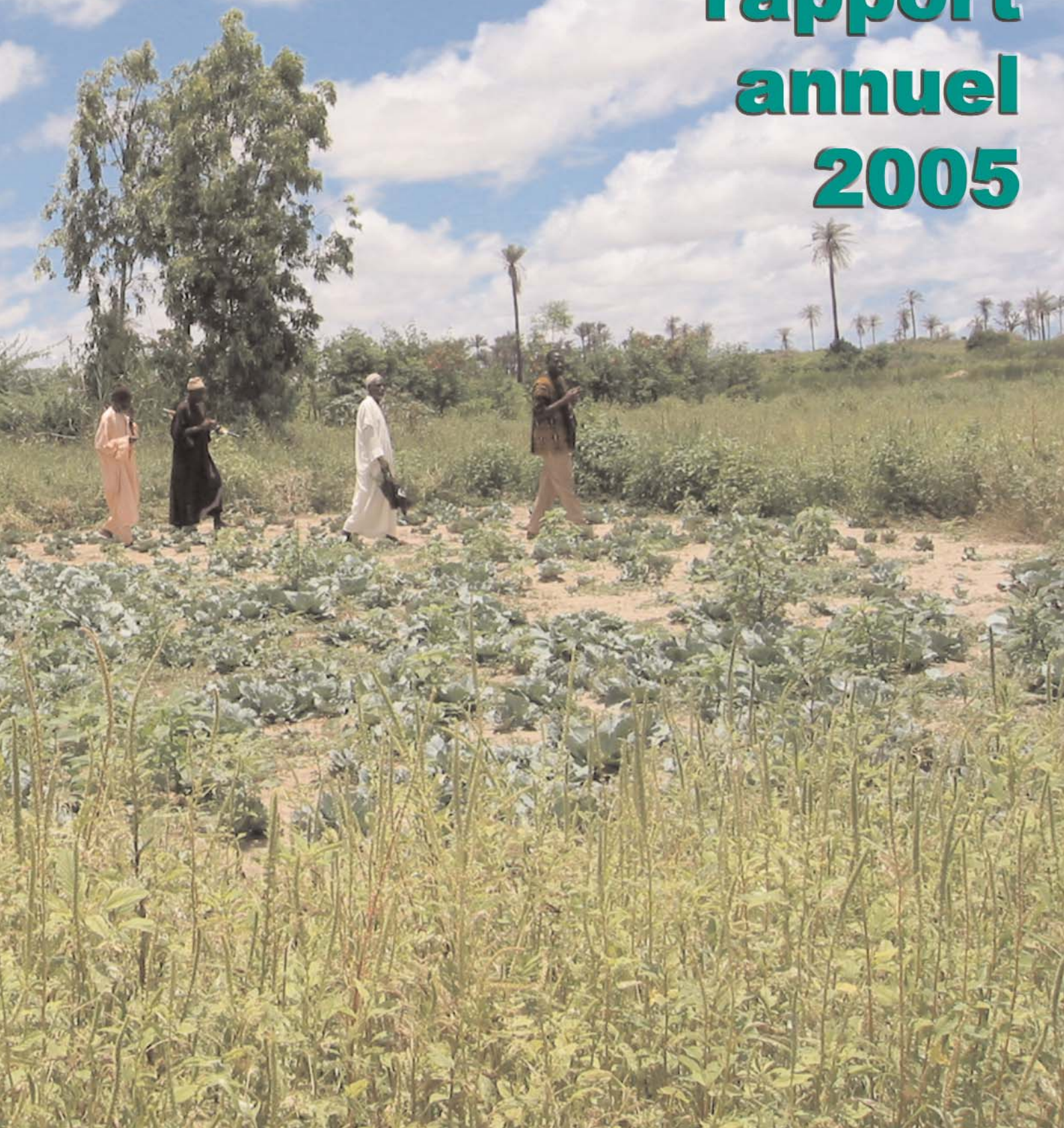




**enda tiers monde**

**rapport  
annuel  
2005**







ENDA TIERS MONDE RAPPORT ANNUEL 2005



Feu Mohamed Soumaré  
Secrétaire Exécutif d'Enda Tiers Monde  
de 2003 à son décès survenu le 13 mai 2006



# TABLE DES MATIÈRES

<b>MESSAGE DU PRÉSIDENT D'ENDA TIERS MONDE</b>	4
<b>1. AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT RURAL</b>	7
1. Politiques rurales	8
2. Amélioration des pratiques culturales	11
<b>2. ENERGIE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE</b>	15
1. Energie - Environnement - Développement.	15
2. Stratégies de gestion des espaces naturels	19
<b>3. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS</b>	25
1. Leadership pour le développement durable	25
2. Et pour un développement local concerté	27
<b>4. VILLES ET POLITIQUES URBAINES</b>	33
1. Renforcer nos alliances et positions politiques	34
2. Améliorer les processus de recherche-action	39
<b>5. EAU POTABLE ET ASSAINISSEMENT</b>	45
1. Améliorer l'accès des pauvres à l'eau potable	45
2. Systèmes d'assainissement à faible coût	48
<b>6. GESTION DES DÉCHETS</b>	51
1. Systèmes alternatifs de précollecte	51
2. Récupération et recyclage solidaire	54
<b>7. SANTÉ COMMUNAUTAIRE</b>	57
1. Action de lutte contre le VIH/Sida	57
2. Plantes médicinales et soins alternatifs	59
<b>8. EDUCATION ALTERNATIVE</b>	65
1. Renforcer les systèmes éducatifs	65
2. Promouvoir les modèles alternatifs	68
<b>9. ENTREPRENARIAT FÉMININ</b>	71
<b>10. ENFANCE EN DIFFICULTÉ</b>	77
<b>11. NTIC ET COMMUNICATION</b>	83
1. Réduire la fracture numérique	83
2. L'audiovisuel outil de communication sociale	86
<b>12. EDITION - DIFFUSION - DOCUMENTATION</b>	89
<b>13. SOLIDARITÉS SUD-SUD ET SUD-NORD</b>	95
1. Renforcer l'impact des forums sociaux	95
2. Dialogue politique et commerce équitable	98
<b>14. ASPECTS DU BUDGET</b>	103
<b>15. ANNEXES</b>	105



La date du samedi 13 mai 2006 restera douloureusement gravée dans nos mémoires, puisqu'elle fut celle du décès de Mohamed Soumaré, Secrétaire Exécutif d'Enda Tiers Monde, subitement arraché à notre affection. Cet homme doux, courtois et réfléchi avait su faire preuve d'une rigueur, d'une abnégation et d'un don de soi remarquables dans sa mission au service de notre organisation durant de longues années. Il disparaît au sortir de notre dernier Conseil d'administration, tenu une semaine auparavant en Tunisie, en marge de l'Assemblée Générale 2006, où mes collègues administrateurs et moi-même avons tenu à le féliciter, à l'encourager à persévérer dans ses choix et à lui renouveler toute notre confiance pour le brillant travail de redressement qu'il avait accompli au bénéfice de notre organisation.

Elaborer le rapport l'année 2005 ne saurait par conséquent être possible sans nous référer à ce qui pourrait apparaître comme son bilan. Ces trois dernières années, il les a passées à affiner la stratégie, à rationaliser les procédures et à responsabiliser les attitudes. L'année 2005 a non seulement été une année charnière dans le processus de réorganisation institutionnelle et dans la redéfinition de la stratégie globale d'Enda Tiers Monde, mais elle a aussi été marquée par le redéploiement des activités de ses différentes entités à travers le monde, en fonction des nouvelles problématiques du développement, des grands débats de l'heure et des exigences de rigueur qu'impose une présence de qualité au niveau international.

La Réunion Inter Entités (RIE) organisée en février 2005, en marge du Forum Social Mondial de Porto Alegre, avait donné le ton des grandes mesures à prendre pour la restructuration de notre organisation. Les propositions de la RIE, soumises au Conseil d'administration d'avril 2005, avaient permis à Mohamed Soumaré de recevoir, de notre part, un mandat clair pour prendre les décisions adéquates qui ont par ailleurs permis de faire des pas décisifs dans la rationalisation du management global d'Enda Tiers Monde. Les comptes de l'institution ont ainsi pu être promptement équilibrés, les ressources humaines davantage valorisées et les conditions générales de travail nettement améliorées. La mise en place des différents comités devant assurer le respect de la Charte, la convergence des actions, la formation du personnel, la recherche de fonds, la communication interne et externe, et le suivi-évaluation des programmes, avait été grandement facilitée par des choix judicieux, inspirés par le désir d'élargir constamment la concertation et le dialogue confraternel. Et l'année 2005 s'est alors achevée sur une mise en perspective claire des grands chantiers de la réorganisation institutionnelle en direction de l'Assemblée Générale de mai 2006.

Cet aggiornamento réalisé en 2005 s'est aussi fondé sur l'héritage d'Enda Tiers Monde, car l'organisation a un passé fort riche en innovations et en expérimentations sociales de toutes sortes, caractérisées par une réflexion prospective et un pragmatisme constant au cours des interventions sur le terrain. Trente quatre ans après la création de l'organisation, le cap a été maintenu, toujours pour la mise en œuvre d'alternatives crédibles et adaptées, hors des sentiers battus et toujours en faveur des couches vulnérables de la population du Sud. Ce qui aujourd'hui caractérise les activités des différentes entités d'Enda, c'est le soin mis à davantage tenir compte des nouvelles entrées que sont les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), les Droits Humains dans les stratégies de réduction de la pauvreté, le Commerce Equitable pour garantir le développement rural dans le Sud, les Changements Climatiques comme problématique majeure du Développement Durable, la promotion de l'entrepreneuriat féminin par un accès accru au micro crédit, et avec comme toile de fond le renforcement des capacités des acteurs, qu'ils soient décideurs politiques, membres des organisations de la société civile ou des communautés de base.





Enda a également persévéré dans la participation aux grandes rencontres internationales et dans l'enrichissement de sa contribution aux débats d'idées sur les enjeux du Développement Durable. Ainsi, que ce soit dans l'animation du Forum Social Africain dont il assure le Secrétariat Permanent, dans l'organisation du Forum Social Mondial dont il est membre du Conseil International, dans les conférences internationales sur les OMD, l'habitat, l'eau, la désertification, les changements climatiques, le commerce, l'enfance, l'agriculture, les femmes, etc., comme au sein des nombreux réseaux dont il est membre, Enda Tiers Monde a continué à renforcer son action de lobbying et de plaidoyer en faveur des déshérités vivant dans les pays du Sud.

C'est ce foisonnement d'idées, d'initiatives, de démarches innovantes, d'interventions multiformes et de perpétuelle réinvention, qui a rendu vibrants et passionnants les derniers moments de la vie de Mohamed Soumaré, comme l'ont été du reste, quatre années auparavant, ceux de son illustre et inégalable prédécesseur Jacques Bugnicourt. Tel est le destin des grandes missions, des grandes entreprises, des grands héritages, des grands legs. L'organisation qui nous a ainsi été léguée ne nous appartient pas. Elle nous a été confiée pour le bénéfice des générations futures. Elle n'a pas seulement vocation à assurer la production d'alternatives à la dure réalité des temps présents, en jetant des passerelles de solidarité, de fraternité et d'amitié entre les peuples. Elle se doit aussi d'entretenir l'espoir. L'espoir qu'un surcroît d'intelligence et de générosité sera toujours mis au service de ceux qui viendront après nous. C'est pour sa part ce que Mohamed Soumaré a fait pendant les dix-sept années de sa vie qu'il a mises au service de notre organisation, dans un premier temps en qualité de Coordinateur de l'entité Ecopop jusqu'en 2003 et par la suite comme Secrétaire Exécutif d'Enda Tiers Monde.

**Cheikh Hamidou KANE**  
*Président du Conseil d'Administration*

Les membres du Conseil d'Administration d'Enda TM à l'issue de la réunion d'avril 2005 à Dakar. Mohamed Soumaré est le 2<sup>e</sup> assis à partir de la gauche







Les négociations actuelles à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et les Accords de Partenariat Economique (APE) entre l'Union Européenne et les pays ACP, ont fait apparaître un paradoxe insupportable dans les politiques agricoles des pays du Sud. Tournée essentiellement vers les cultures de rente, l'agriculture des pays d'Afrique subsaharienne est devenue au fil du temps très compétitive dans certains domaines, comme les fibres textiles et les produits maraîchers, en dépit du fait qu'elle n'est pas subventionnée. Mais, c'est précisément dans ces domaines qu'elle est sujette à une concurrence déloyale de la part des pays du Nord qui, lorsqu'ils ne cassent pas les prix sur le marché international (coton), imposent des accords léonins entièrement voués à l'ultralibéralisme (APE). Des accords qui, à court terme, ouvrent les frontières de ces pays pauvres à des produits agricoles plus compétitifs (avicoles, agroalimentaires, etc.) en provenance d'Europe, ou de pays émergents d'Asie et d'Amérique Latine, condamnant ainsi les producteurs africains à une ruine certaine. Autrement dit, lorsque la libéralisation arrange les agriculteurs africains, elle est faussée, mais lorsqu'elle les désavantage, elle leur est imposée.

Les politiques agricoles de ces pays du Sud étant par conséquent peu maîtrisées, comment faire en sorte que les petits producteurs africains, déjà soumis à une cherté de plus en plus grande du matériel et des intrants agricoles, à des problèmes environnementaux inhérents à la dégradation des sols et des ressources en eau, aux changements climatiques et au péril acridien, à l'inefficacité des structures d'encadrement des organisations paysannes, à la quasi absence d'infrastructures rurales de qualité, bref à la pauvreté dans tout ce qu'elle peut avoir de plus inacceptable, puissent développer leurs activités durablement ? C'est la question à laquelle Enda Tiers Monde tente de répondre depuis plusieurs années déjà, en œuvrant à la promotion d'un développement rural intégré, confondant dans une stratégie multiforme la formation des producteurs aux meilleures pratiques culturelles, le renforcement et la responsabilisation des organisations paysannes, la mise en place d'infrastructures rurales, et la construction d'aménagements hydroagricoles.







# 1 Agriculture et développement rural

ENDA TIERS MONDE RAPPORT ANNUEL 2005





## Politiques rurales

**Enda Pronat** (Protection Naturelle des Cultures) basé à Dakar, a connu une certaine évolution dans ses activités depuis une dizaine d'années. L'entité a commencé par faire auprès des paysans du Sénégal et de la sous-région un travail de fond visant à les sensibiliser sur les multiples avantages liés à la minimisation de l'utilisation des pesticides dans les cultures. Déjà en 2001, Enda Pronat avait, dans le cadre d'un partenariat stratégique qui le liait à la Fondation CERES Locustox, la SAED, les organisations de paysannes de la vallée du Fleuve Sénégal et l'entité Enda Santé, conduit une recherche-action intitulée "Ecosystème et santé humaine dans un contexte d'intensification agricole". Basée sur l'hypothèse selon laquelle les pratiques agricoles, caractérisées par une utilisation massive de pesticides sont non seulement très nocives à la santé humaine et animale, mais aussi contribuent à la dégradation de l'environnement (dégradation des sols, désertification, etc.), l'initiative a débouché sur la mise en place d'un programme d'actions où les agriculteurs, techniciens agricoles et membres du personnel de santé sont parvenus à faire adopter une série de recommandations.

Ces dernières portaient sur l'adoption de méthodes de production agricole qui prennent en compte la santé humaine (agroforesterie, diversification des cultures, utilisation de fertilisants naturels et de bio pesticides). Cela permis d'entamer, en collaboration avec la FAO, une phase pilote de recherche-action sur les pratiques agricoles et les risques liés à la santé humaine. Les résultats positifs obtenus ont impulsé l'élaboration d'un programme sous-régional appuyé par le Fonds Mondial pour l'Environnement (FEM/GEF) sur la "Réduction de la dépendance en pesticides et autres polluants au niveaux des communautés riveraines des fleuves Sénégal et Niger" (Sénégal, Mauritanie, Mali, Niger, Guinée Conakry) qui s'inscrit en droite ligne de cette phase pilote.

De cette préoccupation fondamentale, Enda Pronat a évolué vers la promotion de l'agriculture biologique, dans la mesure où, comme nombre d'acteurs, il est arrivé à la conviction selon laquelle la maîtrise des semences est la condition sine qua non de développement d'une agriculture saine et durable. C'est donc dans le cadre de l'appui que l'entité offre à l'Association Sénégalaise des Producteurs de Semences Paysannes (ASPSP) qu'elle s'inscrit en faux contre l'introduction des OGM Afrique. En effet, un Atelier sur la problématique des OGM avait, en 2003, débouché sur l'élaboration, par un groupe de suivi, des principales stratégies de formation et d'information des producteurs et des décideurs politiques. Un Comité National pour la Protection du Patrimoine Génétique, fonctionnant au sein d'une coalition sous-régionale dont le point focal est basé à Abidjan, en était né et, en 2005, Enda Pronat a initié un nouveau programme triennal (2006-2007) de recherche-action pour une meilleure gestion de la biodiversité comme alternative à l'insécurité alimentaire des petits producteurs.

Le choix stratégique porté sur le recours systématique aux pratiques agro écologiques pour minimiser ou abandonner totalement l'utilisation des produits agrochimiques, a abouti à la mise sur pied d'organisations de producteurs au niveau des trois zones d'expérimentation d'Enda Pronat au Sénégal que sont les Niayes, la région du Fleuve Sénégal et Koussanar dans la Région de Tambacounda. Les programmes intégrés, pour le développement de technologies adaptées (fertilisation, irrigation, production de semences, bio pesticides) et pour l'amélioration de leur autonomie par des systèmes mutualistes d'épargne et de crédit, d'équipement agricole et de commercialisation, mis en place par Enda dans ces trois zones ont aujourd'hui évolué vers de véritables activités de dialogue politique et de plaidoyer. En effet, à Koussanar, la production du coton biologique a débouché pour la première fois, en 2005, sur une réelle opportunité d'intégrer le marché international bio équitable, avec un prix au producteur fort avantageux de 40 FCFA, plus important que le prix du kilogramme de coton conventionnel.





C'est ce qui a motivé les efforts considérables fournis par la Fédération des producteurs de coton biologique, dans le renforcement de leurs capacités techniques et organisationnelles, pour se mettre au niveau des exigences extrêmement strictes du commerce bio équitable qui offre certes des revenus avantageux, mais s'avère souvent très contraignant pour les producteurs. Car, certaines conditions imposées par les acheteurs de produits bio équitables (interdiction du travail des enfants, coûts exorbitants de la certification délivrée par des organismes du Nord, délivrance d'un certificat bio équitable soumise à une inspection rigoureuse des conditions de production, etc.) se heurtent aux réalités rurales locales. Mais, cela n'a pas empêché les productions de la Fédération Yakaar Niani Wulli de se voir délivrer la certification biologique en 2005, grâce à l'appui d'Enda qui a même obtenu que la totalité du coton de la campagne 2005-2006 bénéficie d'une double certification "bio équitable".

Enda Pronat a également le souci permanent de faciliter l'achat du coton aux producteurs et encadre résolument la Fédération Yakaar Niani Wulli dans ses négociations avec la Société Nationale de Développement des Fibres Textiles (SODEFITEX), la seule entreprise agréée pour les exportations de cette nature au Sénégal, qui expérimente le coton biologique depuis deux ans. Et parallèlement à la vente du coton biologique comme matière première, il s'est créé autour de cette production une véritable filière de transformation artisanale, avec un développement progressif d'activités de filature pratiquées par les femmes de la Fédération. En outre, une série d'expérimentations sur les plantes tinctoriales traditionnelles se sont développées. Dans ce cadre, la culture de l'indigotier dont les vertus tinctoriaux (relatives à la teinture) suscitent un réel engouement auprès des professionnels du textile a été lancée avec succès et l'expérience acquise devrait faciliter l'extension des surfaces cultivées durant la campagne 2006-2007.

#### Enda Pronat : pour un partenariat régional contre l'utilisation des pesticides

La phase pilote de recherche-action, menée en collaboration avec la FAO, sur les pratiques agricoles et les risques liés à la santé humaine dans les villages du premier groupe de contact, a été accompagnée d'un Programme de formation sur la Gestion Intégrée de la Production et des Déprédateurs (GIPD), mené dans le but de développer des alternatives à la lutte chimique contre les ravageurs. En effet, suite à l'invasion acridienne de 2004 et appréciant positivement la capacité de Enda Pronat à mobiliser les communautés de base (valorisation des connaissances et des savoir-faire locaux), la FAO l'a sollicité pour la conception et le développement d'un curriculum de formation des producteurs sur la protection des cultures contre le criquet pèlerin. Les Champs Ecoles (cadres d'échange et d'apprentissage sur les diverses pratiques agro écologiques qui permettent d'améliorer la production biologique) ont été utilisés comme outil pédagogique et les résultats de cette démarche ont impulsé l'élaboration d'un programme sous-régional (Sénégal, Mauritanie, Mali, Niger, Guinée Conakry) qui reprend la démarche de la phase pilote intitulée "Réduction de la dépendance en pesticides et autres polluants au niveaux des communautés riveraines des Fleuves Sénégal et Niger".

La première phase de ce programme sous-régional a cherché à engager les Etats à travers son processus de signature et de ratification par les plus hautes autorités. Au cours de l'année 2005, Enda Pronat et la FAO ont organisé la restitution du document de ce projet dans tous les pays ciblés et ont suivi le processus de ratification dans l'ensemble des Etats concernés. Actuellement, tous les pays participants ont signé ou ratifié la convention sur les POPs (Polluants Organiques Persistants) dite Convention de Stockholm et ont souscrit à la démarche du projet. Le financement étant acquis auprès du FEM, le démarrage est prévu au courant de l'année 2006 pour une durée de quatre ans. Enda Pronat est chargé de la coordination sous-régionale. La Fondation CERES Locustox, dont Enda est membre fondateur, assurera le partenariat scientifique, ainsi que l'analyse des échantillons prélevés dans les différents pays.

**Enda Graf Sahel** (Groupe Recherche Action Formation au Sahel et en Afrique de l'ouest) basé à Dakar, a initié, depuis trois ans déjà, un processus de concertation et de dialogue sur les politiques agricoles et rurales au Sénégal dénommé Prospective Agricole et Rurale (PAR). Le PAR est la résultante d'une prise de conscience des acteurs du développement rural réunissant une organisation faïtière de producteurs ruraux, la



## Enda Syspro I maître d'œuvre du programme Le Sénégal Agricole

Le Gouvernement du Sénégal et l'Université de Minnesota ont signé, en septembre 2004, une Convention pour la mise en œuvre du Programme "le Sénégal agricole". Les deux parties, sous la coordination d'Enda Syspro I (Système et prospective), basé à Dakar, ont préparé la réunion de la Commission Mixte au Sénégal, pour finaliser les principaux axes de mise en œuvre. Une mission préparatoire de l'Université de Minnesota a séjourné à Dakar en mars 2006 et le Gouvernement du Sénégal a déjà réalisé la première phase, avec un investissement de l'ordre de 10 milliards de FCFA, consistant en la construction des infrastructures de l'Agropole de Mpal, une réalisation visible à 30 km de Saint-Louis sur la route nationale.

Cette initiative s'inscrit en droite ligne de la démarche de feu Jacques Bugnicourt qui avait signé le premier protocole d'accord avec le Gouvernement du Sénégal, représenté par le Fonds de Promotion Economique (FPE), pour la réalisation des Agropoles en 1993. Et c'est toujours dans cette perspective que s'inscrit Le Sénégal Agricole, dans le cadre duquel l'USAID avait financé en 2003 un programme de commercialisation et d'ouverture des marchés agricoles, élaboré par Enda Syspro I et l'Université de Minnesota, en collaboration avec le Gouvernement du Sénégal. Ce programme a permis d'ouvrir le marché américain au haricot vert du Sénégal, dans le cadre de l'African Growth Opportunity Act (AGOA). Mieux, les études permettant d'obtenir des visas d'entrée dans le marché américain, pour des produits comme l'asperge, la tomate cerise, le melon et la mangue, ont été déjà réalisées par Enda, l'Université de Minnesota et la Direction de la Protection des Végétaux du Sénégal. In fine, les concepts d'Agropole et de Domaine Agricole, qui constituent le fondement théorique du programme Le Sénégal Agricole, ont été retenus pour servir le Programme Agricole Africain (AGRARIA AFRICA) qui est actuellement porté à l'attention des Chefs d'Etats africains.

Confédération Nationale de Concertation des Ruraux (CNCR), une ONG (Enda), l'Institut Sénégalais de Recherche Agricole (ISRA) et la structure étatique chargée de l'élaboration de la politique agricole, la Direction des Analyses et des Prévisions Statistiques (DAPS) qui ont cherché à encourager et à enrichir le débat autour de l'ancienne Loi d'Orientation Agricole (LOA). Cette loi a évolué dès 2004 en Loi d'Orientation Agro Sylvo Pastorale (LOASP) du fait précisément des concertations menées par les signataires du protocole PAR. En effet, la question foncière, précédemment intégrée dans le premier projet de LOA, a fait l'objet d'un traitement spécial dans la LOASP, l'Etat sénégalais ayant mis en place, en février 2005, une Commission pour la réforme du droit de la terre, dont le mode de création, la composition et le fonctionnement ont soulevé moult réserves dans le monde paysan.

Le but visé par les initiateurs du PAR est de "bâtir un consensus autour d'une vision partagée du développement agricole et rural, et de définir des stratégies correspondantes", avec comme finalités spécifiques : (1) une meilleure connaissance des dynamiques rurales en cours, (2) une confrontation entre les meilleures pratiques sur le terrain et les orientations de la LOASP, afin d'arriver à des propositions de concepts fédérateurs et de mesures politiques, et (3) un renforcement de la mise en convergence des différentes actions propice à la réorientation des stratégies des acteurs. Un protocole d'accord, signé par les quatre parties (CNCR, Enda Graf Sahel, ISRA et DAPS), définit le mécanisme de pilotage, la provenance et la gestion des fonds. L'animation de l'initiative PAR a été confiée à Enda Graf Sahel naguère promoteur et animateur du Cercle d'Intérêt sur le Développement Rural (CIDR).

Le Champ Ecole Paysan est un outil pédagogique qui permet à Enda d'expérimenter et de répliquer plusieurs innovations agro écologiques, ici dans la zone des Niayes (Sénégal)







## Amélioration des pratiques culturelles

**Enda Syspro I**, en collaboration avec le Ministère de la Recherche Scientifique et Technique du Sénégal, a entamé en juin 2005 un Programme de développement du palmier à huile dans plusieurs régions du pays. Une initiative née du constat selon lequel un pays asiatique qui ne connaissait pas cette essence végétale il y a une trentaine d'années, en l'occurrence la Malaisie, a su se hisser au premier rand mondial grâce aux variétés d'origine africaine qu'elle a su transférer et améliorer. Et c'est considérant les énormes besoins du Sénégal en oléagineux et ses réelles potentialités en termes de mise en valeur à grande échelle de cette culture, qu'Enda Syspro I a prévu d'opérer un transfert de l'expérience et de la technologie malaisienne, par le truchement de ce programme de recherche-action. Ceci devrait permettre de développer des activités couvrant toutes les étapes de production, c'est-à-dire de la culture des plantes au raffinage de l'huile et la transformation des dérivés des produits du palmier à huile, en passant par la récolte et l'extraction de l'huile brute.

La mission effectuée en Malaisie, en compagnie du Ministre sénégalais de la Recherche Scientifique et Technique, et l'identification de plusieurs sites expérimentaux destinés à abriter les essais variétaux, ont constitué la première étape de cette initiative. Ensuite, la pépinière implantée, en août 2005, au Centre de Formation d'Enda Syspro I à Sébikotane et la campagne de sensibilisation des populations de plusieurs communautés rurales allant de la Casamance, au sud du pays, aux rives du Lac de Guiers au nord, en passant par le Diobass, le Diander et le Lompoul au centre, ont constitué la seconde étape.

Une pépinière de la variété TENERA (en provenance de Malaisie) à haut rendement a été plantée avec succès. Une variété qui peut donner des rendements de l'ordre de 25 tonnes à l'hectare, avec un taux d'extraction d'huile brute pouvant atteindre 3000 kilos d'huile à l'hectare, dix fois supérieur à l'arachide qui ne donne guère plus de 300 kilos d'huile à l'hectare. Ainsi, l'objectif de lancer un vaste programme de culture en systèmes irrigués sur des milliers d'hectares du sud au nord du Sénégal, semble sur le point de devenir une réalité. Surtout que le palmier à huile, par delà la plus-value considérable qu'elle génère sur le plan de la production agricole, a d'excellentes vertus environnementales, sur le plan de la reforestation, lorsqu'il est planté massivement.

Dans le même ordre d'idées, Enda Syspro I met en œuvre depuis octobre 2004, en partenariat avec Plan International, le Projet d'Initiation à la micro irrigation des petits producteurs agricoles des villages de Sessène Diack et Hanène (Sénégal). Cette intervention a permis de former aux techniques d'irrigation au goutte-à-goutte deux cent (200) petits producteurs qui ont perçu les multiples avantages d'un tel système d'irrigation (économie en eau, en intrants agricoles, en main d'œuvre d'irrigation et de fertilisation, etc.). La réussite de cette expérience a été à l'origine de la sélection de la vallée du Diobass pour accueillir un vaste projet d'irrigation et d'implantation d'une nouvelle palmeraie à huile. Enda Syspro I a d'ailleurs conçu un programme national conjoint avec le Ministère de la Recherche Scientifique et Technique, intitulé DERIS (Développement Rapide de l'Irrigation au Sénégal) pour faciliter la maturation de l'ensemble des stratégies de développement d'outils et de technologies d'irrigation au Sénégal.

**Enda Pronat** met en œuvre depuis plusieurs années déjà dans la zone des Niayes, la région du Fleuve Sénégal et Koussanar dans la Région de Tambacounda, des programmes intégrés pour le développement de technologies adaptées d'amélioration des pratiques culturelles (fertilisation, irrigation, production de semences, bio pesticides, etc.) et d'amélioration de l'autonomie des organisations communautaires paysannes par des systèmes mutualistes d'épargne et de crédit, d'équipement agricole et de commercialisation. C'est ainsi que dans la vallée du Fleuve Sénégal, des interventions ont été menées autour du concept de Champ Ecole Paysan, un



outil pédagogique voué à l'expérimentation et à la réplique des innovations agro écologiques, portant dans le cas d'espèce sur une recherche sur les techniques de production et de diffusion des semences locales, ainsi qu'une recherche de stratégies organisationnelles pour financer les productions.

En effet, suite à la mise en activité des barrages de Diama et de Manantali, le régime hydrologique du Fleuve Sénégal a été perturbé à un point tel, que l'agriculture dite de contre saison, rendue possible par la décrue, et les activités de pêche continentale, sont devenues de plus en plus compromises. En lieu et place, les grands périmètres irrigués dont l'Etat sénégalais faisait la promotion se sont révélés inadaptés aux réalités locales, car leur mise en valeur nécessite une logistique, une organisation et des moyens financiers qui sont hors de portée pour les petits producteurs. Pour trouver une alternative durable à cette situation difficile, les unions paysannes de quatre villages de la Communauté Rurale de Guédé-village ont mis en valeur un certain nombre de petits périmètres irrigués autogérés dans lesquels, en toute autonomie, elles développent des systèmes de cultures irriguées moins coûteux et moins lourds que les grands périmètres. Mais, ce recours à l'irrigation, rendu indispensable par le contexte sahélien de la région, a un coût. Et cela a contraint les paysans de ces quatre unions villageoises à initier un mode autogéré de financement de leurs activités, dès août 2005, à travers la mise en place d'une mutuelle d'épargne et de crédit, appuyées en cela par les membres de la mutuelle des agro pasteurs du Diander (dans les Niayes) qui ont capitalisé une expérience de six ans dans ce type d'organisation. Ces initiatives intéressantes, toujours encadrées par Enda Pronat, devraient faciliter la poursuite de ces activités, conçues comme autant d'expérimentations, et faciliter l'utilisation des fertilisants naturels et des bio pesticides, la diversification des cultures, la conservation et la transformation des productions, etc.

**Enda Bombay**, basé à Mumbai (Bombay/Inde), a poursuivi en 2005 son action d'encadrement des organisations paysannes dans la gestion communautaire des ressources en eau, qui seule peut favoriser la création d'activités agricoles de subsistance et de rente (maraîchage, horticulture, etc.). Cela a nécessité la construction de plusieurs aménagements hydro agricoles, tels que de petits barrages pour retenir les eaux de ruissellement. Des infrastructures de recueil des eaux par impluvium ont également été créées et des réservoirs de stockage ont été construits au niveau d'une centaine de villages, dans une zone où la population moyenne de chaque village dépasse les 3000 habitants.

En outre, Enda Bombay a renforcé son intervention dans l'amélioration des pratiques agricoles et dans la création d'activités génératrices de revenus au profit des organisations féminines, à travers un projet de lombriculture et de fabrication de compost. Ce projet constitue un maillon important dans l'agriculture biologique que l'entité appelle de tous ses vœux et notamment dans les méthodes de protection et d'amendement des sols. Ainsi, Enda a encadré les agriculteurs d'une vingtaine de villages, en vue de les inciter au changement de leurs méthodes de culture et à l'adoption de l'agriculture biologique comme mode exclusif de production. D'ailleurs, un guide sur les bonnes pratiques a d'ores et déjà été élaboré, et sa mise en ligne sur Internet, ainsi qu'une initiation des producteurs à l'utilisation des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC) sont autant de mesures destinées à faciliter sa consultation par les agriculteurs.

**Enda Bukol** (Bureau de Kolda au Sénégal) opère depuis peu un changement d'approche dans ses stratégies d'intervention et notamment de réalisation d'aménagements hydro agricoles. Les nombreuses digues de retenue des eaux pluviales déjà construites, en contenant les quantités d'eaux suffisantes pour permettre au riz de boucler son cycle, ont offert à la riziculture qui se pratique dans les vallées des cours d'eau de la région naturelle de Casamance (Sénégal) le moyen de continuer à se développer. L'innovation réside actuellement dans l'association de ces interventions à la construction d'infrastructures hydrauliques et sanitaires en milieu rural





défavorisé, le renforcement des capacités des organisations paysannes en pratiques culturelles, et la valorisation des mécanismes traditionnels de prévention et de gestion des conflits entre groupes ethniques.

Il faut dire que la démarche méthodologique d'intervention d'Enda Bukol n'a pas suivi une évolution linéaire. A chaque tournant historique, elle a cherché à s'adapter aux mutations sociales et politiques en cours et aux nouveaux besoins des populations bénéficiaires. Ainsi, on peut distinguer trois (03) phases dans le cheminement méthodologique de cette entité :

- 1) une phase de recherche et de diffusion de technologie ;
- 2) une phase de projets sectoriels ;
- 3) une phase d'autogestion communautaire.

Les deux premières phases ont permis, d'une part, de diffuser des technologies appropriées et d'autre part, d'apporter des appuis multiples et variés aux populations rurales, sous la forme d'actions ponctuelles ou de projets sectoriels, dans les domaines des aménagements hydro agricoles, des actions de promotion féminine, et de l'hydraulique. L'appréciation des résultats atteints, mais aussi la prise en compte des grandes orientations de la réforme sur la régionalisation, ont conduit Enda Bukol à passer d'une approche "projet" à une approche beaucoup plus holistique et d'autogestion communautaire.

La 3<sup>e</sup> phase s'articule autour d'un processus de planification participative qui permet aux populations résidant dans plusieurs villages d'un même espace communautaire d'identifier un programme commun de développement durable et de mettre en place des structures locales chargées de sa mise en œuvre. Cette nouvelle approche donne aux populations une place centrale dans la conception, l'exécution et la mise en œuvre de programmes concertés de développement durable. Les aménagements hydro agricoles réalisés en 2005 dans les vallées de Saré Kolidiang et de Némataba, ont rigoureusement respecté cette logique et permis la construction de trois barrages d'une longueur cumulée de plus de 600 mètres linéaires. Des investissements qui ont été rendus possibles par une forte mobilisation populaire qui a réuni autour d'Enda des milliers de personnes (dont une large majorité de femmes) en provenance de dizaines de villages environnants.



Enda Bombay incite les producteurs à adopter des méthodes biologiques d'amendement des sols



## Enda en Casamance : pour une contribution effective à la sécurité alimentaire

Les interventions d'**Enda Acas** (Actions en Casamance), basé à Ziguinchor, ont visé, en 2005, à améliorer la sécurité alimentaire dans les nombreux villages riverains des vallées fluviales et de mangrove de Katouré et de Diafar, et plus spécifiquement à :

- 1) protéger 2000 ha de rizières contre l'avancée du sel ;
- 2) assurer une bonne gestion des ressources en eau des vallées ;
- 3) augmenter les productions rizicoles et forestières ;
- 4) augmenter les revenus des ménages.

Pour atteindre ces objectifs, plusieurs activités ont été programmées, aussi bien dans le domaine agricole que forestier :

- a) la construction de petits barrages antisel et de retenue des eaux pluviales, avec l'encadrement technique d'Enda ;
- b) l'appui à la mise en place et à l'organisation de comités de gestion des barrages ;
- c) le suivi hydro agricole pour mesurer l'évolution de la salinité de l'eau et du sol, ainsi que l'évolution des rendements avant et après l'édification des barrages ;
- d) la formation des membres des comités de gestion des barrages ;
- e) la valorisation des ressources forestières autour des vallées de Katouré et de Diafar.

En partenariat avec l'ONG Espagnole ASOCIACION POR LA PAZ Y EL DESARROLLO et les communautés rurales d'Enampor, de Nyassia, de Niaguis, de Boutoupa-Camaracounda et de Djibabouya, Enda Acas a procédé à la finalisation du Projet d'aménagement et de mise en valeur des vallées de Katouré et de Diafar d'un coût d'environ 510'000 Euros. L'ASOCIACION POR LA PAZ Y EL DESARROLLO a appuyé l'élaboration du projet, financé les activités de démarrage (construction d'un forage près du site de la digue) et s'investit dans la recherche de financement auprès de l'Union Européenne. Enda Acas est chargé de la mise en œuvre du projet sur le terrain, là où L'ASOCIACION POR LA PAZ Y EL DESARROLLO se porte garante de l'appui institutionnel auprès de l'Union Européenne et de la supervision ; les conseils ruraux s'engageant, en ce qui les concerne, à participer au suivi et à l'évaluation du projet, qui concerne deux vallées distinctes :

1. la vallée de Katouré qui regroupe dix villages des communautés rurales d'Enampor, Niaguis, Nyassia et Boutoupa-Camaracounda, dans le département de Ziguinchor ;
2. la vallée de Diafar qui regroupe les villages de Diafar Douma et Diafar Santo, de la communauté rurale de Djibabouya, dans le département de Sédhiou.

Le projet d'aménagement hydro agricole et de mise en valeur des vallées de Katouré et de Diafar est d'autant plus important que la progression de la langue salée continue à rendre inculte d'importantes superficies rizicultivables, imposant aux populations la prise de mesures de conservations urgentes. C'est dans ce cadre que dans la vallée de Katouré, où la menace est plus grande, les populations ont démarré en 2005 plusieurs activités par leurs propres moyens et avec un appui organisationnel, technique et financier d'Enda Acas et de l'ASOCIACION POR LA PAZ Y EL DESARROLLO.

Les aménagements hydro agricoles réalisés par Enda dans les vallées situées dans la Communauté rurale d'Enampor en Basse Casamance facilitent la régénération de milliers d'hectares de rizières en luttant contre la salinité des sols







## 2 Energie et développement durable

La crise énergétique qui secoue actuellement les économies de la quasi-totalité des pays du monde est, sans nul doute, l'un des phénomènes les plus emblématiques de notre époque. Aucun autre domaine de production et de consommation n'a jamais atteint dans l'histoire le niveau d'utilité, voire de nécessité, qu'est celui de l'énergie pour nos sociétés. L'accès aux services énergétiques est devenu, par la force des choses, le préalable fondamental et déterminant du développement durable. L'envolée actuelle des prix du pétrole a mis en exergue la somme des facteurs sociaux, économiques et culturels qui obèrent les chances réelles ou supposées des sociétés urbaines et rurales du Sud de réaliser un progrès économique respectueux de l'environnement. Aucun secteur n'est épargné. La productivité des industries, la compétitivité des services, la mobilité des populations, la modernisation des agricultures, l'efficacité des mesures de préservation des ressources naturelles et plus grave, les fondements de l'indépendance politique et économique des pays les plus pauvres sont de plus en plus compromis.

Comment, dans ces conditions, peut-on éviter aux plus faibles, parmi les populations des pays du Sud, un enfoncement inexorable dans la paupérisation et la marginalité ? Autrement dit, peut-on faire de l'accès des plus démunis aux services et ressources énergétiques une entrée opératoire dans les stratégies de préservation de l'environnement et de lutte contre la pauvreté en Afrique ? C'est le questionnement auquel Enda tente de répondre depuis plus d'une décennie déjà. D'une part, à travers l'entité ENDA ENERGIE qui intervient aux échelles nationale, régionale et internationale sur ces aspects, et sur leurs corollaires en termes d'élaboration et d'application des Accords Multilatéraux sur l'Environnement. D'autre part, par le biais d'un certain nombre de programmes de terrain destinés à renforcer, dans plusieurs pays, l'impact des actions locales de gestion des ressources naturelles.

### Energie - Environnement - Développement

**Enda Energie**, basé à Dakar, poursuit depuis plusieurs années ses interventions en faveur du développement durable en fonction de quatre axes stratégiques :

- I. l'approfondissement de la connaissance de la situation des systèmes énergétiques africains d'un point de vue technique, économique, politique et socio culturel ;
- II. l'élargissement de l'accès aux services de base de l'énergie, dans une optique de lutte contre la pauvreté ;
- III. la contribution à l'élaboration et à la mise en œuvre des Accords Multilatéraux sur l'Environnement (AME) ;
- IV. la recherche de synergies dans le triptyque Energie - Environnement - Développement, dans une perspective de réduction de la pauvreté.

Ces quatre axes d'intervention révèlent chez Enda Energie une multitude de préoccupations heuristiques et politiques allant de la recherche-action, au renforcement des capacités, en passant par le dialogue politique, le lobbying, le plaidoyer international, la publication de revues scientifiques, l'animation de réseaux d'échanges de connaissances, de diffusion de l'information, d'identification et de réalisation de projets. Le deuxième axe stratégique d'Enda Energie (l'élargissement de l'accès aux services de base de l'énergie pour le plus grand nombre, dans une optique de lutte contre la pauvreté) a montré la nécessité de repenser en profondeur l'offre de services énergétiques en Afrique subsaharienne. Car dans ces pays, cette offre calquée sur le modèle des pays développés du Nord, révèle une quasi



impossibilité de faire bénéficier la grande majorité de la population de services énergétiques convenables du fait de leur cherté. Là où les taux de raccordement des populations rurales au réseau électrique sont presque partout inférieurs à 5%, le salut semble aujourd'hui résider dans le choix d'options réalistes fondées sur des approches adaptées au contexte, c'est-à-dire fondées sur des technologies alternatives et des systèmes d'organisation novateurs, à moindre coût et plus efficaces. Plusieurs démarches sont ainsi adoptées.

Une 1<sup>re</sup> approche propose d'appuyer la création d'entreprises de services énergétiques par un système de micro financement d'opérateurs privés, à travers la mise en œuvre de huit projets (Projet de Promotion de l'entreprise d'énergie en milieu rural - AREED en anglais). Ainsi, huit (8) entreprises ont déjà été financées, pour un montant total de 495'000 Euros dont trois (3) en 2005 dans la production de céramique (APRO CER), la distribution de gaz butane (LMDB) et la production de lampes et régulateurs solaires (Energie R).

### Enda Energie : cerner toute la complexité des systèmes énergétiques africains

Dans leurs grands traits, les systèmes énergétiques africains sont connus. Mais, la seule connaissance des structures d'approvisionnement ne permet pas de comprendre les mutations en cours (privatisation & réforme du secteur, promotion des énergies renouvelables, énergies traditionnelles, etc.) et surtout les besoins des populations défavorisées, particulièrement en milieu rural. La méconnaissance de telles situations nécessite de faire l'inventaire et la réactualisation permanente des études, informations et statistiques disponibles et, à partir d'enquêtes, de les enrichir. Les bases de données ainsi constituées sont un élément indispensable de la recherche et partant, de la prise de décision. Deux voies sont utilisées.

La 1<sup>re</sup> voie réside dans l'établissement et le suivi de bases de données :

- 1- mise en place d'un système d'information sur la micro hydroélectricité, dont l'objectif est de réunir toutes les parties prenantes au Projet Micro-Hydro (PNUD/GEF) autour d'un réseau, pour un meilleur partage des expériences et des bonnes pratiques [11 pays impliqués dans la 1<sup>re</sup> phase et extension à 9 pays supplémentaires après la conférence de Vienne (UNIDO, Avril 2005)] ;
- 2- alimentation de la base de données du modèle LEAP (planification énergétique) et animation du Centre de Ressources et d'Etudes des Stratégies sur les Energies Traditionnelles et de Substitution en Afrique Subsaharienne (CRETAS/Enda TM).

La 2<sup>nd</sup>e voie consiste à poursuivre les investigations pour une meilleure connaissance de l'environnement des entreprises :

- 1- réalisation d'une typologie des Petites et Moyennes Entreprises au Sénégal en vue de déterminer leur profil énergétique à partir d'enquêtes de terrain (ENEFIBIO/UE : Développement d'une meilleure efficacité énergétique au sein du secteur des PME du Sénégal et du Cameroun par l'utilisation de biomasse-énergie) ;
- 2- définition des activités productives susceptibles d'utiliser les énergies renouvelables en milieu rural ouest africain et identification de niches potentielles pour le développement du secteur (Renewable Energy Technology & Gnesd/UNEP) ;
- 3- impact des réformes sur l'accès des pauvres à l'électricité montrant clairement que les réformes du secteur, si elles ont un impact global (meilleur taux d'électrification) n'ont en revanche aucun effet notable sur l'accès à l'électricité des populations très démunies (ACCESS I) ;
- 4- définition des bonnes pratiques (expériences du Ghana et de la Côte d'Ivoire) pour la mise en œuvre des politiques qui permettent d'améliorer l'accès des pauvres aux services énergétiques (ACCESS II/Gnesd) ;
- 5- définition d'axes de développement des capacités et du potentiel d'investissement dans les énergies renouvelables et dans l'efficacité énergétique en Afrique de l'ouest (FINESSE/BAD).

Les deux autres projets en cours de financement devraient permettre de procéder à l'électrification rurale des départements de Kolda, Sédhiou, Vélingara et Tambacounda (G-SERM), mais aussi à la mise en place de cabines de téléphonie GSM en milieu rural (Access Energy media).

Une 2<sup>e</sup> approche propose d'appuyer les pays africains dans la conception et la mise en œuvre de projets spécifiques, dans le cadre de l'Initiative de l'Union Européenne "Energie et lutte contre la pauvreté". En Guinée Bissau, plusieurs domaines ont ainsi été prospectés :

- 1) la diffusion de technologies améliorées de carbonisation ;
- 2) l'appui à la mise en œuvre de la réforme institutionnelle des sous-secteurs des énergies renouvelables et domestiques ;
- 3) l'électrification solaire de cinquante communes ;
- 4) l'électrification des îles de Boloma par des systèmes éoliens ;
- 5) l'électrification rurale décentralisée par la gazéification de la biomasse.

Les projets mis en œuvre au Sénégal sont très diversifiés et comportent des aspects tout aussi remarquables portant sur :

- 1- la collecte et la valorisation de lait dans les régions de Matam et de Kolda (PREMs de l'ASER) ;





Entreprise "AREED" : VEV (éolienne) & Prasoleil (Chauffe eau solaire)

- 2- le renforcement des capacités d'intervention des structures sanitaires et scolaires en milieu rural par la fourniture d'un service énergétique d'origine solaire ;
- 3- la production et la diffusion de charbon de biomasse alternatif au charbon de bois dans la région de Saint Louis ;
- 4- la diffusion de plates-formes multifonctionnelles pour l'allégement des tâches domestiques et la réalisation d'activités de production.

Une 3<sup>e</sup> approche propose de développer les échanges d'informations et le dialogue politique sur les conditions d'accès à certains équipements. La mise en réseau des partenaires nationaux et régionaux des projets de Plateformes Multifonctionnelles en constitue une des principales modalités. D'ailleurs, l'idée d'initier un partenariat Nord-Sud pour un dialogue politique autour des énergies renouvelables a fait son chemin et trois axes ont pu être définis : (1) la santé, (2) le développement durable et (3) l'entreprise privée. Des équipes nationales ont été constituées par Enda au Sénégal, au Bénin et au Burkina Faso, aux fins d'élaborer des documents de projets intégrant la problématique. Dans le même ordre d'idées, Enda Energie a apporté son appui au PNUD, à la Banque Africaine de Développement et aux gouvernements de onze pays d'Afrique subsaharienne pour l'élaboration d'une étude de faisabilité sectorielle. Une étude entrant dans le cadre du projet régional de renforcement des capacités en micro hydroélectricité et d'investissement pour la fourniture de services de base en milieu rural.

Ces trois approches constituent le ferment qui favorise la maturation du quatrième axe d'intervention d'Enda Energie qu'est la recherche de synergies entre Energie, Environnement et Développement, dans une perspective de réduction de la pauvreté. Car, face à la multiplication des accords Multilatéraux sur l'Environnement, la priorité de l'Afrique doit rester aux objectifs de développement ("Le développement d'abord !"). Intégrer ces accords dans les plans de développement ou encore, faire en sorte qu'ils deviennent des facteurs de développement durable, comme le montrent les interventions ci-après, devient ainsi une gageure et une urgence :

1. Enda a été retenu par L'Agence Néerlandaise de l'Environnement et le Centre Technique de Coopération Agricole et Rurale (CTA) pour organiser et animer un atelier international dont les résultats ont été présentés à la Conférence de Montréal (COP/MOP Climat, décembre 2005) sur la thématique : "Le développement rural et le



- rôle de l'alimentation, de l'eau et de la biomasse : opportunités et défis pour le développement et le climat" (Dakar, novembre 2005);
- 2- Enda a participé au développement d'un processus de recherche de synergies (entre Développement, Energie et Changements climatiques) qui sont en cours de démonstration dans le cadre des études de cas menés dans cinq pays : Chine, Bangladesh, Inde, Afrique du Sud et Sénégal ;
  - 3- Enda a centré la réflexion et l'action sur l'appui à la CEDEAO en vue de l'élaboration d'un livre blanc sur l'accès aux services énergétiques pour les populations rurales et péri urbaines dans les pays de la CEDEAO. Si l'énergie semble de prime abord absente des OMD, elle est sous-jacente dans la plupart des cibles et reste incontournable si on veut atteindre tous les objectifs. Ce qui devrait justifier la définition et le financement d'un plan d'investissement et le développement d'un outil d'évaluation des impacts d'une intervention énergétique sur le développement ;
  - 4- Enda a mis l'accent sur le renforcement de la problématique Genre - Energie - Pauvreté qui, combinée à la lutte contre la pauvreté et aux problèmes d'accès à des services énergétiques appropriés, se retrouve dans les différents axes stratégiques déjà mentionnés.

Le troisième axe d'intervention renvoie à l'action qu'Enda Energie mène dans le cadre de la mise en œuvre des trois conventions des Nations Unies sur l'Environnement (conventions sur la lutte contre la désertification, la biodiversité et les changements climatiques). Plusieurs activités ont ainsi été réalisées en 2005 autour de l'élaboration et la diffusion de papiers de position, la participation active aux travaux scientifiques et aux négociations, la maîtrise et l'adaptation au contexte africain des instruments d'analyse et d'aide à la décision, la formation, l'animation de réseaux d'information, d'échanges, de recherche et d'actions concrètes, etc. L'on peut citer entre autres :

- 1) la production d'outils de formation (Guide de formation et outils complémentaires) pour mieux aider à appliquer la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques et renforcer la participation au processus de Kyoto ;
- 2) le renforcement des capacités des organisations de la société civile du Sénégal, de la Mauritanie, du Mali et du Bénin dans le domaine de la Vulnérabilité/Adaptation ;
- 3) le développement de l'accès à l'information, l'échange et la circulation de l'information existante sur les changements climatiques (IACTT) ;
- 4) l'implication des populations dans les activités de recherche sur la mise en œuvre du Protocole de Kyoto (participation à une recherche dans laquelle les populations rurales concernées sont formées à mesurer le carbone des forêts au Sénégal, au Mali, en Guinée Bissau et au Burkina Faso ;
- 5) l'appui à l'élaboration des inventaires de Gaz à Effet de Serre (GES) qui concerne quatorze (14) pays : Bénin, Burkina Faso, Burundi, Côte d'Ivoire, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Mali, Niger, Nigeria, Sénégal, Tchad et Togo (PNUD/FEM) ;
- 6) l'appui à la mise en œuvre du Mécanisme de Développement Propre (MDP) dans trois pays : Côte d'Ivoire, Mozambique et Ouganda ;
- 7) la contribution à l'élaboration du Guide des ONG au FEM/GEF, notamment dans ses chapitres sur les changements climatiques, la biodiversité et les critères d'éligibilité.



Side event organisé par Enda Energie à la COP/MOP Climat de Montréal, en décembre 2005



Atelier sur "Changements Climatiques et Développement", Consultation sur les priorités de recherche (22-23 avril 2005, Dakar, Sénégal)





## Stratégies de gestion des espaces naturels

**Enda Graf Sahel** a poursuivi en 2005 ses interventions dans le domaine de la Gestion des Ressources Naturelles (GRN) au Sénégal, essentiellement à travers trois initiatives :

1. le Programme de gestion durable de la mangrove soumise à l'exploitation des coquillages dans le delta du Saloum ;
2. le Programme de protection des espèces végétales menacées et endémiques dans les zones humides ;
3. le Programme de protection de l'environnement côtier de Yène.

Le 1er programme trouve sa justification dans la disparition progressive de la mangrove des îles du Saloum, qui occasionne une raréfaction des coquillages dont l'exploitation constitue une importante source de revenus pour les femmes de cette zone. Le but visé est donc d'œuvrer à la pérennisation des ressources en coquillages de la Réserve de la Biodiversité du Delta du Saloum, en veillant à renforcer les capacités de gestion des femmes du Saloum, tout en améliorant leurs conditions de travail et leur cadre de vie.

Plusieurs lignes d'actions spécifiques ont été prospectées, en partenariat avec l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN), des centres de recherche et autres services administratifs compétents :

- 1) mise en place de modes de gestion et d'exploitation influant sur la durabilité des ressources, en termes d'abondance et de biodiversité ;
- 2) renforcement de la contribution économique de l'exploitation des coquillages à l'amélioration de la condition des femmes ;
- 3) réduction des pressions sur l'environnement côtier et amélioration de la charge de travail des femmes ;
- 4) influence positive sur les politiques de gestion durable des ressources de la zone côtière.

Le 2e programme cherche à promouvoir une gestion durable et intégrée des écosystèmes naturels en mettant l'accent sur le renforcement des connaissances, indispensable à la protection des espèces menacées et endémiques. Les activités ainsi menées par Enda Graf Sahel visent à favoriser l'introduction et la production des espèces menacées et endémiques, la lutte contre les causes anthropiques et climatiques de la dégradation des écosystèmes, et la promotion des forêts classées.

Le 3e programme intervient dans la zone rurale de la Région de Dakar, notamment dans la Communauté rurale de Yène (Département de Rufisque). Cette zone subit une dégradation progressive de son environnement marin du fait des constructions pied dans l'eau, du déversement des ordures sur les côtes, de l'extraction de sable marin, etc. Ces aspects négatifs, combinés à la montée du niveau de la mer consécutif au réchauffement planétaire, ont montré la nécessité d'améliorer les stratégies de gestion de l'espace côtier de Yène à travers :

- 1° la promotion de structures qualifiées pour la protection de l'environnement côtier de Yène ;
- 2° la sensibilisation et l'encadrement des populations sur les dangers liés à la dégradation de l'environnement côtier ;
- 3° la planification et la réalisation des activités conjointes de préservation et de gestion de l'environnement côtier à Yène ;
- 4° la mise en œuvre de stratégies propres à assurer la lutte contre la pollution, les nuisances et contre toute forme de dégradation de l'environnement côtier ;
- 5° la mise sur place d'un cadre de concertation entre les riverains intervenant au niveau des sept villages de la communauté rurale.



**Enda Maghreb**, basé à Rabat (Maroc), a acquis au fil des années une certaine expertise dans le domaine de la préservation de l'environnement en milieu rural et notamment dans les stratégies de locales de Gestion des Ressources Naturelles (GRN). L'entité a poursuivi ses activités au Maroc et dans les autres pays du Maghreb dans le cadre de cinq initiatives :

1. le Projet de gestion participative des ressources naturelles et de lutte contre la désertification au niveau des zones arides et semi-arides au Maghreb ;
2. le Projet de protection de la biodiversité et des ressources en eau du bassin versant de la Moulouya ;
3. le Projet de développement de la montagne et des territoires du pré-Rif (DEMETER) ;

### Enda Colombie : protéger les écosystèmes naturels en milieux urbains

**Enda Colombie**, basé à Bogota, a lancé une nouvelle initiative de développement durable nommée **Projet de protection du Fleuve Fucha** qui se propose de développer une investigation participative sur le déversement de déchets solides dans le bassin du fleuve Fucha, dans la localité de San Cristóbal, dans les collines orientales de Bogotá. Le bassin du fleuve Fucha, un des trois plus importants de la ville de Bogotá, reçoit des déversements solides et liquides d'origine industrielle, commerciale et domestique dans la localité de San Cristóbal, la plus en amont du fleuve. Les responsables de ces déversements sont des organismes de l'Etat. Le but visé par cette intervention est de procéder à la mise sur pied d'un plan de traitement communautaire des rejets liquides et solides pour défendre et protéger le cours d'eau.

Au terme d'une série d'activités qui ont démarré vers la fin de l'année 2005, Enda Colombie compte effectuer des avancées significatives dans les domaines de :

- 1° la recherche-action sur la "Maintenance et la non pollution par versements de déchets solides dans le Haut Bassin du fleuve Fucha", développée avec les organisations locales, et insistant sur la notion de co-responsabilité environnementale des divers acteurs et secteurs ;
- 2° le développement d'un programme de formation sur l'environnement et sur le système hydrique de la ville, dans le cadre du Cours de Gestion Environnementale Communautaire organisé par Enda Colombie et l'Université Nationale de Colombie ;
- 3° la capitalisation et l'évaluation des expériences significatives de gestion environnementale développées par les organisations sociales liées au programme face aux divers acteurs de la ville ;
- 4° l'optimisation de l'impact de l'action des organisations de la société civile à travers l'articulation du travail des organisations sociales qui organisent leur fonctionnement en réseau.

Protéger les écosystèmes naturels  
juxtant les grands centres urbains







4. le Projet de conservation des écosystèmes des zones humides et côtières de la région méditerranéenne : SIBE de la Moulouya (projet Medwetcoast) ;
5. le Sous Programme d'Appui au Plan d'action National de lutte contre la désertification et les effets de la sécheresse (SA-PAN).

La mise en œuvre du Projet de gestion participative des ressources naturelles et de lutte contre la désertification au niveau des zones arides et semi arides au Maghreb, correspond à un changement d'échelle opéré par l'entité, à la suite du Projet de renforcement de l'implication de la société civile dans la mise en œuvre du plan d'action national de lutte contre la désertification, achevé en 2004. Conduit par Enda, avec le soutien du Mécanisme Mondial de lutte contre la désertification, ce programme embrasse une dimension sous régionale qui le porte au-delà des frontières marocaines, jusqu'en Algérie et en Tunisie.

L'articulation autour d'un volet opérationnel, orienté vers une action de proximité, en réponse à des initiatives locales prioritaires à plus-value environnementale ou socio-économique, et d'un volet de renforcement des capacités d'innovation et d'échange d'expérience entre acteurs, devrait permettre de renforcer les partenariats et de formuler un projet complémentaire qui permettra d'ancrer davantage l'action d'Enda Maghreb dans le domaine de la lutte contre la désertification à l'échelle régionale. Dans cette perspective, un projet régional, orienté sur la préservation des massifs forestiers dans les trois pays du Maghreb, a été proposé à l'Union Européenne pour financement, en novembre 2005, dans le cadre du Programme Environnement et Forêt Tropicales dans les Pays en Développement.

Le Projet de protection de la biodiversité et des ressources en eau du bassin versant de la Moulouya, co-financé par l'Union Européenne dans le cadre du Programme LIFE Pays Tiers et l'Agence Espagnole de Coopération Internationale (AECI), a été réalisé pour une période de 3 années (2003-2005) par Enda Maghreb, en partenariat avec le Secrétariat d'Etat Chargé de l'Environnement, l'Université Ibn Tofail de Kenitra et la Commune Urbaine de Missour. Cette initiative a tenté de trouver des solutions durables aux multiples problèmes environnementaux qui affectent le bassin versant de la Moulouya, au Nord-Est du Maroc. Un cours d'eau qui constitue un patrimoine en eau et en biodiversité considérable, mais aujourd'hui fragilisé par les effets conjugués de la sécheresse et des agressions liées aux activités anthropiques.

Ce projet a permis d'effectuer des avancées significatives dans la sensibilisation des collectivités locales aux dispositifs de traitement alternatif des déchets solides municipaux. En outre, les orientations stratégiques définies en concertation avec les acteurs locaux, lors d'un atelier régional, ont permis à Enda d'exposer le cadrage d'un avant projet qui permettra (1) la mise en place d'actions pilotes de préservation de l'environnement à l'échelle du bassin versant, (2) la consolidation de l'observatoire régional par la mise en place d'observatoires relais au niveau local et le renforcement des capacités des acteurs impliqués dans la gestion de l'environnement, et (3) le développement d'activités telles que l'écotourisme pour limiter la pression sur les ressources naturelles. Le projet a été finalisé en 2005, en concertation avec l'ensemble des partenaires institutionnels concernés. Il a d'ores et déjà été soumis en fin décembre 2005 à l'Union Européenne pour lier avec elle un nouveau partenariat, dans le cadre de l'offre de financement du programme LIFE.

Le Projet de développement de la montagne et des territoires du pré-Rif (DEMETER) est réalisé au bénéfice de quatre communes de la province de Taza, pour une période de trois ans (2004-2006) dans le cadre d'un partenariat réunissant Enda à l'ONG italienne Coopération Internationale Sud-Sud (CISS), le Ministère italien des Affaires Etrangères et de l'Agence de Développement Social au Maroc. L'initiative s'inscrit dans le prolongement de l'action d'Enda Maghreb dans la zone depuis une dizaine d'années et constitue ainsi la 3e phase d'une expérience de développement rural qui a déjà produit des résultats significatifs sur le plan de la réduction de la

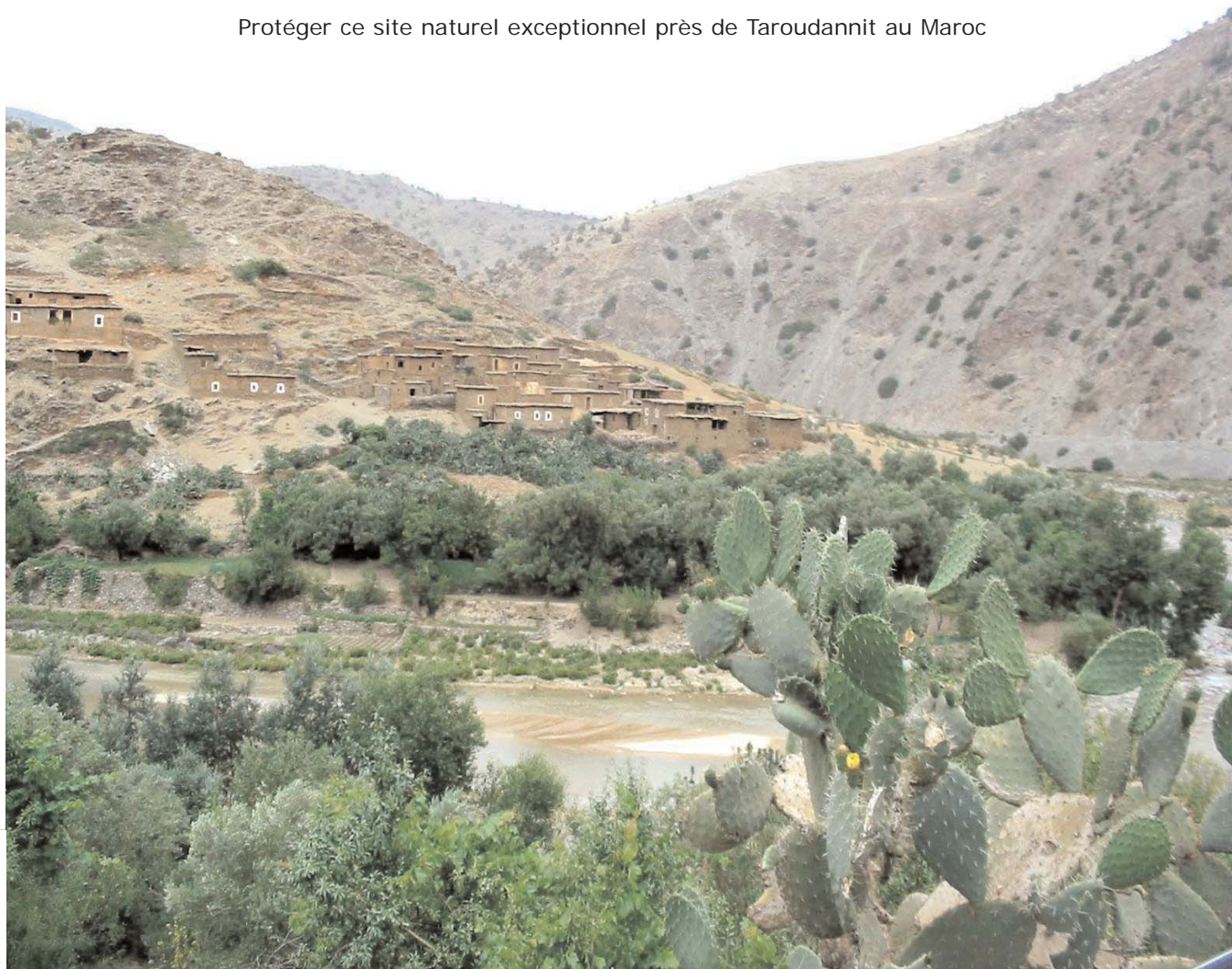


pauvreté et de la gestion rationnelle des espaces naturels et des terroirs. D'une manière générale, le projet contribue à l'amélioration des conditions de vie et des revenus des communautés rurales les plus démunies, et à une gestion durable des ressources naturelles dans ces vastes zones montagneuses très affectées par la sécheresse et l'érosion.

Le Projet de conservation des écosystèmes des zones humides et côtières de la région méditerranéenne : SIBE de la Moulouya (projet Medwetcoast) est une intervention portant sur une période de 30 mois (de juillet 2004 à décembre 2006) au niveau de l'embouchure du fleuve Moulouya, situé sur la côte méditerranéenne et à proximité de la frontière avec l'Algérie. L'exécution de ce projet a été confiée à Enda Maghreb dans le cadre du projet régional MedWetCoast (PNUD/GEF), le FFEM et l'Agence Française de Développement. Le projet vise à aménager, protéger et valoriser ce "Site d'Intérêt Biologique et Ecologique" de 2700 hectares, qui abrite un écosystème particulier où l'on trouve une grande diversité d'espèces, dont certaines sont endémiques et absolument uniques (notamment en ce qui concerne la population de reptiles). Cependant, des risques et des pressions importantes pèsent sur cet écosystème humide et ont plaidé en faveur d'une action urgente visant à sa protection et au contrôle de la fréquentation du site.

Les activités réalisées en 2005 ont eu un impact très positif sur la préservation de la biodiversité du site et les actions de sensibilisation ont eu un écho important auprès des estivants. En témoignent la fréquentation des stands installés à cet effet sur la plage et la participation des enfants aux diverses activités d'animation organisées à l'occasion de la campagne de sensibilisation. La réalisation d'actions physiques visant la gestion des flux touristiques ont permis de mieux canaliser les flux au niveau du SIBE de la Moulouya, afin de protéger les zones sensibles. L'élaboration concerté d'un Plan de Gestion Intégré constitue également une réussite pour le projet, compte tenu de l'enjeu d'un tel outil pour la préservation durable du SIBE.

Protéger ce site naturel exceptionnel près de Taroudannit au Maroc



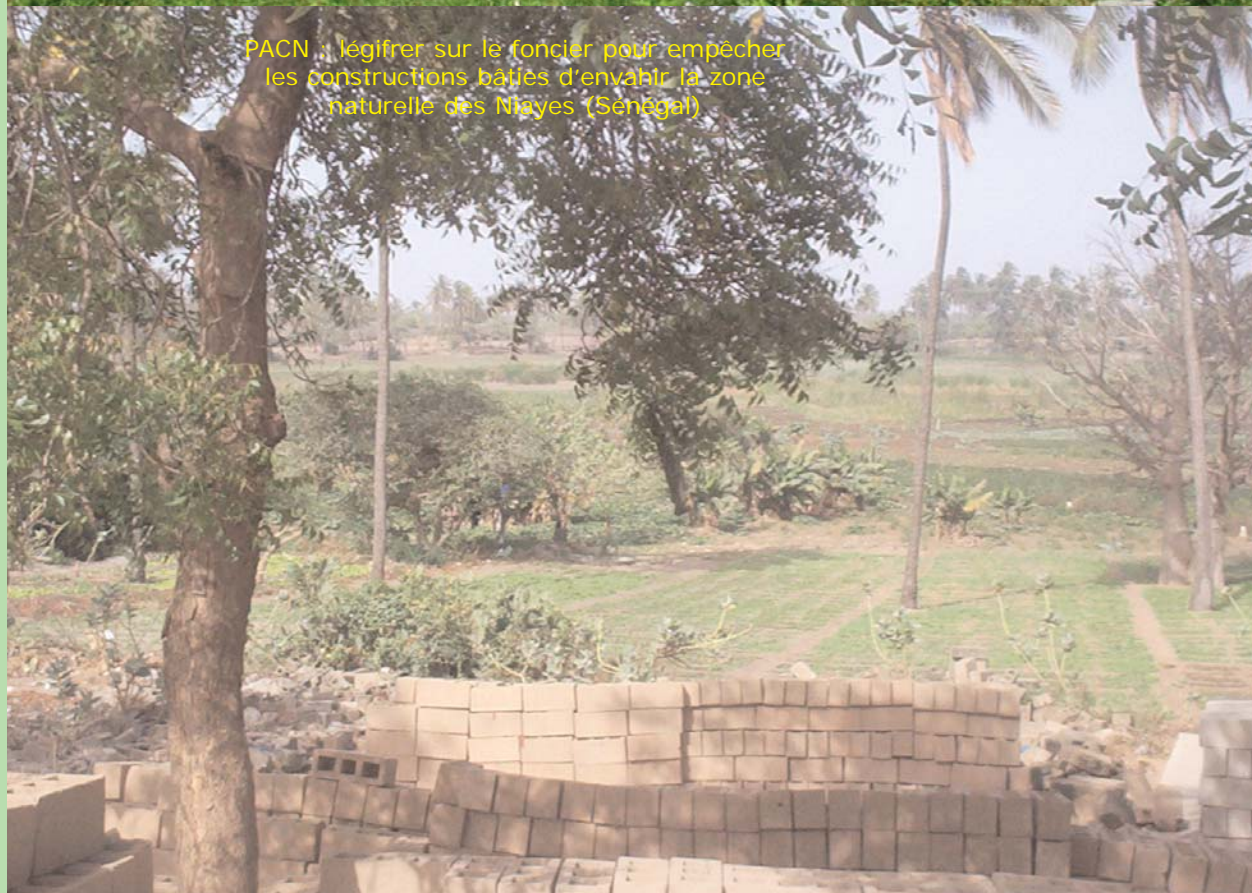




Le Sous Programme d'Appui au Plan d'action National de lutte contre la désertification et les effets de la sécheresse (SA-PAN) est une des 5 composantes du Programme d'appui à la lutte contre la pauvreté rurale, la désertification et les effets de la sécheresse (PAL-PDS) mis en œuvre au Maroc, et dont l'objectif global est de contribuer à l'opérationnalisation des principes de la Stratégie nationale de Développement Rural du Maroc à l'horizon 2020. Le SA-PAN appuie essentiellement la mise en œuvre deux axes faisant partie des 4 catégories d'actions préconisées par le Plan d'action National, à savoir le renforcement de l'environnement politique, législatif et institutionnel d'une part, et le renforcement des capacités des acteurs du gouvernement et de la société civile d'autre part.



Projet d'agroforesterie réalisé par Enda en République Dominicaine



PACN : légiférer sur le foncier pour empêcher les constructions bâties d'envahir la zone naturelle des Niayes (Senegal)





**Enda Dominica**, basé à Santo Domingo, a poursuivi, à Haïti et en République dominicaine, la mise en œuvre de son Programme Agroforestier qui consiste en un accompagnement de plusieurs organisations paysannes destiné à leur fournir tous les moyens techniques, financiers et organisationnels nécessaires à l'atteinte d'un développement agro forestier durable, c'est-à-dire adapté à l'environnement et autogéré.

Depuis sa création en 1984, Enda Dominica a fait de l'intégration des activités agricoles tournées vers la création de pépinières, la reforestation et l'exploitation rationnelle du bois de sciage, l'un des aspects les plus caractéristiques de sa démarche. C'est ainsi qu'en 2005, l'entité a permis à la Fédération paysanne Sambara et aux associations de producteurs agro forestiers, parties prenantes et co-propriétaires du projet en République dominicaine, de créer une entreprise forestière autogérée de sciage fonctionnel, qui a pu fournir des services sociaux de base (éducation, santé, eau, assainissement, etc.) à plus de 1800 familles paysannes, grâce aux bénéfices générés par l'activité. L'option prise par Enda d'étendre le projet à Haïti, pour la période comprise entre juin 2002 et mai 2006, a facilité l'intégration de nouvelles techniques agro forestières, assortie d'un échange et d'un enrichissement mutuel entre organisations paysannes, techniciens en GRN et institutions d'encadrement des deux pays.

Le Programme d'Appui à l'Aménagement et à la Gestion Concertée et Durable des Niayes (PACN) est le fruit d'un partenariat entre Enda Tiers Monde et le Ministère de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire (MUAT) du Sénégal. Il intervient dans la zone des Niayes (Grande Côte du Sénégal) en appuyant les pouvoirs publics dans la mise en œuvre d'une démarche prospective et concertée d'aménagement du territoire. Dotée d'importantes potentialités (agricoles, halieutiques, environnementales, touristiques, etc.), la zone des Niayes connaît en effet une forte croissance démographique et fait l'objet de multiples convoitises (promoteurs immobiliers, touristiques, industriels, etc.). Les conséquences directes de cette attractivité sont l'urbanisation sauvage, la dégradation des ressources naturelles, l'exclusion et l'appauvrissement des populations les plus vulnérables qui y vivent.

Les tendances actuelles sont inquiétantes et leur inversion passe aujourd'hui nécessairement par la mise en œuvre d'une approche globale considérant à la fois l'unicité et la grande fragilité écologique des Niayes, la complémentarité nécessaire entre espace urbain et espace rural, ainsi que la diversité des acteurs et des enjeux parfois contradictoires. Prospectif et transversal par définition, l'aménagement du territoire apparaît comme un outil privilégié pour obtenir les changements escomptés. Mais, pour jouer efficacement son rôle, il doit aujourd'hui être considéré comme l'aboutissement d'un processus de dialogue et de négociation entre acteurs et non plus comme le domaine réservé des "experts". C'est dans cette perspective que le PACN accompagne les pouvoirs publics et l'ensemble des acteurs de la zone dans une démarche d'aménagement et de gestion concertée et durable de cette zone.

Au cours de l'année 2005, le PACN s'est investi dans la conception d'une démarche d'élaboration concertée d'un Schéma Directeur d'Aménagement de la Grande Côte (SDAGC). L'expérience permet d'associer, aux différentes étapes d'élaboration de cet outil, l'ensemble des catégories d'acteurs concernées (collectivités locales, services techniques déconcentrés, organisations de producteurs, associations de développement local, ONG, projets et programmes, chercheurs et universitaires, etc.). Les valeurs ajoutées d'une telle démarche sont multiples. En partant d'un exercice d'aménagement du territoire, les différentes catégories d'acteurs sont amenées à co-produire les normes de gestion et de développement de cet espace naturel. Cette option assure une meilleure appropriation et un plus grand respect des réglementations par les acteurs concernés. Au-delà, le processus de concertation autour des enjeux d'aménagement et de développement se révèle être une occasion de mise en synergie et de coordination des multiples intervenants dans la zone des Niayes.

Dans les faits, cet espace naturel est façonné par des pratiques qui relèvent de différents acteurs à différents niveaux : l'Etat, les collectivités locales, les entreprises (industries, tourisme, etc.), les villages (gestion des terroirs), etc. On comprend donc que des normes d'aménagement définies de façon unilatérale ne peuvent être durables. Il s'agit dès lors d'expérimenter de nouvelles formes de partenariat entre l'Etat, la société civile et le secteur privé, en refondant ainsi la gouvernance des territoires "par le bas". A travers l'exercice d'élaboration des outils de planification, l'on s'attelle ainsi à créer une articulation entre ces différentes visions et à inventer de nouvelles formes de partenariats et de collaborations qui valorisent le rôle de chaque acteur et de chaque niveau de décision.





### 3 Renforcement des capacités

Le Programme Stratégique 2005-2007 a réaffirmé l'une des vocations fondamentales d'Enda, qui réside dans sa contribution à l'émergence et à la consolidation de mouvements sociaux internationaux, prenant en charge les questions globales liées aux changements climatiques, à la désertification, au commerce équitable et, plus généralement, aux effets pervers de la mondialisation. Cette préoccupation incite Enda à améliorer constamment la qualité de sa participation dans les réseaux locaux, régionaux et internationaux dédiés au développement durable et à la lutte contre la pauvreté, et à devenir de plus en plus un Centre de ressources dédié à l'information, à la formation et au renforcement des capacités des institutions locales et des organisations populaires. Ainsi, qu'il soit considéré par les uns comme une activité transversale, c'est-à-dire comme un des volets des différentes activités de mise en œuvre, ou par les autres comme le principal axe de leurs stratégies d'intervention, le renforcement des capacités est devenu l'un des aspects les plus significatifs de l'action d'Enda.

Par conséquent, il est aisé de constater que toutes les entités d'Enda à travers le monde ont peu ou prou développé des activités de renforcement des capacités dans leurs domaines d'intervention respectifs. Mais, les programmes dont il est ici question sont ceux qui sont spécifiquement tournés vers la formation des acteurs des pays du Sud, visant à leur donner les éléments théoriques et pratiques permettant de maîtriser, d'une part, les approches holistiques qui sous tendent une bonne approche du développement durable, et d'autre part, les bonnes pratiques de gouvernance locale démocratique et participative. Plusieurs initiatives de formation ont ainsi été mises en œuvre par les entités d'Enda en 2005, au bénéfice des élus locaux, des leaders des organisations communautaires de base, des agents des administrations et des autres types d'acteurs partenaires.

#### Leadership pour le développement durable...

**Enda Lead Afrique Francophone**, basé à Dakar, a été mis sur pied en 2000 pour faciliter l'émergence d'une masse critique de leaders avertis et imprégnés des préoccupations favorables au développement durable et à la politique de bonne gouvernance dans les pays africains francophones. Grâce à un partenariat stratégique qui la lie depuis le début de ses activités à l'Agence Canadienne de Développement International (ACDI), cette entité s'est attachée à la mise en œuvre d'un chapitre entier de LEAD INTERNATIONAL couvrant les vingt quatre pays de l'Afrique francophone, avec pour finalité d'y faire émerger un réseau de dirigeants disposant de réelles capacités de mise en œuvre, d'évaluation des politiques, réflexion prospective et d'anticipation. Car, l'Afrique dispose certes de responsables spécialisés dans des domaines spécifiques (économie, sociologie, agronomie, planification énergétique, droit de l'environnement, etc.), mais la prise en charge du développement durable requiert une approche holistique et transversale que ces leaders n'adoptent pas toujours.

Pour aider à corriger ces faiblesses, Enda Lead s'est positionné sur le créneau du renforcement des capacités en matière d'innovation sociale et de promotion des capacités citoyennes, ainsi que sur le leadership en environnement et développement durable. Le programme ne dispense pas des cours académiques, mais propose un apprentissage dynamique. Compte tenu du fait que la finalité de la formation consiste à valoriser les connaissances et les capacités des bénéficiaires, les participants sont pleinement impliqués dans le processus d'échanges et d'expérimentation pratique. C'est à ce prix que l'on parvient à développer des aptitudes, des comportements et des réflexes conformes à l'esprit de la citoyenneté et du leadership.



## Enda Lead appuie les Associations nationales Lead dans 10 pays africains

Enda a assuré le renforcement des capacités des Associations nationales Lead dans près d'une dizaine de pays africains, qui sont d'ailleurs engagées avec Enda Lead dans la promotion des NTIC comme outils d'information, de sensibilisation et de négociation sur l'environnement et le développement durable. Ces associations sont de véritables relais pour la démultiplication des activités de l'entité au niveau des pays et opèrent dans les pays suivants :

- 2° au Togo où l'Association nationale a enregistré des résultats significatifs dans un certain nombre d'activités, ses membres ayant exécuté deux projets concernant la formation de jeunes élèves dans l'utilisation des technologies de l'information et de communication, et la sensibilisation des jeunes sur le VIH/SIDA ;
- 3° en Tunisie où l'Association nationale a signé un accord de collaboration avec les autorités locales de la commune de EL Bab de Medjez ;
- 4° au Maroc où l'Association nationale organise des séances de sensibilisation sur le VIH/SIDA ;
- 6° en Mauritanie où l'Association nationale a assuré des cours d'anglais à l'intention des candidats au Programme Lead et mis en œuvre un projet de recherche-action du 1<sup>er</sup> Fellow sur le thème "Quelles alternatives pour la collecte des ordures" ;
- 7° au Sénégal où le lancement officiel de l'Association nationale a coïncidé avec une conférence où le Professeur Amadou Makhtar Mbow, ancien Secrétaire Général de l'UNESCO et Cheikh Hamidou Kane, Président du Conseil d'administration d'Enda, se sont adressés à un large auditoire invité à rejoindre l'association ;
- 8° au Mali où l'Association nationale a déjà organisé plusieurs conférences, sur la culture et la paix, sur la mise en œuvre des recommandations de la Commission pour l'Afrique et sur l'Ecosanté ;
- 9° en Côte d'Ivoire où l'Association nationale travaille sur un plan d'action qui se fonde essentiellement sur des conférences nationales sur le développement durable ;
- 10° au Cameroun où l'Association nationale s'est impliquée dans les consultations des organisations de la société civile organisées pour la Commission pour l'Afrique ;
- 11° au Niger où l'Association nationale a initié plusieurs activités en direction des organisations de la société civile.

Le programme s'est ainsi fixé cinq objectifs majeurs :

- I. l'établissement des bases d'un programme de formation qui soit adapté au contexte spécifique de la région ;
- II. la mise en place de stratégies de sélection des candidats les plus valables et les plus motivés, ainsi que de méthodes de formation plus adaptées au contexte africain ;
- III. la mise en place de mécanismes (réseaux) et de forums (Associations nationales Lead) permettant à ces jeunes leaders de jouer le rôle d'acteurs de changement ;
- IV. l'établissement d'un dispositif susceptible de garantir l'efficacité et la pérennité des activités ;
- V. la définition, selon les pays et les sous-régions, de plans d'action nationaux (à mettre en œuvre par les Associations nationales Lead) et de projets conjoints, sous régionaux ou régionaux, entre les trois programmes Lead en Afrique (Lead Afrique francophone, Lead Nigeria, et Lead Afrique australe).

Les principales activités menées en 2005 sont les suivantes :

1. la tenue d'une session régionale à Tunis ;
2. "cap sur la mise en œuvre des recommandations de la Commission pour l'Afrique", à Alger (mai 2005) ;
3. "cap sur la mise en œuvre des recommandations de la Commission pour l'Afrique", à Lagos (mai 2005) ;
4. "cap sur la mise en œuvre des recommandations de la Commission pour l'Afrique", à Douala (mai 2005) ;
5. la préparation et la tenue de la session internationale de formation et de graduation de la Cohorte 11, à Dakar (août 2005).





## ...et pour un développement local concerté

**Enda Maghreb** a initié un Programme de renforcement des capacités nationales en matière d'éducation et de sensibilisation à l'environnement dans les domaines de la biodiversité, des changements climatiques et de la désertification. Cette nouvelle initiative, mise en œuvre sur l'ensemble du territoire marocain pour une période de quatre ans (2005-2008), s'inscrit dans le cadre de la Décennie de l'Education et de la Formation (2005-2014) pour le développement durable, parrainée par l'Unesco. Le programme cherche à faciliter la mise en œuvre des objectifs contenus dans les trois principales conventions des Nations Unies sur l'Environnement (conventions sur la lutte contre la désertification, sur la biodiversité et sur les changements climatiques).

En outre, Enda Maghreb a mis en œuvre un Programme de renforcement des capacités des acteurs locaux pour la promotion d'une citoyenneté active et d'une gouvernance participative (RENFCAP), un programme triennal (2002-2005) mis en œuvre en partenariat avec **Enda Europe** dans trois communes urbaines du Maroc (Salé, Essaouira, Oulmès). La démarche d'appui aux principes de gouvernance participative ainsi proposée a été élaborée sur la base de l'expérience engagée dans différents domaines du développement local, où la participation des acteurs locaux s'est avérée aussi déterminante que l'adhésion des partenaires institutionnels. Cette démarche a consisté à créer un cadre et des outils pour la mobilisation et la participation des différents acteurs locaux aux processus de planification du développement local. Mais aussi, à renforcer les capacités de ces acteurs, afin qu'ils puissent pleinement s'insérer et contribuer au processus de développement local. Le projet s'est ainsi attaché à faciliter la constitution d'espaces de concertation et d'action entre acteurs locaux, du type Centre d'Observation et de Développement Local (CODEL), permettant la mise en œuvre d'un ensemble d'activités (formations, projets de développement durable, capitalisation, communication, etc.) menées de façon concertée par des acteurs locaux.

L'année 2005 a donc donné l'occasion de mener des actions complémentaires en terme de renforcement des capacités des acteurs locaux, dans le cadre de plusieurs interventions :

- 1) une formation spécifique au profit des élus et techniciens communaux des 3 localités, organisée en janvier 2005 à Rabat, en partenariat avec l'Institut National d'Aménagement et d'Urbanisme (INAU), a permis (a) de vulgariser les dispositions de la nouvelle charte communale, ainsi que les concepts de participation et de concertation dans le cadre de la bonne gouvernance locale, (b) de transmettre un savoir opérationnel par la maîtrise des outils de la planification stratégique et participative, (c) de sensibiliser les participants aux pratiques partenariales et de concertation ;
- 2) des formations mixtes sur le thème de la gouvernance locale participative, s'adressant aux différents acteurs locaux, organisées respectivement à Oulmès (en février), Salé (en mai) et Essaouira (en juillet), se sont plus particulièrement inscrites, au-delà de la transmission de savoirs et de savoir-faire, dans une démarche de réflexion commune et d'échanges visant à engager les différents acteurs locaux dans l'identification, la planification et la mise en œuvre concertée des priorités de développement.

Cet appui d'Enda Maghreb aux processus de gouvernance locale participative à Oulmès, Salé et Essaouira s'est également traduit par la mise en œuvre de microprojets concertés de développement local, permettant de promouvoir des mécanismes de partenariat. Ces microprojets se sont inscrits dans une logique de complémentarité avec les actions de formation du volet RENFORCEMENT DES CAPACITÉS. Car, les capacités requises pour une utilisation efficiente, efficace et durable des ressources ne pouvant être totalement générées ni dispensées de l'extérieur, elles ont dû être appréhendées de l'intérieur, par la pratique et l'expérience, et être acquises volontairement petit à petit par ceux qui se sont engagés dans



Atelier d'évaluation des micro projets RENFCAP  
(Enda Maghreb / 20-23 Juillet 2005)

le processus de développement local. La démarche "microprojet" a donc permis aux acteurs de mettre en pratique les acquis des formations dispensées en montage de projets et de bénéficier d'un appui pour élaborer et mettre en œuvre des projets dont les objectifs sont en adéquation avec ceux de développement du territoire.

Cet appui d'Enda Maghreb aux processus de gouvernance locale participative à Oulmès, Salé et Essaouira s'est également traduit par la mise en œuvre de microprojets concertés de développement local, permettant de promouvoir des mécanismes de partenariat. Ces microprojets se sont inscrits dans une logique de complémentarité avec les actions de formation du volet RENFORCEMENT DES CAPACITÉS. Car, les capacités requises pour une utilisation efficiente, efficace et durable des ressources ne pouvant être totalement générées ni dispensées de l'extérieur, elles ont dû être appréhendées de l'intérieur, par la pratique et l'expérience, et être acquises volontairement petit à petit par ceux qui se sont engagés dans le processus de développement local. La démarche "microprojet" a donc permis aux acteurs de mettre en pratique les acquis des formations dispensées en montage de projets et de bénéficier d'un appui pour élaborer et mettre en œuvre des projets dont les objectifs sont en adéquation avec ceux de développement du territoire.

**Enda Graf Sahel** a poursuivi en 2005 ses efforts menés au Sénégal, dans un souci de construction sociale, citoyenne et politique, visant à renforcer la citoyenneté active en encourageant l'implication de chaque catégorie d'acteurs au niveau local, par le biais de formations, d'appuis techniques et de productions d'informations relatives à la vulgarisation de textes de lois sur la décentralisation. L'entité s'est ainsi engagée à renforcer les capacités des institutions locales en leur fournissant un appui logistique et des équipements informatiques qui facilitent la collecte, la sauvegarde et la diffusion des informations, promouvant à cet effet les échanges d'expériences et d'expertises entre les institutions locales.





Dans le cadre du Programme d'accompagnement technique des Collectivités locales, des activités de renforcement de capacités et d'assistance technique ont été conduites à l'endroit des élus locaux, mais aussi des leaders associatifs. Il s'agit notamment de modules de formation en décentralisation, en finances locales et procédures de passation des marchés, en GRN et en législation foncière. L'objectif général de ces sessions était de renforcer le niveau d'information et partant, les capacités d'intervention des acteurs locaux, sur les textes de la décentralisation et sur la législation connexe.

En outre, le renforcement des capacités en Management des organisations a été développé au profit des leaders des organisations communautaires de base (OCB), et la stratégie retenue a consisté à installer des réelles compétences en matière de gouvernance dans les collectivités locales. Les activités développées ont visé à dynamiser le tissu associatif, afin de renforcer sa participation à l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques de développement local. La dynamique amorcée dans le cadre du Programme d'accompagnement technique des collectivités locales a permis la réalisation du Guide pratique sur la Décentralisation, qui a été diffusé dès le début de l'année 2005. Enda Graf Sahel a travaillé à la conception et à la formulation des textes de lois de ce document, ainsi qu'à leur mise en pratique dans le cadre de la décentralisation. Au cours de son élaboration, ce guide a été soumis à l'USAID (partenaire financier) et à la Direction des Collectivités Locales qui ont exprimé leur satisfaction et leurs suggestions.

Au-delà des formations modulaires mises en œuvre auprès des acteurs associatifs dans les collectivités locales partenaires du projet, un Guide Illustré destiné aux leaders associatifs a été publié par Enda Graf Sahel, avec pour principaux objectifs :

1. de donner aux leaders associatifs locaux une parfaite maîtrise des principes de gestion associative ;
2. d'amener les leaders associatifs à mieux appréhender leur contexte d'intervention et à comprendre le sens de leur participation au développement local ;
3. d'assister les leaders associatifs à maîtriser les règles, procédures et normes de fonctionnement d'une association disposant d'outils pratiques de référence.

**Enda Colombie** a achevé d'inscrire dans la continuité de son intervention en faveur du développement local concerté, une série d'activités de renforcement des capacités, comme dans le cadre de son Programme "Construire la Territorialité". Ce cours de gestion environnementale urbaine met en œuvre une démarche originale qui permet aux acteurs communautaires de développer des stratégies efficaces de résolution des conflits. En effet, la gestion environnementale de la ville de Bogota met régulièrement en exergue des conflits liés au management du système hydrique, à la mobilité des populations, au traitement des déchets, à l'aménagement de l'espace public et des espaces verts. Ces formations ont permis d'apporter des outils conceptuels et méthodologiques qui qualifient l'action des personnes, organisations et communautés participantes, pour un engagement socio environnemental et son incidence dans les politiques publiques.

Les thèmes de développement durable développés par Enda Colombie dans cette formation peuvent être subdivisés en cours d'initiation et cours d'approfondissement. Concernant les cours d'initiation, il s'agit de thèmes relatifs à : (1) la résolution de conflits, (2) la gestion des déchets et le recyclage solidaire, (3) la salubrité de l'espace public, (4) la conservation des écosystèmes naturels (zones vertes, bassins humides et du fleuve), (5) les interaction urbain/ rural, (6) les relations ville/région, (7) le développement de l'agriculture urbaine, (8) la sécurité et l'autosuffisance alimentaire, et (9) le renforcement du management associatif local.

Les cours d'approfondissement ont, quant à eux, traité de thèmes plus techniques relatifs à :

- 1) la complexité de la gestion environnementale (aspects sociaux,



- politiques, culturels, historiques, écologiques, etc.) ;
- 2) la gestion environnementale et l'aménagement du territoire ;
- 3) la construction sociale durable du territoire ;
- 4) les problèmes environnementaux globaux ;
- 5) le Système National Environnemental ;
- 6) les modèles de ville, les modèles de développement et le phénomène de globalisation ;
- 7) la politique de décentralisation administrative (mécanismes et instances de participation) ;
- 8) les aspects "politiques" de la gestion environnementale (rôle des communautés de base dans la construction urbaine).

**Enda Ecopop** (Economie Populaire Urbaine), basé à Dakar, a articulé ses activités de renforcement des capacités autour de trois projets majeurs :

- I. le Programme régional d'Appui à la Gouvernance participative et de renforcement du Leadership Local (PAGEL) ;
- II. le Projet de formation aux Agendas Locaux 21 ;
- III. le Projet de formation aux Droits Humains, à la Citoyenneté et à la Démocratie Locale.

Elaborés tous les trois dans le cadre de l'un des principaux axes d'intervention de l'entité qu'est "la décentralisation et la gouvernance participative", ces projets ont plusieurs finalités, parfaitement en phase avec les objectifs stratégiques d'Enda tiers Monde, qui sont de :

- 1. doter les élus, techniciens municipaux et acteurs locaux organisés (associations locales, comités de quartiers, groupements socio professionnels, etc.) d'outils et de méthodes pertinentes pour une gestion transparente, responsable et efficace des affaires locales ;
- 2. fournir des services d'accompagnement et d'appui conseil (études-diagnostic, élaboration et suivi de plans d'actions, etc.) aux municipalités africaines qui souhaitent engager ou renforcer des processus participatifs de développement ;
- 3. favoriser la circulation de l'information sur les grands défis qui interpellent les autorités locales africaines (les Objectifs du Millénaire pour le Développement - OMD -, les Droits Humains, le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique - NEPAD -, etc.), en vue de favoriser une meilleure appropriation de ces défis et enjeux majeurs au niveau local, et l'échange d'expériences entre élus, personnels des collectivités locales et divers acteurs de la décentralisation, pour la valorisation, la capitalisation et la diffusion de bonnes politiques et pratiques en matière de gouvernance locale.

La formation des élus locaux et des acteurs de la société civile a permis de leur offrir des outils indispensables au renforcement de l'action publique locale. Ainsi, dans le cadre de l'élaboration de l'Agenda 21 local, les résultats suivants ont été obtenus dans une douzaine de localités du Sénégal :

- a) 147 personnes, dont 110 élus locaux, ont été formées sur les textes de lois dans les communes de Guédiawaye, Tivaouane, Louga, Saint Louis et Matam ;
- b) 128 personnes, dont des élus locaux, des agents municipaux, des responsables des services de l'Etat et des leaders d'OCB, ont été formées sur l'élaboration du budget dans les communes de Tivaouane, Pout, Mbao et Dalifort ;
- c) 161 personnes, dont 55 élus et 54 leaders d'OCB, ont été formées sur le leadership local dans les communes de Guédiawaye, Tivaouane, Louga, Saint Louis et Matam ;
- d) 240 personnes, dont des élus, des agents municipaux, des responsables des services de l'Etat et des leaders d'OCB, ont été formées sur les droits humains, la citoyenneté et la démocratie locale, dans les collectivités de Yeumbeul Sud, Malika, Rufisque Est, Tivaouane, Louga, Mpal, Saint Louis, Pété et Matam.

En outre, des sessions de formation des formateurs, destinées à améliorer la qualité de l'offre de formation, ont été organisées dans le cadre du PAGEL. Ce programme régional couvre aujourd'hui onze (11) pays africains





(Burkina Faso, Burundi, Mali, Niger, Mauritanie, Cameroun, Madagascar, Maroc, Rwanda, Sénégal et Bénin) et ambitionne de mettre à la disposition des pays partenaires des ressources (humaines, outils et méthodes) pour accompagner les processus de décentralisation engagés en Afrique. Initié en partenariat avec ONU-Habitat, ses principales activités menées par Enda Ecopop en 2005 sont les suivantes :

1. L'Atelier régional de formation de formateurs sur la gestion de conflits et la planification participative, organisé en juin 2005, à Dakar. Onze pays africains y étaient représentés et il fait suite à (1) l'adaptation et l'édition des manuels de formation sur la gestion des conflits et la planification participative, (2) l'identification des institutions nationales d'ancrage du programme dans chacun des pays d'intervention (l'atelier a été bouclé par l'élaboration de plans nationaux d'actions pour chacun des onze pays impliqués).
2. L'Atelier national de formation de formateurs à Madagascar qui a réuni des enseignants de l'École Nationale Administration et de Magistrature (ENAM), des chargés de programme du PNUD et des formateurs indépendants sur le leadership local et la gouvernance participative.
3. Le projet Droits Humains, Citoyenneté et Démocratie Locale, a tenté de promouvoir la connaissance, l'application et le respect des droits humains par les élus locaux, les responsables administratifs, les leaders d'opinion et les populations locales. Il est initié en partenariat avec l'UNESCO, avec l'appui financier de la coopération luxembourgeoise, et intervient dans onze collectivités locales sénégalaises : Yeumbeul Sud et Nord, Malika, Rufisque Est, Kébémér, Tivaouane, Louga, Saint Louis, Pal, Pété et Matam.



La cible 11 des OMD invite à réussir, d'ici à 2020, à améliorer de manière sensible les conditions de vie d'au moins 100 millions de personnes vivant dans les bidonvilles, manifestant ainsi la volonté des Nations Unies d'en finir avec un problème majeur de gestion urbaine, aujourd'hui récurrent dans la quasi-totalité des villes du Sud. Car, que l'on soit à Ho Chi Minh Ville, à Casablanca, à Rio de Janeiro ou à Bogota, la tâche consistant à promouvoir un développement urbain durable, intimement lié au principe d'inclusion des couches vulnérables de la population, semble de moins en moins prise en compte par les pouvoirs publics. Tout le monde garde en mémoire cette douleur lancinante qu'occasionna, en mai 2005, le déguerpissement de milliers de familles vivant dans les bidonvilles de Harare, faisant ainsi fi des principes les plus élémentaires de la lutte contre l'exclusion. Au demeurant, le souci de réhabiliter les quartiers défavorisés, au sein d'ensembles territoriaux dynamiques et intégrés, en prenant en considération les problématiques relatives à la sécurité de l'occupation foncière, à la production sociale de l'habitat, à l'accès aux biens et services de base, bref à l'amélioration du cadre et des conditions de vie des plus pauvres, a toujours été le credo d'Enda.

En effet, le développement des villes et des politiques urbaines a depuis toujours constitué la caractéristique première de l'action d'Enda. D'ailleurs, ces dix dernières années, les interventions qui s'étaient focalisées sur l'amélioration du cadre et des conditions de vie des populations vivant dans les bidonvilles et autres quartiers défavorisés, à grands renforts de subventions, se sont élargies pour embrasser des considérations plus fines et plus décisives, relatives à l'empowerment des communautés de base. La démarche des différentes entités d'Enda s'est, en effet, beaucoup enrichie grâce au micro crédit, à la création d'activités génératrices de revenus, à la promotion de l'agriculture urbaine, à l'appui à la maîtrise d'œuvre sociale dans certaines localités, à la conduite de processus participatifs de recherche-action sur les problèmes environnementaux majeurs qui affectent les villes du Sud, au renforcement des réseaux et alliances, et au suivi systématique des agendas internationaux sur le développement urbain durable.



# 4 villes et politiques urbaines



ENDATAIERS MONDE RAPPORT ANNUUEL 2005

Les multiples défis du développement urbain dans les villes du Sud : aménagement, pollution, mobilité, insalubrité, habitat, assainissement, sécurité, etc. Ici une vue sur une artère de la ville de Dakar en travaux



## Renforcer nos alliances et positions politiques

**Enda Rup** (Relais pour le Développement Urbain Participé), basé à Dakar, a poursuivi en 2005 son action de développement urbain, dans la continuité de sa recherche d'alternatives à la pauvreté et à la mal-gouvernance. Les buts visés par l'entité se résument à l'action sur les politiques et les interventions de terrain pour une gestion participative des villes et l'amélioration des conditions de vie des populations défavorisées.

Pour ce faire l'entité a poursuivi les missions spécifiques suivantes :

- 1° le développement d'outils pour un aménagement concerté (cadastre en adéquation avec les pratiques populaires, aménagement des fronts d'urbanisation, systèmes d'information géographique - SIG, etc.) ;
- 2° l'appui à la production sociale de biens et services de base en milieux urbain et périurbain (c'est-à-dire une production impliquant fortement les populations et leurs communautés, avec des coûts à la portée du plus grand nombre : habitat, agriculture interstitielle et sécurité alimentaire en milieu urbain, produits issus du recyclage, etc.) ;
- 3° l'accès à l'eau, à l'assainissement (articulé à la micro finance), la santé et l'hygiène du milieu ;
- 4° le développement du micro entrepreneuriat local en charge de la gestion intégrée de l'environnement (ramassage des ordures ménagères et compostage, gestion des eaux usées incluant leur valorisation agricole et la gestion des risques liés à l'eau, etc.) ;
- 5° la promotion d'une gestion des villes plus juste, plus solidaire, plus concertée et plus efficace (mise en place d'Agendas 21 locaux, Charte des droits à la ville et à l'habitat, campagnes sur la sécurité de l'occupation foncière et immobilière, et la bonne gouvernance locale). Cette mission spécifique s'est notamment traduite par le renforcement des capacités (formation) des acteurs populaires et politiques (notamment celles des entrepreneurs populaires) et des gestionnaires de villes, ainsi que l'animation de réseaux de plaidoyer, de réflexion, d'échanges et de diffusion de l'information en faveur des ONG et des groupes populaires.

Point de convergence pour l'étude de stratégies globales sur les questions essentielles de Développement Durable, à travers les réseaux dont il constitue le point focal pour l'Afrique francophone (ANEW, HSEN, AGFE, OVAF, etc.), Enda Rup a participé au cours de l'année 2005 aux grands débats internationaux et a effectué des consultations pour la définition des actions locales sur les inondations et la gestion des risques naturels dans la ville de Saint Louis du Sénégal, mais également dans la définition des politiques de l'habitat au niveau de la sous-région ouest africaine. Enda Rup a ainsi renforcé ses activités sur les observatoires de développement local (Observatoires des Villes d'Afrique Francophone - OVAF) qui ont pour objectif de renforcer les capacités des autorités locales et étatiques pour l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques de lutte contre la pauvreté. La mise à la disposition des acteurs d'outils d'aide à la prise de décision et le suivi des engagements pris par les Etats lors des résolutions internationales, sont également un aspect des finalités de ces observatoires.

L'institutionnalisation du processus de mise en œuvre des observatoires urbains est par ailleurs caractérisée dans cette deuxième phase du programme par l'engagement des institutions gouvernementales et locales, à travers la signature d'un protocole d'accord avec Enda Rup, HSEN et l'institution partenaire. En effet, plusieurs institutions ont signé au cours de l'année 2005 un protocole d'accord avec Enda et HEC. Il s'agit du Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme, de l'Environnement et de l'Aménagement du Territoire de Djibouti, les communes de Praia et de Assomada Santa Catarina au Cap Vert, de la Commune de Boghé en Mauritanie et du Mazingira institute au Kenya.





Enda Rup a aussi développé de multiples initiatives visant à améliorer ses activités dans le cadre de la Production Sociale de l'Habitat (PSH). Ce programme est développé par la Coalition Internationale pour l'Habitat (HIC) dont Enda est membre et la Fondation allemande InWent (Internationale Weiterbildung und Entwicklung) pour améliorer la situation des communautés pauvres, en créant des conditions adéquates qui répondent aux normes de l'espace et de l'accès aux services sociaux de base. L'équipe de coordination se compose du Bénin, du Burkina Faso, du Cameroun, du Niger, du Maroc, du Sénégal, du Togo, du Ghana et de l'Ethiopie. Le programme a plusieurs objectifs stratégiques :

- 1) la socialisation du concept de PSH ;
- 2) l'organisation du dialogue politique ;
- 3) la sensibilisation des pouvoirs publics ;
- 4) la capitalisation des expériences ;
- 5) la prise en compte des questions de genre dans la PSH ;
- 6) la facilitation de l'accès à l'habitat à moindre coût pour tous.

Les réunions de partage pour harmoniser le concept de PSH, de même que la diffusion du guide d'identification des expériences et l'élaboration d'études de cas, font partie des activités continues d'Enda Rup, et ont permis d'animer le processus au niveau régional. Dans chaque pays, il a été mis en place un comité de pilotage qui s'est chargé de faire le suivi du plan d'action élaboré dans le cadre du programme. Des consultations nationales au niveau pays, véritables espaces de dialogue politique, ont permis de réunir tous les acteurs, afin de discuter et de partager des idées sur les questions d'habitat. L'organisation de prix national, dont le lancement a été fait à Dakar, est prévue au niveau des autres pays du réseau. Ce prix permet d'encourager la collecte, l'échange d'expérience par les acteurs. Des campagnes d'information contre les évictions forcées et pour la sécurité de l'occupation et la bonne gouvernance, ont été organisées dans certains pays et se poursuivront durant les prochaines années.

**L'Association Quartiers du Monde (QDM)** a été créée en décembre 2003 avec pour objectif principal de coordonner le **Projet "Quartiers du monde : histoires urbaines"** qui est une activité transversale réalisée en partenariat avec six entités d'Enda Tiers Monde. Parfois confondue avec son projet fondateur, l'Association a peu à peu commencé à construire de nouvelles propositions et à travailler sur de nouveaux terrains, en utilisant ses savoirs et ses expériences venues du Sud et son regard du Nord. Durant l'année 2005, l'Association a consolidé les bases de ses activités, tant au niveau international avec le Projet QDM qui, dans sa deuxième année, a atteint son rythme de réalisation que sur le terrain français où elle a approfondi ses partenariats, tout en construisant de nouvelles pistes de travail. La diversification des terrains d'action de l'Association suppose un enrichissement de ses pratiques et de ses réflexions, une consolidation de la construction de son réseau, l'organisation de nouvelles sessions de formation avec les équipes locales et la participation aux rencontres internationales, afin d'établir de nouvelles alliances et mieux articuler les organisations sociales travaillant dans les quartiers du Sud et du Nord.

En 2005, les activités de l'Association QDM ont essentiellement été consacrées au Projet QDM. Il s'agit notamment de la construction de partenariats, de la formation et l'accompagnement des équipes locales, et de la présentation du projet dans des espaces internationaux. Le moment fort a sans doute été l'organisation de la première rencontre internationale à Dakar en mars 2005, pendant laquelle les représentants des jeunes, accompagnés de leurs facilitateurs, des membres du comité d'appui à la capitalisation, des référents méthodologiques et de la coordination internationale se sont retrouvés pour travailler ensemble, partager leurs défis et leurs craintes, ainsi que leur engagement dans leur quartier. Un autre moment important a été la participation aux sessions sur "les techniques de communication comme outils de recherche et la perspective genre". Ces sessions ont été co-organisées par Enda Tiers Monde et les équipes du réseau de El Alto, Salé, Bamako, Barcelone, Salé, Rio de Janeiro et Bogota. Ces sessions ont permis, en plus de l'apprentissage méthodologique, des échanges et des réflexions produites durant la formation, de connaître de



Le programme sur la Production Sociale de l'Habitat et celui sur les Observatoires Urbains de Développement Local ont organisé cette rencontre d'informations et d'échanges portant sur la mise en œuvre de la phase d'extension des observatoires et sur le suivi des activités identifiées dans le plan d'action du Programme sur la Production Sociale de l'Habitat. Elle a vu la participation de plusieurs maires de la sous région ouest africaine et une remise de trophées durant la cérémonie d'ouverture a permis de récompenser les lauréats du concours sur les meilleures pratiques pour la promotion de l'habitat Social.





La Rencontre régionale sur la Production Sociale de l'Habitat et les Observatoires de Développement Local, organisée par Enda Rup à Dakar (8-11 août 2005), en partenariat avec In Went, HIC, l'ASDI et le MAE (France)





plus près les terrains de vie et d'action des jeunes, leurs défis au quotidien, leurs capacités d'agir dans leur quartier, ainsi que leur engagement dans leur association locale.

Par ailleurs, l'Association QDM a été invitée à présenter sa démarche et les méthodologies utilisées dans le cadre du projet dans différentes instances de réflexion organisées par des institutions travaillant avec des jeunes en France. Il s'agit du séminaire sur le bilan de 12 ans de politique de jeunesse, organisé par l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire, du Diplôme universitaire sur les adolescents difficiles de l'Université de la Méditerranée à Marseille, et de l'Atelier de cartographie sociale avec les médiateurs et les employés d'immeubles du quartier des Beudottes à Sevran. Aussi les partenariats stratégiques du Projet QDM ont-ils été consolidés, notamment en France, renforçant ainsi la cohésion et la vitalité de l'Association QDM. Il s'agit de partenariats institutionnels et de partenariats associatifs avec lesquels de nouveaux projets ont été construits et dont la mise en œuvre devrait faire l'objet d'activités majeures en 2006.

### CPU : Approfondir nos connaissances sur les villes pour éclairer nos positions politiques

La phase transitoire de la Convention Programme sur l'Urbain (CPU) a duré de janvier à décembre 2005 et a facilité la compréhension des enjeux émergents dans les villes du Sud, mettant ainsi en perspective des actions autour desquels des coalitions et partenariats stratégiques pourraient être construits. L'année transitoire a été bouclée avec beaucoup de motifs de satisfaction et a permis de renouveler les connaissances sur les différents lieux d'intervention d'Enda, à travers la réalisation de treize études sur Ho Chi Minh Ville, Antananarivo, Rio de Janeiro, El Alto, Bombay, Dakar, Ziguinchor, Santo Domingo, Bamako, La Havane, Bogota, Tiflet, et Addis Abéba. Les synthèses régionales (pour chaque continent) de ces études démontrent la pertinence des diverses actions menées par les entités d'Enda dans des contextes d'urbanisation si différents et la nécessité d'alliances larges avec d'autres intervenants pour rendre l'action plus conforme aux nouveaux enjeux urbains. Elles apportent surtout une nouvelle perspective dans laquelle l'engagement va être très marqué dans les prochaines années : la régionalisation des enjeux.

L'aménagement du territoire constitue par ailleurs une nécessité récurrente et stratégique pour améliorer les conditions de vie des populations. Les bidonvilles qui se sont créés à la périphérie des agglomérations ont posé d'énormes problèmes d'aménagement et d'assainissement aux collectivités locales décentralisées. Les villes, quelle que soit leur taille, élaborent des plans de développement dont la réalisation est hypothéquée par le manque de ressources. En effet, elles comptent souvent sur l'appui de la coopération décentralisée pour plus du cinquième de leur budget, ce qui est le cas des villes de Tiflet (Maroc), Bamako (Mali) et Ziguinchor (Sénégal). D'autre part, des plans ou systèmes de développement urbains sont élaborés sans une réelle maîtrise du volet financement. On a aussi noté d'autres difficultés liées à la maîtrise et la gestion de l'environnement. Deux préoccupations majeures sont ressorties de cette synthèse : la gestion des déchets et la protection contre les inondations dans la plupart des villes situées près de cours d'eau. Pour faire face à ces deux problèmes récurrents, les villes font souvent appel à des ONG, l'Etat et à la coopération bilatérale.

Les crises successives ont entraîné une forte pression démographique qui a rendu insupportable, pour une grande majorité de la population, la difficulté de bénéficier du droit à la ville. Le problème le plus aigu demeure l'accès au logement et plus principalement dans les grandes villes, telles que Addis Abéba et Dakar. Par contre, c'est dans ces deux villes que les moyens de communications se sont le plus développés, alors qu'ils sont quasi inexistantes dans les villes moyennes ou petites (Ziguinchor et Tiflet). Néanmoins, les villes ont accompli d'énormes progrès dans les droits à l'éducation et la santé, même si dans la plupart des cas ces deux domaines ne sont que partiellement transférés.

La participation des citoyens à la gestion de leur cité est également devenue une donnée fondamentale dans l'élaboration des stratégies de développement économique et sociale. C'est dans les villes moyennes et petites qu'on a remarqué une réelle participation à la base et à l'échelon du quartier. Cette implication des populations constitue une nouvelle donnée dans la bonne gouvernance locale et citoyenne, même si la démarche consistant à impliquer la population dans la gestion et le contrôle a semblé peu applicable dans les grandes villes. Ceci est un paradoxe fondamental à souligner. Le transfert de certaines compétences sans les ressources humaines et financières pour les assumer aura réduit considérablement la marge de manœuvre des villes depuis quelques années. Mais le domaine d'action prioritaire devrait être selon les études, l'amélioration des interactions entre la ville et les communes d'arrondissement, la ville et le département ou la province, la ville et la région, la ville et le pays.

En outre, le programme transitoire a permis, en 2005, de renforcer la présence d'Enda dans les rencontres internationales majeures où les innovations se diffusent et où l'avenir des villes et des citadins est esquissé par les acteurs concernés, comme lors du Forum Social Mondial de Porto Alegre, de la rencontre du Governing Council de ONU-HABITAT, du Sommet sur le Développement durable (CSD) à New York, du Forum sur le Développement Urbain Durable de Genève et de la rencontre du Réseau International pour la promotion de l'Economie Sociale et solidaire (RIPESS - Dakar, novembre 2005).





## Améliorer les processus de recherche-action

**Enda Europe**, basé à Paris, constitue la tête de pont d'Enda Tiers Monde au Nord. L'entité s'est donnée pour mission de contribuer aux objectifs de l'organisation en matière de mise en œuvre du développement durable, de lutte contre la pauvreté et de promotion de la citoyenneté. Son activité vise tout d'abord à soutenir l'action d'Enda à travers le monde, en jouant un précieux rôle d'interface entre divers réseaux, instituts de recherche, organisations, bailleurs et autres acteurs du développement au Nord, et le reste des entités d'Enda, essentiellement implanté dans les pays du Sud. Ce soutien prend souvent la forme d'un appui au montage et au financement de projets par le biais des instruments de co-financement de la Commission européenne ou de la Coopération française. Dans son action de mise en relation des entités d'Enda avec des partenaires potentiels en Europe, Enda Europe a appuyé Enda Océan Indien, dans son projet Valorisation sociale et amélioration des conditions de vie de la population défavorisée de Madagascar et Enda Ethiopie dans le cadre du projet de Promotion de l'agriculture urbaine comme moyen d'améliorer la nutrition, en particulier des personnes touchés par le VIH Sida à Addis Abeba.

**Enda Océan Indien**, basé à Antananarivo (Madagascar), a entamé la mise en œuvre de ce projet en 2000 et devrait pouvoir le mener jusqu'en 2007. Des partenaires institutionnels et financier de premier ordre soutiennent cette initiative, comme l'Ambassade de la République d'Allemagne, le Service de Coopération de l'Ambassade de France, la Fondation Abbé Pierre, les Ministères de la Population et de l'Education de base, les Fonkotany (quartiers), des associations locales, des Organisations Communautaires de Base (OCB) et l'OTIV (une caisse mutualiste de la place).

Le volet le plus important de ce projet concerne l'amélioration de l'habitat dans les quartiers défavorisés. Le but visé étant de donner aux familles pauvres des bas quartiers d'Antananarivo l'occasion de vivre dans des logements sains et décents. Ainsi, le fait de leur permettre d'acquérir le savoir-faire et les moyens financiers utiles à leur réhabilitation, grâce à un système d'épargne et de micro crédit, et de créer des activités génératrices de revenus, s'est imposé comme une nécessité. Pour poursuivre les efforts menés dans ce sens de façon efficace et renforcer les acquis des années précédentes, Enda a opté pour le recours à des moyens d'intervention originaux, comme l'organisation des Journées portes ouvertes, la parution de la gazette locale *Trano Tsara* (la belle maison) et la distribution de centaines de tracts et affiches informant et sensibilisant les populations cibles sur l'existence de réelles possibilités d'amélioration de leur cadre de vie. Plusieurs formations en bricolage et un appui technique constant offert par Enda ont permis de faire des centaines de réalisations concrètes et de dégager de réelles perspectives de réhabilitation de l'habitat en milieux défavorisés ou de construction de logements, grâce à l'utilisation de technologies de construction à faible coût.



Enda œuvre à la réhabilitation de l'habitat dans un bidonville d'Antananarivo

**Enda Vietnam**, basé à Ho Chi Minh Ville (Vietnam), met en œuvre depuis plusieurs années un important Projet de Développement urbain et d'aide au relogement dans les villes de Hanoi, Qui Nhon et Danang (2003-2006). Il s'agit d'une initiative menée en partenariat avec NOVIB, qui tente de promouvoir de nouvelles manières d'appréhender les problèmes de développement communautaire en milieux défavorisés. Ces nouvelles approches, plus intégrées, sur les question d'habitat, visent à soulager les difficultés rencontrées par les populations déguerpies des bidonvilles de Hanoi, Qui Nhon et Danang. L'objectif fondamental de ce projet est d'influer très sensiblement sur l'amélioration des conditions de vie de ces populations pauvres parmi les pauvres, grâce notamment à des activités constantes et soutenues d'empowerment des organisations communautaires de base. Les capitaux acquis lors du démarrage du projet avaient permis la construction de nombreuses infrastructures communautaires de base (adduction d'eau, systèmes d'assainissement, logements à faible coûts, etc.), et



le travail d'ingénierie sociale qui avait été réalisé dans le but de mobiliser et d'encadrer les populations, a facilité leur adhésion à des mutuelles d'épargne et de micro crédit qui ont permis la réhabilitation de leur habitat dans les nouvelles zones de logement. L'approche a le mérite de renforcer la participation communautaire des ménages les plus pauvres, et s'est très vite avérée être un véritable filet de sécurité sociale pour les communautés démunies. Car, ce recours quasi systématique à l'épargne, pour garantir un accès rapide au crédit, est un moyen efficace et facilement maîtrisable d'arriver à une amélioration des conditions de vie des plus démunis. Ainsi, les activités menées en 2005 ont tourné autour de plusieurs axes comme :

1. la consolidation du Fonds de développement communautaire urbain, notamment le renforcement de sa structure organisationnelle, son mécanisme opérationnel et le renforcement des capacités du Conseil de gestion à tous les niveaux ;
2. la création de voies de communication destinées à fournir, à temps et de manière adéquate, aux ménages concernés par le projet de réhabilitation du lac Dong Da, des informations sur la politique d'indemnisation et de réinstallation, et sur les techniques de construction d'habitations à faible coût ;
3. le développement des mutuelles d'épargne et de micro crédit dans la communauté touchée du lac Dong Da, et la formulation d'une réglementation du fonds de crédit logement et la garantie du décaissement du budget du projet, conformément aux autres volets techniques du projet de réhabilitation du lac Dong Da ;
4. Le déboursement du fonds de crédit logement au bénéfice des ménages déguerpis, avec un taux d'indemnisation de moins de 25 millions de dong (monnaie locale).



Construction d'une voirie communautaire au Vietnam

Enda Vietnam a en outre renforcé sa contribution au Projet participatif de modernisation urbaine dans les Districts 4 & 6 de Ho Chi Minh Ville (2004-2006), réalisé en partenariat avec le Ministère français des Affaires Etrangères et NOVIB. En 2004, l'initiative avait débuté par une expérimentation portant sur une approche de modernisation urbaine participative, qui a permis aux populations défavorisées et aux responsables des collectivités locales de collaborer de manière soutenue, et d'œuvrer à la réhabilitation des infrastructures urbaines et à l'amélioration des conditions générales de logement. Car, cette zone urbaine qui couvre les districts 4 & 6 de Ho Chi Minh Ville est particulièrement insalubre et soumise à la taudification.

Les services urbains de base (eau potable, assainissement et électricité) y sont quasi inexistants. D'où la nécessité sentie par Enda Vietnam de conduire des processus de planification participative, en mettant particulièrement l'accent sur des problèmes récurrents relatifs à la sécurité de l'occupation foncière.

**Enda Éthiopie**, basé à Addis Abéba, dispose d'un programme de développement urbain comportant deux volets : un Projet de Gestion des déchets solides et un Projet d'Agriculture urbaine. Ce dernier projet a été subdivisé en deux phases : une première phase pilote de 3 ans (2001-2003) et une phase de consolidation (2004-2006) qui devrait permettre de monter en puissance en s'appuyant sur l'expérience acquise. Le programme a été mis en œuvre dans trois woredas (districts) d'Addis-Abeba, en étroite collaboration avec les autorités locales, les services administratifs, les groupements féminins et les associations de jeunes, principaux bénéficiaires.

Enda Éthiopie est parti du constat selon lequel le VIH/SIDA est devenu l'un des principaux mécanismes qui créent la pauvreté, en tuant les segments les plus productifs de la communauté. Pour s'attaquer à ces problèmes,





l'entité a décidé de :

1. favoriser la production de légumes dans les communautés touchées ou abritant des personnes vivant avec le VIH dans les zones d'intervention des programmes ;
2. assister les groupements des jeunes volontaires (qui travaillent avec Enda) directement impliqués dans la lutte contre le VIH.

Pour ce faire, il a été prévu de doubler les activités relatives à l'agriculture urbaine durant les 3 prochaines années, dans le but de renforcer la nutrition des personnes porteuses du virus, dans le cadre des activités de prévention et de soins du VIH/SIDA dans les zones d'intervention des projets. Ainsi, la mise au point de moyens d'améliorer durablement la nutrition au niveau de 200 familles touchées, par la formation de groupes de maraîchage bio intensif locaux grâce aux contacts établis avec l'association de TESFA GOHE, a permis d'identifier des porteurs sains volontaires pour la participation aux activités d'agriculture urbaine.

Enda Ethiopie a en outre poursuivi ses activités de promotion et d'intensification de la petite production laitière et de l'aviculture bio intensive, qui lui ont donné l'occasion de faire de nombreuses séances de renforcement des capacités en techniques de micro maraîchage et en gestion comptable simplifiée au profit des ménages pauvres d'Addis Abéba. Ainsi, on peut citer :

- 1) la formation sur les nouvelles techniques de production maraîchère destinée à vulgariser les nouvelles techniques d'agriculture urbaine (comme l'utilisation du compost, l'arrosage au goutte à goutte, etc.), dispensée en partenariat avec le Centre de formation technique et professionnelle de Selam ;
- 2) les visites de terrain menées au niveau de quelques centres d'exploitation agricole, dont le but était de faire en sorte que les jeunes et les organisations communautaires de base acquièrent une solide expérience sur les meilleures pratiques en matière de d'agriculture urbaine (compostage, fabrication du biogaz, utilisation économe de l'eau, systèmes d'arrosage au goutte-à-goutte, renforcement de la production fruitière et élevage) ;
- 3) la mise en place de deux sites de démonstration acquis grâce à l'appui de l'Ambassade du Japon à Addis Abéba, au niveau des localités de d'Akaki et de Yeka, a permis de démontrer les différentes techniques d'agriculture urbaine aux communautés de base environnantes.

**Enda Brésil**, basé à Rio de Janeiro, a également investi le créneau de l'agriculture urbaine, dans sa stratégie de recherche d'alternatives durables aux situations de pauvreté et de malnutrition dans les quartiers pauvres de Rio de Janeiro. Cette initiative sur l'agriculture urbaine et périurbaine est née d'une collaboration avec un universitaire, économiste à l'Université d'Etat de Rio de Janeiro et a pu être discutée avec l'Institut Brésilien de Recherche Agricole au cours d'une conférence sur l'importance de ce nouvel axe d'intervention dans les stratégies de lutte contre la faim et la malnutrition. C'est ainsi qu'il a été créé, en avril, une cellule de soutien à l'Agriculture Urbaine et Périurbaine à Rio de Janeiro, réunissant organisations de la société civile, représentants de l'administration, collectivités locales et autres organisations communautaires de base. Cette proposition avait été faite lors d'un séminaire organisé pour débattre du sujet et pour sensibiliser les gestionnaires publics, ainsi que tout autre secteur apparenté, sur l'importance de l'initiative.

Les participants sont venus d'autres états du Brésil, d'Amérique du sud et de Cuba pour faire partager leurs expériences réussies et pour discuter de la possibilité de créer un pôle mercantile de proximité, afin d'engendrer une rente, de permettre l'inclusion des jeunes, de mettre en valeur les producteurs agricoles des assentamentos (parcelles incultes sur lesquelles s'établissent les paysans sans terre bénéficiaires de la réforme agraire brésilienne), de mobiliser les consommateurs des villes et d'encourager les femmes à tenir un rôle de protagonistes. L'Atelier international des 10 et 11 novembre 2005, a pu rassembler des ONG, des universitaires, des



acteurs gouvernementaux, des producteurs agricoles, des représentants de la FAO, du gouvernement fédéral et de la banque CAIXA ECONÓMICA FEDERAL. Un certain nombre de propositions intéressantes ont été faites par Enda Brésil comme :

- 1° la création d'un Forum Métropolitain ;
- 2° le recensement des producteurs dans les villes en les impliquant dans une enquête participative ;
- 3° la création d'une banque de données et d'un bulletin ;
- 4° la formation et la capacitation de jeunes et de femmes dans la production et la commercialisation de produits agricoles ;
- 5° la sensibilisation des gestionnaires et le développement d'expériences pilotes.

Les expériences pilotes ont concerné un projet de développement socio-économique mené auprès des agriculteurs de la zone ouest de Rio de Janeiro, destiné à soutenir leur organisation et leurs activités dans le sens d'élaborer des propositions de politiques publiques. Par ailleurs, ces expériences pilotes ont compris des volets spéciaux consacrés à des activités de maraîchage en milieu scolaire (dans la favela de Rio das Pedras), en milieu communautaire (dans la favela de Nova Iguaçu), dans les lieux de préservation de la forêt atlantique, sur les surfaces de dunes et sur les terrains vagues. Il s'agit là de propositions ambitieuses dont le principal défi consiste, pour le moment, à sensibiliser les pouvoirs et à mobiliser les ressources au niveau des bailleurs de fonds.



Projections et débats lors de l'Atelier régional sur l'agriculture urbaine à Rio



Atelier régional sur l'agriculture urbaine organisé par Enda Brasil à Rio de Janeiro





**Enda Mali**, basé à Bamako, a également initié un Projet AGRO-BIO (2005-2008) pour l'amélioration de la qualité des produits maraîchers et du revenu des producteurs de la zone intra et péri urbaine de Bamako (Djicoroni Para, Samaya, Missabougou). Un projet qui se justifie par le niveau de vie très faible et les revenus insuffisants des partenaires cibles, la détérioration de l'environnement par endroits, qui constitue un réel problème dans le domaine du maraîchage dans ces zones, au delà des problèmes liés aux ressources financières et l'insuffisance de moyens adéquats pour faire face aux contraintes. D'où la nécessité de faire de l'agriculture biologique qui leur permettra, à moindre coût, d'améliorer leurs cadre et conditions de vie. Le programme va lutter contre le chômage en faisant des emplois direct et indirect et en améliorant le revenu des maraîchers. Aussi, la qualité des produits sera contrôlée pour éviter les maladies parasitaires et bactériennes.

Durant cette 1re phase, l'accent sera mis sur la protection de l'environnement et des ressources naturelles. Cela permettra de responsabiliser d'avantage les producteurs maraîchers des zones concernées, pour une prise de conscience effective quand à l'utilisation des pesticides, afin de les amener à s'orienter vers une agriculture saine et durable, susceptible de contribuer à la sécurité alimentaire, dans un contexte relativement nouveau à Bamako et sa zone péri urbaine. En tirant des leçons pour la mise en place de champs écoles, les acteurs pourront améliorer à moindres coûts et plus rapidement, des résultats qui pourront, par ricochet, mobiliser les producteurs vers l'agriculture biologique à Bamako et sa zone péri urbaine. Cette initiative présente aujourd'hui un potentiel économique très important dans un pays en voie de développement, pour réduire le cercle de la pauvreté au sein des communautés de base. Le projet va ainsi renforcer la capacité des producteurs maraîchers intra et périurbain de Bamako pour répondre aux objectifs de lutte contre la pauvreté, de création d'une économie durable et d'une grande citoyenneté parmi les exploitants.

### Ecocité : une recherche sur la gestion partagée et durable des espaces naturels et agricoles à la périphérie des centres urbains

Ecocité est un programme de recherche réalisé par **Enda Graf Sahel**, en partenariat avec l'Union Européenne. Il contribue à une concertation entre acteurs du milieu rural et urbain pour l'émergence de villes plus respectueuses de l'environnement et plus inclusives, qui offrent un cadre et des conditions de vie meilleures à tous leurs habitants. Ce programme prospectif vise à produire des connaissances scientifiques sur les dynamiques et les enjeux de ces espaces à l'interface rural/urbain, ainsi qu'une réflexion sur les politiques locales de développement durable concerté. Il contribue également à renforcer la collaboration entre des instituts de recherche européens et africains, dotés d'expériences et de savoir-faire complémentaires. Des diagnostics techniques et socio-économiques sur les dynamiques foncières, les filières agricoles, les impacts environnementaux des activités agricoles et urbaines sont actuellement réalisés par Enda Graf Sahel dans les communes de Thiès et Mboro au Sénégal.

L'objectif de ce programme de recherche-action est de proposer des méthodes et des outils de concertation entre acteurs, pour faciliter la planification urbaine et permettre une gestion durable de ces écosystèmes. Ceci sera possible grâce à une meilleure articulation entre processus d'extension de la ville et préservation des espaces agricoles et naturels ayant un enjeu économique ou environnemental important. Les activités méthodologiques se sont portées sur l'analyse de filières agricoles (maraîchage et aviculture de ponte) dans la zone comprise entre la ville de Thiès et la localité de Fandène. Au cours de l'année 2005, l'accent a été mis sur l'organisation de restitutions des résultats de la recherche sur les différentes problématiques. Ainsi, des séances de restitution ont été organisées au niveau de chaque site, avec les différents acteurs engagés. Parallèlement, la finalisation des travaux a porté sur :

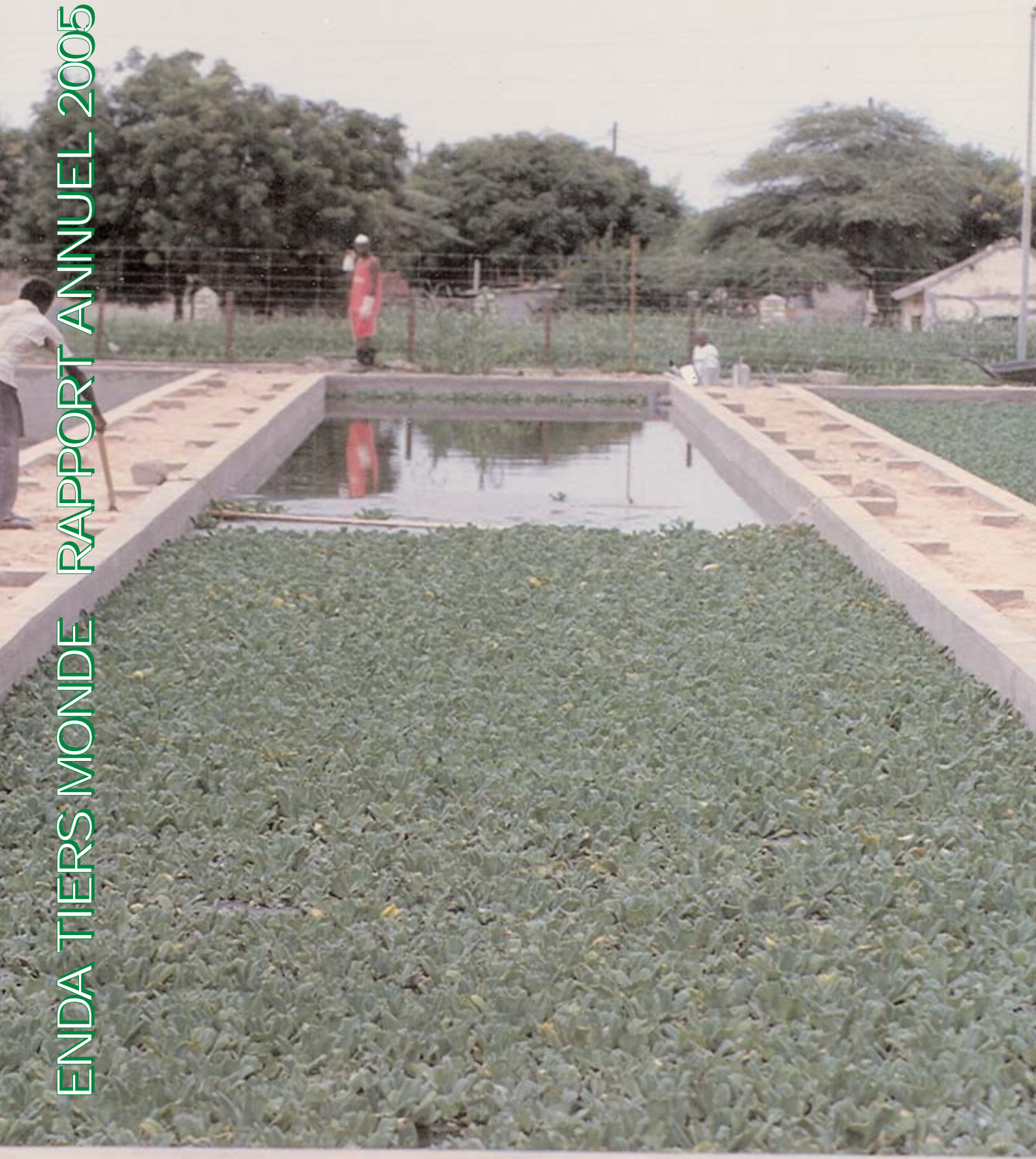
- 1° L'étude et l'analyse de la filière rôneraie dans la zone de Thiès-Fandène ;
- 2° L'étude des dynamiques de commercialisation et de consommation des produits maraîchers dans la zone de Mboro-Darou Khoudos.

L'observation des séances de restitution et des processus de concertation entre les acteurs a été menée avec succès. Le travail d'analyse a été réalisé et a permis d'apprécier l'évolution des situations observées avant, pendant et après la mise en débat des résultats de la recherche réalisée par les différentes équipes. Les conclusions de ce travail d'analyse, qui a porté sur les premières restitutions organisées dans les deux sites, font l'objet d'un document de travail en cours d'élaboration. Il a été retenu de poursuivre l'organisation de la restitution des résultats de recherche et de mettre l'accent sur l'analyse des processus et l'évolution des situations. Pour ce faire, le dispositif d'observation sociale sera renforcé, afin de mieux saisir les changements sociaux et politiques qui s'opèraient et qui seraient favorisées par la mise en débat des résultats.



Une expérience d'épuration des eaux usées par  
lagunage à macrophytes initiée par Enda Rup

ENDA TIERS MONDE RAPPORT ANNUEL 2005







## 5 Eau potable et assainissement

La cible 11 des OMD propose de réduire de moitié, d'ici à 2015, le pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable. Cette exhortation des Nations Unies faite en direction des acteurs du développement part d'un constat consternant : plus d'un tiers de la population mondiale, vivant essentiellement dans les pays du Sud, n'a pas accès de façon satisfaisante à l'eau potable. Une situation qui s'explique moins par la rareté de la ressource que par des problèmes récurrents découlant de ses différentes formes d'utilisation. Car, l'eau étant en constant recyclage, toute dégradation intervenant à un point quelconque de son cycle, qu'elle soit due à une pollution industrielle, agricole ou domestique, nécessite des efforts considérables en termes de dépollution et d'assainissement, pour la rendre conforme aux normes de potabilité.

Selon ces normes (OMS), une eau potable doit être exempte de germes pathogènes, d'organismes parasites et de substances chimiques toxiques (nitrates, phosphates, métaux lourds, hydrocarbures et pesticides) pour lesquelles des " concentrations maximales admissibles " ont été définies. Autant de conditions qui montrent la difficulté de garantir la salubrité de l'eau en milieux défavorisés où l'absence de systèmes d'assainissement efficaces transforme trop souvent la ressource disponible en facteur pathogène. C'est la raison pour laquelle toutes les interventions d'Enda, qui visent à permettre aux populations urbaines et rurales d'avoir accès à l'eau potable, lient de façon duale cette préoccupation à la question de l'assainissement. Car, les huit entités qui mettent en œuvre des projets de développement ayant un rapport direct avec l'eau et l'assainissement, ont toujours pris la précaution de prévoir, à côté d'un volet consacré à l'accès à l'eau potable, un second concernant les systèmes d'assainissement semi collectifs ou individuels à moindre coût.

### Améliorer l'accès des pauvres à l'eau potable

**Enda Maghreb** est parti du constat selon lequel l'accès insuffisant à l'eau potable (surtout en milieu rural au Maroc où seulement 42% des ménages y ont accès) compte parmi les problèmes les plus urgents auxquels les pouvoirs publics doivent faire face. En 2005, ses interventions relatives à l'accès des populations démunies à l'eau potable ont été multiples et se sont matérialisées par :

1. le Projet de mise en place d'un réseau d'adduction en eau potable dans le douar Ait Hmad, commune rurale de la Province d'Essaouira, (de novembre 2004 à novembre 2005, sur financement de l'Agence Intergouvernementale de la Francophonie) ;
2. le Programme d'appui aux initiatives de développement durable en milieux défavorisés qui a offert l'occasion de procéder au développement de la petite hydraulique dans deux douars relevant de la commune rurale de Beni Ftah et l'alimentation en eau potable des 250 ménages du douar Hbaila (commune de Beni Ftah) à travers la mise en place d'une station de pompage, dont la gestion a été confiée à une association d'usagers de l'eau potable ;
3. Le Projet de développement de la montagne et des territoires du pré-Rif (DEMETER) qui a permis de mettre en place des infrastructures de base au profit des populations locales, notamment l'alimentation en eau potable d'un douar et d'un groupe scolaire ;
4. Le Sous-programme d'Appui au Plan d'Action National de lutte contre la désertification (SA-PAN) qui a facilité la réalisation d'actions prioritaires sur l'eau, visant la résolution de certains problèmes urgents, tels que l'adduction en eau potable au profit des 45



ménages du douar Rihana et l'aménagement d'un puit au niveau du douar Kalâat Sebana ;

5. Le Projet de Mise en place d'un réseau d'adduction en eau potable dans le douar Ait Hmad (Essaouira), mis en œuvre au bénéfice de 110 ménages (soit 660 habitants) de la Commune Rurale d'Imin'Tlit, au sud-est d'Essaouira.

Les activités menées par Enda Maghreb dans le cadre de ce dernier projet, exclusivement voué à l'accès à l'eau potable, ont permis d'atteindre plusieurs objectifs tels que :

- 1- la réalisation de travaux de construction d'un château d'eau et l'installation d'une canalisation reliant la station de pompage au réservoir ;
- 2- l'organisation de sessions de sensibilisation au profit de la population sur l'utilisation correcte des points d'eau potable installés, ainsi que sur l'hygiène et la qualité de l'eau ;
- 3- l'élaboration d'un comité de suivi et d'un plan concerté de gestion du système d'alimentation en eau potable du douar.

**Enda Eau Populaire**, basé à Dakar, se positionne comme une proposition alternative destinée à faciliter l'accès des populations les plus démunies à l'eau potable. Son mode d'intervention a connu une certaine évolution qui lui a permis de passer d'une période marquée par l'utilisation de la borne fontaine comme porte d'entrée de ses interventions, à une approche nouvelle privilégiant les actions communes menées en partenariat avec les autres acteurs du secteur de l'eau. Son action se singularise par plusieurs tendances récentes :

- 1) l'approvisionnement en eau des populations des quartiers irréguliers, non plus uniquement avec des bornes fontaines, mais par le biais de branchements sociaux à domicile ;
- 2) une lutte contre les maladies liées à l'eau, comme la bilharziose, dans les zones situées dans la vallée du fleuve Sénégal ;
- 3) un volet dans le projet appui aux initiatives communautaires de la ville de Pikine sous formes d'approvisionnement en médicaments et matériels de première nécessité ;
- 3) l'information, la sensibilisation et la formation des populations pour mieux consolider les actions réalisées et assurer la pérennisation des ouvrages (ces éléments accompagnent l'ensemble des interventions de l'entité).

Durant l'année 2005, quatre projets portant sur l'accès à l'eau potable ont été mis en œuvre par Enda Eau Populaire. Il s'agit :

1. du Projet d'appui aux initiatives communautaires de la ville de Pikine (au Sénégal) ;
2. du Projet d'adduction d'eau potable du village de Ndiayenne Pendao (dans la vallée du Fleuve Sénégal) ;
3. du Projet d'adduction d'eau potable dans le village de Diagnoum (dans la même zone) ;
4. du Programme eau et assainissement en milieu scolaire à Fatick (au Sénégal).

L'objet du 1<sup>er</sup> projet est d'améliorer la qualité de vie des habitants défavorisés de la ville de Pikine à travers l'approvisionnement en eau potable, grâce notamment à la réalisation d'infrastructures fiables et adéquates, à la création d'activités génératrices de revenus, à la formation de fontainiers, à la réduction des distances et du temps de transport de l'eau. L'intervention doit aussi permettre d'améliorer la santé de base par la réduction de l'insalubrité (dû au déversement anarchique des eaux usées sur la voie publique), l'amélioration de l'accès aux médicaments, et la formation d'agents de santé communautaire.

L'objet du 2<sup>e</sup> et du 3<sup>e</sup> projet est d'améliorer la qualité de vie des populations rurales vivant dans la région du Fleuve Sénégal, en leur facilitant





l'accès à l'eau potable et en renforçant leurs capacités d'organisation et de gestion des infrastructures communautaires. Les réalisations ont consisté en une réfection des bornes fontaines existantes et une réfection du château d'eau et du réseau existant, de manière participative et sous la supervision de la direction régionale de l'hydraulique. En outre, il a aussi fallu procéder à l'installation de l'unité de traitement d'eau, au pompage de l'eau à partir du fleuve et à la formation des gérant(e)s des bornes fontaines et du conducteur de l'unité de traitement d'eau (en gestion, entretien, hygiène, etc.). Ces deux projets ont eu un impact considérable sur les conditions de vie des villageois, car ils ont permis de créer des emplois directs (gérants de bornes fontaines et conducteur de l'unité de traitement), de favoriser le développement d'autres activités génératrices de revenus, grâce aux sommes transférées aux comités de gestion par les gérants des bornes fontaines. Ainsi, 70 % du montant des ventes de l'eau seront destinés au paiement des gérants des bornes fontaines et du conducteur, 5 % aux intrants et à la maintenance du matériel, 20 % à une caisse commune destinée au financement d'activités connexes et 5 % à l'amortissement du matériel.

L'objet du 4e projet est d'améliorer l'hygiène sanitaire en milieu scolaire à travers l'approvisionnement en eau potable et la construction de latrines. Il a consisté en une extension du réseau d'eau potable, une construction de latrines, une campagne d'IEC sur l'hygiène et la salubrité en milieu scolaire et une mise en place de comités de gestion composés de parents d'élèves, de représentants de la municipalité et d'enseignants.

### Enda Ecopop : Initiative Régionale pour l'atteinte des OMD, orientée vers l'accès à l'eau potable et à l'assainissement (IROMDEL)

L'IROMDEL a comme ligne de mire la Cible 10 des OMD, qui cherche à " réduire de moitié, d'ici 2015, le pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable ". Cette initiative régionale, conduite par Enda Ecopop, en partenariat avec l'ONG WaterAid, se déroule dans six pays africains (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Nigeria, Ghana, Sénégal). Elle vise à donner aux autorités locales les compétences et moyens de conduire les processus de changement attendus en matière d'accès à l'eau potable, d'hygiène et d'assainissement, dans la perspective de l'atteinte des OMD.

Démarrées en 2004, les activités de cette initiative se sont poursuivies avec un accent particulier sur le volet de la formation et de la mise en œuvre des projets démonstratifs, dans les domaines suivants :

- 1° mise en place de réseaux d'eau potable, d'ouvrages hydrauliques et de points d'eau, dans les villes témoins choisies dans les pays d'intervention (organisation de sessions de formation au Nigeria, au Burkina Faso et au Sénégal, des facilitateurs nationaux sur les stratégies de localisation des OMD),
- 2° mise en place d'un système de Monitoring et de Suivi des indicateurs de progrès, basé sur le Système d'Information Géographique "DevInfo" qui est opérationnel au Mali, au Nigeria, au Ghana et au Burkina Faso, et auquel les équipes de suivi ont déjà été formées à l'utilisation et à la gestion.



La borne fontaine est une des entrées traditionnelles d'Enda pour faciliter l'accès des plus démunis à l'eau potable



## Systemes d'assainissement à faible coût

**Enda Rup**, dans le cadre du Programme d'Amélioration Durable de l'Environnement (PADE), s'investit depuis plusieurs années dans la recherche d'alternatives durables au déficit en infrastructures d'assainissement en milieu urbain et péri urbain en Afrique, par la mise en place d'ouvrages individuels et de réseaux petit diamètre d'évacuation des eaux usées. La grande avancée du PADE notée en 2005, est un changement d'échelle qui amène Enda Rup à intervenir hors du Sénégal, à une échelle régionale, notamment au Burkina Faso et au Cameroun.

Les systèmes d'assainissement alternatifs promus par Enda Rup ont largement dépassé la phase d'expérimentation. La pertinence de l'initiative (Programme PADE Rufisque) a été internationalement reconnue, car elle a été désignée comme une expérience de référence dans le cadre du Programme Eau et Ville d'Afrique et figure dans la Lettre de politique d'eau et d'assainissement au Sénégal. C'est pourquoi, la ville de Rufisque a été désignée comme un exemple à suivre pour l'atteinte des OMD dans ce secteur. Aussi faudrait-il souligner que dans presque toutes les interventions au niveau local, les activités concernant l'assainissement ont évolué d'une étape d'évaluation (en 2004) à une phase d'extension des activités en 2005. Un aspect très important dans ce domaine a été l'élargissement des champs d'action de l'entité vers de nouvelles perspectives encore plus ambitieuses, qui lui permettent de s'investir dans de grandes actions pour les villes d'Afrique.

A Rufisque (Sénégal), le PADE Rufisque a été initié dans le but de répondre aux besoins d'assainissement dans les quartiers périurbains (Diokoul, Castors Arafat, Lazaret Champ de courses et Colobane). L'intervention de Rufisque a permis de développer les premières activités d'assainissement, avec en amont le développement de l'assainissement à faible coût, la densification du réseau petit diamètre de Diokoul et Arafat, et l'optimisation du traitement des eaux usées. Le PADE Rufisque a permis d'assainir nombre de quartiers, de valoriser l'eau épurée, de développer des initiatives locales, des activités de nettoyage des quartiers, de stabiliser les emplois créés à cet effet et de développer la gestion de proximité. Après les expériences fort concluantes des zones de Yoff, Ouakam et Pikine, l'initiative du PADE a été répliquée dans la ville de Saint-Louis, en partenariat avec la Coopération autrichienne, pour appuyer la commune et les acteurs locaux dans la promotion de l'hygiène environnementale. Ainsi, le PADE participe à la réalisation des objectifs du Plan de développement de la commune de Saint Louis, concernant le renforcement de capacité des acteurs locaux et de la municipalité, ainsi que le développement intégré de l'agriculture urbaine et péri urbaine.

En vue de la préparation de la deuxième phase qui démarre en mars 2006, l'année 2005 a été une étape de redéploiement des activités du PADE dont on peut citer :

- 1° Le renforcement des capacités des OCB ;
- 2° L'Appui à l'agriculture urbaine et péri urbaine ;
- 3° Le Fonds Communautaire pour l'Assainissement des Quartiers Pauvres (FOCAUP).

Le mécanisme du FOCAUP, un fonds de crédit visant à faciliter l'accès des plus démunis à l'assainissement, a eu un réel impact permettant de pérenniser et de répliquer l'initiative d'assainissement dans plusieurs autres localités. Ses avancées se lisent à travers le changement d'échelle qui a permis de répliquer l'initiative au Burkina Faso et au Cameroun, où des négociations avec les municipalités des villes de Ouagadougou, Douala et Edéa ont été entamées pour l'installation du processus. En somme, la nouvelle démarche en perspective consisterait à faire connaître le produit FOCAUP et établir des stratégies d'utilisation des fonds pour financer les actions prédéfinies par les partenaires, ONG et populations.





**Enda Graf Sahel** met en œuvre depuis plusieurs années le Projet d'Appui à l'assainissement autonome dans les quartiers défavorisés de la Commune d'arrondissement de Diamaguène Sicap Mbao dont l'objectif est de soutenir, par un travail de communication proactive et de renforcement bien ciblé des capacités des parties prenantes, la mise en place d'un partenariat local public-privé souple et efficace de financement des services d'assainissement de base pour 2000 ménages démunis dans la commune d'arrondissement de Diamaguène Sicap Mbao. Ce mécanisme, alimenté par des contributions volontaires de la commune d'arrondissement et de ses partenaires dont les entreprises du secteur privé, les ONG et les autres partenaires et bonnes volontés qui seront sensibilisés à cet effet, viendra compléter et améliorer, dans la commune d'arrondissement de Diamaguène Sicap Mbao, le Programme d'Assainissement des Quartiers Périurbains de Dakar (PAQPUD). Le montage financier de ce programme intègre une contribution des ménages et des communes à la réalisation des ouvrages d'assainissement autonome, mais n'a pas prévu de mécanisme local de pérennisation du financement des services après le projet. Pour en garantir une transparence et une efficacité durables, il sera géré par un organe représentatif de toutes les parties prenantes. Les intervenants et les partenaires du projet sont :

1. Enda Graf Sahel qui assure la gestion au quotidien du projet, en animant le processus de mise en place du fonds, la capitalisation et la diffusion des enseignements tirés, en vue de la création dans le futur d'une mutuelle pour la prise en charge des problèmes d'eau et d'assainissement.
2. La Commune d'arrondissement de Diamaguène Sicap Mbao qui est au centre du processus de mise en place du fonds en lui garantissant une loge institutionnelle, en le co-finançant à travers son budget annuel, en participant à sa structure de direction, et en motivant le secteur privé local à y participer pleinement ;
3. Les Établissements " Abdoulaye DER ", co-financeurs du fonds, qui sont aussi membres de la structure de direction du fonds ;
4. Le Comité de Développement Local de Diamaguène Sicap Mbao qui assure le secrétariat permanent du fonds et sélectionne parmi les membres des Organisation Communautaires de Base (OCB) des agents capables d'animer au mieux le projet ;
5. L'ONAS qui donne une caution institutionnelle au fonds, en participant à sa structure de direction à travers son service assainissement autonome (qui a la responsabilité de la mise en œuvre du PAQPUD), en l'homologuant comme système alternatif de financement des services d'assainissement de base dans les zones périurbaines et en le finançant directement (à travers ses fonds propres) ou indirectement, par l'orientation de fonds extérieurs provenant de ses partenaires;
6. Le PNUD qui, à travers son Programme Partenariat Public-Privé pour l'Environnement Urbain (PPPEU), a contribué pour un financement direct à hauteur de 100'000 dollars US.

Le projet, dont la durée est de 24 mois, s'inscrit dans un partenariat public privé pour la fourniture de services d'assainissement de base et comporte plusieurs éléments de perspective comme :

- 1) la mise en place d'un fonds de solidarité eau et assainissement à Diamaguène Sicap Mbao pour les ménages démunis ;
- 2) l'Appui pour une gestion durable des ordures ménagères dans la ville de Louga ;
- 3) la construction de toilettes à chasse manuelle et à l'éducation à l'hygiène et à l'assainissement dans la communauté rurale de Diouroup ;
- 4) la mise en place d'un centre d'études et de formation en économie sociale.



Eboueurs recrutés par Enda Océan Indien dans le cadre du projet de collecte des ordures ménagères à Antananarivo



Cérémonie de lancement du nouveau projet de gestion des déchets d'Enda Océan Indien à Antananarivo



Manifestation de sensibilisation organisée à l'occasion du lancement du nouveau projet de gestion des déchets





## 6 Gestion des déchets

La gestion des déchets urbains offre aux acteurs du Sud l'occasion de faire un examen critique de la gouvernance urbaine, eu égard aux défis multiples que pose cette problématique, au triple plan social, environnemental et politique. Lorsque l'on parle de gestion des déchets, l'on fait allusion à un processus complexe intégrant à la fois les sources de production et les systèmes de traitement des déchets. Le traitement correspond à la collecte des déchets, à leur tri, leur transport, leur stockage, leur élimination ou leur valorisation. Autant de questions directement liées aux différentes formes de gouvernance qui sont à l'œuvre dans chaque agglomération ou localité du Sud, et fortement justiciables de leurs échecs et de leurs réussites. Car, face à l'augmentation des charges de gestion pour les collectivités locales qui en ont la responsabilité, plusieurs questions viennent à l'esprit : comment contribuer efficacement au réemploi et à la valorisation des encombrants ? Et comment garantir des conditions de développement durable de filières de récupération et de recyclage gérées par des structures de l'économie sociale et solidaire ?

C'est conscient de ces enjeux, qu'Enda a cherché, depuis de nombreuses années, à répondre à ces questions en œuvrant à la mise en place, au niveau des quartiers défavorisés non couverts par la collecte municipale, de systèmes alternatifs de gestion des déchets fondés sur l'auto organisation des populations, dans une perspective d'amélioration notable du cadre de vie. Pour ce faire, deux aspects doivent être rigoureusement planifiés et faire l'objet d'un suivi constant. Il s'agit de la sensibilisation des populations sur les modalités pratiques de précollecte dans les quartiers et leur encadrement dans le développement des activités de récupération ou de recyclage. Ce sont ces deux aspects qui singularisent le plus les actions menées par différentes entités d'Enda à travers le monde, illustrant une fois de plus le caractère systémique de la gestion des déchets solides.

### Systemes alternatifs de précollecte

**Enda Océan Indien** mène, depuis l'année 2000, des activités de gestion des ordures ménagères dont la principale justification réside dans la situation qui sévit dans les "bas quartiers" d'Antananarivo, non desservis par la collecte municipale, dont les habitants, en grande majorité très démunis, jettent leurs ordures dans les canaux ou les ruelles, les brûlent, ou s'en servent pour remblayer des terrains inondables. Ces pratiques entraînent une grande insalubrité, vecteur de nombreuses maladies infectieuses. C'est la raison pour laquelle Enda a initié le Projet ADQua (Assainissement durable des quartiers), dont le but principal est d'assainir de façon durable les quartiers de la basse ville par l'appui à la mise en place d'un système de gestion autonome de collecte des déchets ménagers, à travers trois axes :

- 1° l'accompagnement des Fokontany (quartiers) ou des associations de quartiers dans une démarche de projet autonome de précollecte des déchets ;
- 2° la sensibilisation au tri des déchets ménagers et à ses effets bénéfiques sur l'amélioration du cadre de vie des habitants ;
- 3° la valorisation de certains types de déchets, grâce à des activités de récupération et de recyclage.

Le projet ADQua travaille en partenariat avec les Fokontany avec lesquels une convention définissant les rôles et engagements de chacun a été signée. Les quatre quartiers où il intervient (Madera Namontana, Ouest Mananjara, Anosipatrana Ouest et Ambohibarikely) sont tous dans le 4<sup>e</sup> arrondissement de la ville, qui a donné au projet une autorisation d'intervention, et la municipalité suit de près l'évolution des activités.



Les critères de choix de ces zones d'intervention sont basés sur l'insalubrité du quartier par rapport à la forte densité de la population (plus de 5000 habitants au km<sup>2</sup>) et sur la motivation de la population et de ses leaders participer au système de collecte. Les autres partenaires financiers du projet sont l'Ambassade de Suisse, le Ministère français des Affaires Étrangères, la Fondation Tany Meva et la Fondation Nicolas Hulot.

La stratégie d'intervention d'Enda Océan Indien est, comme naguère, l'accompagnement et le renforcement de capacités, qui a pour objectif de donner aux populations les moyens de réaliser leurs projets par eux-mêmes. Elle passe par l'écoute des personnes, la recherche et la valorisation de leurs ressources humaines, mais aussi financières, quand il s'agit de financer un projet collectif. Les animateurs sont aussi tour à tour conseillers, facilitateurs et éducateurs, en fonction des activités et des personnes avec qui ils travaillent.

Durant la mise en place du projet, un comité de gestion a été formé et a été chargé d'élaborer et de suivre les activités à développer (collecte, sensibilisation, etc.). Afin d'être efficace dans son action, l'équipe du Projet à ADQua a organisé des formations permettant de renforcer les compétences des acteurs du projet (comité de gestion et animateurs de quartiers). Des formations réalisées par les membres de l'équipe ou par des intervenants extérieurs et qui répondent aux demandes des acteurs impliqués, sur les thèmes de la gestion de projet, la mise en œuvre des activités et les méthodes d'IEC. Ainsi, durant toute la durée du projet, le comité sera accompagné par l'équipe du Projet ADQua, pour effectuer la gestion et le suivi jusqu'à l'autonomisation pleine et entière envisagée d'ici deux à trois ans.

Dans ce système de précollecte, chaque ménage paye une cotisation mensuelle d'environ 0,10 Euros, qui sert au recouvrement des dépenses de fonctionnement du projet, comme le salaire des collecteurs, les indemnités des membres du comité de gestion et les frais d'entretien et de réparation des matériels de collecte. Ce sont les régisseurs qui assurent la collecte de cette cotisation. Chaque ménage dispose d'une carte de redevances, où sont inscrits ses paiements et qui doit être à jour pour obtenir des papiers administratifs au Fokontany. L'assiduité de la population par rapport au paiement de la redevance et la discipline observée dans le respect des règles d'utilisation et de protection des bacs à ordures, sont l'indice le plus patent de l'adhésion des populations au Projet ADQua.

**Enda Ethiopie** intervient depuis plusieurs années dans la gestion des déchets solides à Addis Abéba, dans le cadre du second volet de son programme de développement urbain. Cette activité a été mise en œuvre dans trois woredas (districts), en étroite collaboration avec les autorités locales et les services administratifs, ainsi que les groupements féminins et de jeunes, ses principaux acteurs. Le projet de création d'activités génératrices de revenus dans le cadre de la gestion des déchets solides avait été mis sur pied par Enda et AT-Verband (Appropriate Technology Association) en 2003. Le Chargé du projet de gestion des déchets d'alors avait participé à un programme technique d'un an, organisé par la fondation allemande InWEnt sur la " Gestion des déchets communaux en Afrique ". D'ailleurs, le sigle du projet " IGNIS " (2005-2008) correspond au titre allemand Income Generation in Megacities durch die nachhaltige Inwertsetzung von Siedlungsabfällen, une approche holistique intégrant les technologies adaptées, la protection de l'environnement, la formation, la santé, la culture et la sensibilisation, pour l'amélioration du cadre de vie dans les quartiers défavorisés d'Addis Abéba.

L'objectif des deux premières années du projet réside dans la définition finale du partenariat, la planification détaillée des activités et le renforcement d'un système déjà créé de gestion durable des déchets intégrant les systèmes communautaires de collecte, les pratiques traditionnelles de récupération, le secteur informel de recyclage, le secteur privé, ainsi que les services fournis par la municipalité. Cela devrait aboutir à :

1. une campagne continue pour le changement des comportements du public envers l'élimination des déchets ;





2. une plus grande capacité des idders à réguler, organiser, contrôler et sensibiliser les populations aux systèmes communautaires de gestion intégrée des déchets déjà initiés ;
3. une organisation durable de la collecte des déchets et l'embellissement du cadre de vie par les associations communautaires ;
4. la création de systèmes de récupération et de recyclage des déchets fonctionnels au niveau des Kebeles (districts) ;
5. la mise en place de mécanismes de transfert aux Kebeles (districts) élaborés et testés ;
6. un renforcement des capacités des collaborateurs d'Enda Éthiopie dans la mise en place des plans de gestion communautaire intégrée des déchets.

Un échange intensif entre les partenaires au projet sur les questions d'ordre technique et organisationnel se tiendra durant cette période. Des réunions et des ateliers réguliers à Addis-Abeba permettront d'harmoniser les niveaux de connaissances entre les différents partenaires. Ainsi, il est prévu des séjours spécifiques à certaines questions pour les partenaires et notamment allemands. Par ailleurs, des ateliers de sensibilisation spécifiques seront organisés à l'intention des décideurs politiques et des principales parties prenantes. Le bailleur de ce projet est le Ministère fédéral allemand de l'Education et de la recherche, qui a octroyé une subvention pour la phase préliminaire de deux ans. L'Association AT prendra en charge la coordination et la représentation du Projet IGNIS, tandis que l'Université de Stuttgart s'occupera de la supervision scientifique. Enda Éthiopie est chargé de la mise en œuvre et de l'élaboration d'une synergie entre les différents partenaires, éthiopiens et allemands et de l'exécution du programme de travail de la phase préliminaire du Projet IGNIS, organisé selon les aspects suivants :

1. les réunions et les ateliers de préparation de la phase principale du Projet IGNIS ;
2. la définition du consortium final du Projet IGNIS et mise en place du comité de pilotage ;
3. la sensibilisation des politiques et des principaux acteurs à Addis Abéba ;
4. la définition du calendrier détaillé pour le programme de travail ;
5. la coordination de la phase préliminaire.

**Enda Rup** a répliqué l'initiative du PADE dans la ville de Saint Louis, en partenariat avec la Coopération autrichienne, devant le besoin pressant d'appuyer la municipalité et les acteurs locaux sur la gestion des ordures ménagères et la promotion de l'hygiène environnementale. Le PADE participe ainsi à la réalisation des objectifs du Plan de développement de la commune de Saint Louis, qui a orienté ses actions sur la valorisation des déchets par la collecte et le traitement des ordures ménagères, l'équipement et l'encadrement de la régie municipale et du GIE CETOM (chargé de la précollecte), la réfection des équipements des GIE, le renforcement des capacités des acteurs locaux et de la municipalité, et le développement intégré de l'agriculture urbaine et péri urbaine. Après quatre années d'intervention, le PADE de Saint Louis a mené une importante politique de gestion environnementale. Évaluée en 2004, l'initiative a montré qu'elle a eu un réel impact, mis en exergue par une forte adhésion populaire, matérialisé par la forte implication des GIE, des collectivités locales et des partenaires au développement. En vue de la préparation de la deuxième phase qui démarre en mars 2006, l'année 2005 a été une étape de redéploiement des activités du PADE :

- 1) renforcement de capacité des OCB ;
- 2) gestion concertée des déchets (collecte, évacuation et traitement des ordures ménagères) ;
- 3) appui à l'agriculture péri urbaine ;
- 4) développement du FOCAUP ;
- 5) exposition et sensibilisation itinérante dans les écoles et daaras.



De nouvelles orientations ont été d'ores et déjà définies, comme le renforcement des capacités des collectivités locales et des acteurs locaux, la structuration des GIE et la redynamisation du cadre de concertation, et la mise en place à court terme d'un modèle d'intervention sur les stratégies de gestion durable des déchets avec une implication de tous les acteurs.

## Récupération et recyclage solidaire

**Enda Maghreb** a acquis, au fil des ans, une solide expérience en matière de gestion intégrée des déchets solides municipaux. Dans la région de Rabat-Salé-Zemmour-Zaër (localités de Tiflet et Oulmès), l'entité mène un Projet de gestion intégrée des déchets solides pour le développement urbain durable, avec le soutien financier de IDEAS et des régions du Piémont et de Venise. Mis en œuvre sur une période d'une année (mai 2004 - mai 2005), ce projet s'inscrit dans la continuité des actions initiées par Enda en matière de gestion alternative des déchets solides municipaux. Il vise à consolider l'intervention au niveau des deux unités de traitement à Tiflet et Oulmès, à travers l'octroi de moyens additionnels.

Le projet a ainsi permis, au cours de l'année 2005, de renforcer l'intervention que mène Enda Maghreb dans le cadre du programme d'appui aux initiatives de gouvernance environnementale et territoriale, en termes d'équipement des unités, de formation continue des gérants et d'appui à la valorisation et la commercialisation du compost (campagnes d'analyses, essais chez des agriculteurs). Le projet a par ailleurs permis la réalisation de deux études :

1. une étude de faisabilité pour la mise en place d'une unité intercommunale de prétraitement des déchets plastiques à Tiflet, qui permettrait de pré traiter les déchets plastiques des communes de petite et moyenne taille de la Province de Khémisset, dans une optique de valorisation (conditionnement pour la vente auprès d'unités de recyclage) ;
2. une cartographie des superficies recommandées pour l'utilisation du compost produit par l'Unité de Traitement et de Compostage d'Oulmès, permettant de déterminer, en fonction des différents types de sols de la région concernée et de ses caractéristiques, les types de compost à produire ainsi que les quantités nécessaires pour satisfaire les besoins des agriculteurs de la région en fertilisant organique.

Un des événements marquants de l'année 2005 ayant trait à l'action d'Enda Maghreb dans le domaine de la gestion des déchets solides a enfin concerné l'organisation à Rabat, les 1<sup>er</sup> et 2 juin, d'un atelier régional sur les potentiels environnementaux et socioéconomiques des options de valorisation des déchets solides municipaux dans les collectivités de petites et moyennes tailles. Il a été organisé en partenariat avec la Direction Générale des Collectivités Locales, le Ministère de l'Aménagement du Territoire, de l'Eau et de l'Environnement et la Région Rabat-Salé-Zemmour-Zaër. Cet atelier régional s'est inscrit dans le cadre du plaidoyer développé par Enda en direction des partenaires institutionnels, avec l'objectif de les sensibiliser aux problèmes de gestion que connaissent ces centres de traitement et de valorisation des déchets solides municipaux. En effet, autant la maîtrise technique du fonctionnement des centres de traitement mis en place est déjà un acquis, autant les mécanismes permettant d'évoluer vers la pérennisation et l'élargissement de ces processus expérimentaux, à travers une gestion déléguée de ces centres, restent tributaires de décisions administratives au niveau central, et de moyens financiers que les collectivités territoriales doivent pouvoir intégrer dans leur programmation budgétaire annuelle.

Réunissant plus d'une centaine de participants (élus, représentants des collectivités locales et des services déconcentrés de l'Etat, représentants du secteur privé, représentants des instituts de recherche et des universités, etc.), cet atelier a permis, à travers la présentation des différentes expériences initiées par Enda Maghreb en matière de gestion des unités de



traitement des déchets solides municipaux de Tiflet, Oulmès, et Missouri, et leur confrontation à l'expérience d'autres entités associatives et institutionnelles menées aussi bien au Maroc que dans la sous-région (Algérie), d'évoquer les cadres juridiques et institutionnels qui sont actuellement préconisés pour rationaliser ce secteur d'activités. Les travaux auront notamment permis aux différents participants de faire une comparaison entre les impacts sociaux, économiques et environnementaux engendrés par le système actuel de gestion des déchets (mise en décharge sauvage, ou simple mise en décharges contrôlées) et celui qu'offrent les techniques de valorisation organique (compostage) et de recyclage de certains matériaux (plastiques, verre, etc.). Les recommandations formulées par les différents participants, consignées dans les actes du séminaire, ont notamment abouti à la constitution d'un comité chargé d'assurer le suivi de la mise en œuvre des recommandations issues du séminaire réunissant autour d'Enda différents partenaires institutionnels, privés et académiques.

### Enda Ecopole : favoriser l'insertion socioéconomique des femmes et des jeunes de Malika en partenariat avec l'ONG belge Autre Terre

Grâce à l'appui d'Enda Ecopole, les femmes et des jeunes de Malika (une localité de la lointaine banlieue dakaroise où se trouve la grande décharge municipale de Mbeubeusse) ont pu mettre en place une mutuelle d'épargne et de crédit qui a permis à 55 personnes de mener des activités génératrices de revenus (commerce, restauration, vente de jus de fruits locaux, de glaces etc.). La réussite de cette expérience de financement a incité l'ONG belge Autre Terre à appuyer l'initiative par la mise en place d'un important fonds de roulement pour permettre à un plus grand nombre de personnes d'en bénéficier. L'appui aux recycleurs et récupérateurs de Mbeubeuss s'est également traduit par un appui organisationnel et un renforcement des capacités permanents, en vue de garantir les meilleures conditions de pérennisation des initiatives lancées. Le projet CETOM (Collecte, Evacuations, traitements des ordures ménagères à Malika) a permis le lancement d'un cadre institutionnel partenarial entre les autorités locales de Malika, les associations de femmes et de jeunes, le GIE Book JOM de Mbeubeusse, Enda Ecopole et l'ONG belge Autre Terre.

Les objectifs majeurs de cette initiative sont :

- d'améliorer la qualité de l'environnement (faire de Malika une commune modèle en allant à l'encontre des préjugés de "zone poubelle" liés à la proximité de la décharge) ;
- d'améliorer les conditions de vie des populations (création d'emplois et activités génératrices de revenus) ;
- de renforcer les capacités des différents acteurs impliqués (associations de jeunes et groupements de femmes) ;
- de responsabiliser les populations vis-à-vis de la gestion urbaine, en renforçant les liens de solidarité entre les populations et les autorités locales ;
- de mettre en place un cadre de concertation définissant les rôles et moyens de chaque partenaire.

C'est en s'appuyant sur les expériences menées dans d'autres villes que la technique de collecte des ordures ménagères a été proposée et adaptée au contexte local, avec une utilisation de moyens ruraux (précollecte avec des charrettes hippomobiles) et du matériel adapté. Le projet est géré par un groupement de femmes, et de jeunes constitués en GIE. La collecte se fait dans les 24 quartiers, suivant un découpage administratif. Une répartition qui permet aux charrettes de faire la collecte suivant un rythme jugé satisfaisant par les populations locales.

**Enda Colombie** a poursuivi les efforts déjà fournis dans le cadre de son Projet de Recyclage Solidaire, en accompagnant les acteurs du recyclage à travers deux voies :

1. la première est celle qui est présentée dans le cadre du Programme Construire la Territorialité et qui consiste à promouvoir le renforcement et la consolidation des organisations de recycleurs et leur capacité de négociation avec la municipalité de Bogotá, grâce à leur compréhension des politiques publiques sur le traitement des déchets et à la construction de propositions conjointes d'inclusion de la population de recycleurs dans le Plan Directeur pour le Traitement des Déchets Solides ;
2. La seconde a consisté en la création de restaurants communautaires dans la localité de Suba, avec des femmes recycleuses pour renforcer leurs capacités d'influence et leur pouvoir économique.





Pour la 1<sup>re</sup> voie, il faut préciser que la valorisation du recyclage a nécessité un renforcement des capacités organisationnelles des populations de récupérateurs et la mise en place de stratégies visant à éliminer les discriminations dont elles font l'objet. Ainsi, il a fallu réaliser plusieurs initiatives comme :

- 1) la formation sur la gestion des déchets, leur tri à la source dans les quartiers résidentiels et leur remise solidaire aux récupérateurs ;
- 2) la communication publique, grâce aux radios communautaires et autres médias, sur la place cruciale de la récupération dans la gestion globale des déchets ;
- 3) le renforcement du partenariat entre les associations de récupérateurs de Suba et Usaquen, et l'Association des Récupérateurs de Bogotá ;
- 4) la mise en place d'une mutuelle d'épargne et de micro crédit, pour aider les femmes récupératrices de ces communes ;
- 5) la réalisation d'une étude visant tester les impacts du Plan Directeur de gestion des déchets de Bogota et à faciliter l'élaboration d'une cartographie sociale dans ces communes.

Pour la 2<sup>nde</sup> voie, il faut signaler que l'unité de production du recyclage solidaire étant la famille, parfois élargie, la provision de matériels et la commercialisation, sont réalisées avec le soutien de tous ses membres. Toutefois, du fait de la prédominance des hommes dans le contrôle des sommes générées par l'activité, qui peuvent aller directement à la consommation d'alcool, les femmes perdent complètement le contrôle des ressources qu'elles génèrent. C'est pourquoi Enda Colombie a entrepris avec elles des actions de prise de pouvoir de décision et de génération d'autonomie financière, à travers les restaurants communautaires dans lesquelles la production d'aliments est réalisée pour des enfants, mais aussi pour des hommes et des femmes. Les aliments préparés sont vendus à des prix très bas, afin qu'ils soient à la portée de l'ensemble des bénéficiaires, qui généralement ne disposent d'aucune ressource pour leur alimentation.

### Enda Graf : pour le développement de filières de recyclage et de réemploi gérées par des structures de l'économie sociale et solidaire

La Centrale de ressources d'intérêts socio-éducatifs (Ce-rise) est un projet d'entreprise intermédiaire Nord/Sud d'économie sociale et solidaire, né de l'expérience partagée d'Enda Graf et de l'Asbl belge CF2000 dans le domaine du réemploi informatique ou de matériel industriel. Ceci a montré comment, à partir de l'économie sociale et solidaire du Nord l'on pouvait, tout en suivant ses propres objectifs, construire des projets cohérents s'articulant à des opérateurs du Sud soucieux de lutter contre la fracture numérique et de créer avec les opérateurs éducatifs du Sud de nouveaux modes d'actions partagées.

C'est à la lumière de ces principes communs de travail et d'interdépendances qu'Enda Graf soutient la mise en place d'une structure d'entreprise intermédiaire à finalité sociale au Sénégal, lieu concret et partagé entre opérateurs pour professionnaliser leur travail, favoriser l'accès de ressources au plus grand nombre et porter le débat de la visibilité de principes économiques éthiques dans un contexte où l'économie non formelle est prédominante.

La Centrale de ressources d'intérêts socio-éducatifs (Ce-rise) mise en place en 2005, a pour objectif de développer autour de l'accès aux ressources matérielles, des services qui permettent aux acteurs de s'approprier les compétences nécessaires à leur utilisation et leur développement durable. Elle vise également à professionnaliser les relations des opérateurs de l'économie formelle et de l'économie sociale et solidaire, et à favoriser la création de nouveaux réseaux d'activités entre opérateurs de terrain. Cette nouvelle structure envisage de susciter une réflexion sur les règles du jeu économique et sur la place de règles équitables au sein même du monde non formel et des ONG et de l'Etat, par la création, la concertation et promotion de formes d'activités et de labels éthiques.

Les axes productifs impliquant acteurs du Nord et du Sud envisagés sont entre autres :

1. le démantèlement des déchets électroniques et électriques et la construction des centres de traitement ;
2. le réemploi informatique et les services développant la maintenance et le développement de compétences et services pour un usage durable des ressources informatiques ;
3. le réemploi des vélos et des autres moyens de transports en milieu rural ;
4. le réemploi de matériel industriel nécessaire à la formation professionnelle ;
5. le réemploi de matériel agricole léger dans des actions de développement coopératif.



## 7 Santé communautaire

Le fait que trois des OMD (objectifs 4, 5 & 6) soient consacrés respectivement à la mortalité infantile, à la santé maternelle et à la lutte contre le Sida et autres maladies infectieuses prouve, si besoin en est, que l'accès aux soins de santé primaires est loin d'être satisfaisant dans la plupart des pays du Sud. C'est la raison pour laquelle, fidèle à sa stratégie de lutte contre la pauvreté orientée vers l'accès des plus démunis aux services sociaux de base, Enda a lancé durant ces vingt dernières années de nombreuses initiatives de santé communautaire. Celles-ci se sont d'abord développées par le biais de la lutte contre la pandémie du Sida et notamment des efforts fournis dans la prévention et dans l'accompagnement social des personnes vivant avec le VIH. C'est à partir de ces interventions articulées autour de la recherche-action, du renforcement des capacités, des campagnes d'IEC, des actions de plaidoyer, de l'assistance psychosociale et des thérapies alternatives, ainsi que des soins gratuits, que se sont construits plusieurs entités et programmes de santé d'Enda en Afrique et en Amérique latine.

### Actions de lutte contre le VIH/Sida

**Enda Santé Actions contre le Sida**, basé à Dakar, a poursuivi en 2005 ses interventions dans le cadre de la lutte contre la pandémie du VIH/Sida, à travers cinq projets axés principalement autour de la sensibilisation, du counseling, de la formation et du soutien psycho social.

Le Projet VIH SIDA : Vulnérabilité et Prostitution clandestine dans les banlieues populaires de Dakar, Mbour et Ziguinchor qui est le fruit d'un partenariat entre Enda et la Croix Rouge du Luxembourg. Le projet intervient dans les banlieues populaires de ces trois villes du Sénégal et travaille avec les groupes vulnérables que sont les prostituées clandestines et les jeunes. Il a comme objectif la prise en charge médicale et l'accompagnement social des prostituées, mais aussi la réduction de la vulnérabilité des jeunes à l'infection du VIH/Sida. Du mois de janvier 2003 à décembre 2005, plus de 2000 prostituées ont eu accès à des soins et à des suivis médicaux réguliers et gratuits. En plus, les leaders parmi ces groupes cibles ont reçu des formations sur des thèmes variés, tels que les infections sexuellement transmissibles et le VIH/sida, la situation de vulnérabilité, la prise en charge médicale et la dynamique de groupe. Chez les jeunes, treize associations et trois clubs regroupant plus de 120'000 jeunes se sont impliqués dans l'organisation d'activités de prévention.

Le Projet Conversations Communautaires est mis en œuvre en partenariat avec le PNUD et le PALPICS de Mboro. Enda Santé poursuit à travers ce projet un objectif important qui est de renforcer les capacités des individus et des communautés, pour les aider à mieux comprendre la nature de l'épidémie de VIH/Sida et à initier des changements comportementaux, afin d'apporter des réponses efficaces à la propagation du virus. Ainsi, toutes les dynamiques communautaires pouvant contribuer à la propagation de la maladie sont passées en revue, dans une zone d'intervention située dans les communautés rurales de Méouane, Taiba Ndiaye, Darou Khoudoss et Mboro, qui a la particularité d'être polarisée par les Industries Chimiques du Sénégal (ICS). A la fin du projet, 208 conversations communautaires avaient été organisées, 14'862 personnes (dont 9394 femmes) avaient participé aux activités, et 40 facilitateurs des ICS et de la commune de Mboro ont été impliqués dans l'exécution des activités des conversations communautaires.

Le Projet Sida @ pilote a pour but de permettre aux jeunes des pays francophones d'Afrique et d'Europe de s'informer et d'échanger sur les problématiques du VIH/Sida, grâce aux NTIC (nouvelles technologies de l'information et de la communication). Ce projet a visé à stimuler le dialogue



interculturel entre jeunes, afin de conduire à l'interrogation et à la restructuration des informations et des représentations sur le Sida. C'est un projet qui a concerné des jeunes lycéens du Burkina Faso, du Burundi, de la France et du Sénégal. Le projet a permis l'équipement de lycées en matériel informatique et de connexion à l'Internet, le regroupement des jeunes à travers la vidéo conférence ou le forum, le partage de l'information objective, avec l'appui de chercheurs, de sociologues et autres chercheurs.

Le Projet OSIWA a été exécuté en partenariat avec l'ONG OSIWA et les comités nationaux de lutte contre le sida de la Mauritanie, du Tchad et de la Guinée. Il bénéficie de l'appui de l'ONUSIDA, à travers son coordonnateur pays et vise à réduire la vulnérabilité des prostituées légales et clandestines, leurs enfants et leurs orphelins, en Mauritanie, en Guinée et au Tchad. Ce projet en cours permettra la réalisation de cartographies sociales de la prostitution, l'identification des facteurs de vulnérabilité dans les trois pays précités, le renforcement de capacités des OCB, des ONG et des structures médicales, en matière de prise en charge des travailleuses du sexe, et enfin la formation des acteurs locaux dans la formulation et la gestion des projets pour la prise en charge des travailleuses du sexe. Deux cents enfants et orphelins du VIH ont ainsi été pris en charge grâce à des activités communautaires et des visites à domicile et extrahospitalières seront effectuées en faveur des prostituées, de leurs enfants et orphelins infectés et ou affectés par le VIH/Sida.

Le Projet Fonds Mondial - Volet VIH/Sida a comme but de renforcer les capacités des ONG et OCB dans la mise en œuvre de programmes en direction des groupes vulnérables. Plus spécifiquement, Enda Santé a pu cartographier les groupes vulnérables, identifier les déterminants sociaux et les services adaptés aux groupes vulnérables (prostituées, homosexuels, etc.) dans quatre régions du Sénégal, et former les leaders des OCB et ONG. Le projet intervient principalement dans les régions de Dakar, Thiès, Kaolack, et Saint Louis. Sa mise en œuvre s'est structurée autour des activités suivantes : l'exécution de missions exploratoires, les analyses situationnelles, les ateliers de formation et d'échange, l'appui technique individualisé aux ONG/OCB pour la finalisation des projets. Le Projet Fonds Mondial a permis la réalisation de cinq plans de mise en œuvre réalisés dans quatre régions du Sénégal. En plus, quarante OCB et ONG ont été formés, vingt projets en direction des groupes vulnérables ont été élaborés et soumis au CNLS par des associations et ONG de quatre régions du Sénégal.

Enda Mali, met en œuvre depuis plusieurs années deux initiatives : le Projet de lutte contre les IST/ VIH SIDA dans le cercle de Doïla (2003-2005) et le Programme de lutte contre les IST/VIH/SIDA dans les régions de Ségou & Mopti. Le Projet de lutte contre les IST/ VIH SIDA dans le cercle de Doïla (2003-2005) concerne l'ensemble des villages des communes de Kaladoudougou et de Wacoro dans le cercle de Dioïla, soit au total 29 villages polarisant une population d'environ 40'000 habitants. Il agissait d'un programme de deux ans dont le but était de réduire la transmission du VIH/Sida, ainsi que son impact sur les individus et la communauté. Plusieurs activités ont ainsi été réalisées :

- 1) informer et sensibiliser les aides familiales sur les IST/Sida par l'organisation et l'animation de causeries éducatives ;
- 2) amener les aides familiales et les vendeuses ambulantes à percevoir l'épidémie du VIH/SIDA comme un problème de développement, à élaborer et à mettre en œuvre un plan d'action communautaire de lutte contre les IST/Sida;
- 3) amener les aides familiales à fréquenter les centres de santé communautaires ;
- 4) fournir un service de conseil et de dépistage volontaire du VIH et un service de soin d'accompagnement pour toutes les personnes qui le souhaitent.

Signalons que les activités de communication pour le changement de comportements se sont focalisées sur des causeries, des visites à domicile, le counseling, les projections vidéo et les émissions radiophoniques. Les pairs éducateurs ont fait des références des cas d'IST et de dépistage aux





centres de santé communautaires de Wacoro et Kola et au centre de santé de référence de Dioïla et il a été organisé le recyclage de 40 pairs éducateurs et la distribution de milliers de préservatifs masculins. Le Programme de lutte contre les IST/VIH/SIDA dans les régions de Ségou & Mopti a eu pour domaines d'intervention la prévention et le conseil-dépistage au niveau de 133 villages de ces régions. Il a visé à réduire la transmission du VIH, ainsi que son impact sur les populations, à travers plusieurs actions spécifiques :

1. mettre en place 4 Centres Communautaires de Dépistage Volontaire (CCDV) fonctionnels dans les zones d'intervention du programme d'ici juillet 2006 ;
2. amener au moins 500 personnes par localités d'intervention du programme à effectuer un test de dépistage volontaire VIH d'ici juillet 2006 ;
3. améliorer les connaissances d'au moins 60% des populations des localités d'intervention du programme en matière d'IST/VIH/SIDA d'ici juillet 2006 ;
4. amener 60% de la population sexuellement active des localités d'intervention du programme et à adopter des comportements de développement personnel (compétences de vie) en faveur d'une prévention efficace de la transmission du VIH d'ici juillet 2006 ;
5. amener au moins 50% des personnes infectées et affectées par le VIH des zones d'intervention à s'organiser en association pour leur épanouissement et l'amélioration de leur condition de vie d'ici juillet 2006 ;
6. renforcer les capacités de l'ensemble d'au moins 12 acteurs de la lutte contre le VIH/SIDA de l'ensemble des zones d'intervention du programme d'ici juillet 2006.

Le programme se situe dans le contexte socio sanitaire de réduction de l'incidence du VIH/Sida dans la commune de Ségou. En effet, il y a deux constats majeurs, selon l'enquête ISBS :

- 1) il existe des groupes socio professionnels vulnérables que composent les aides ménagères, les apprentis chauffeurs, les chauffeurs, les vendeuses ambulantes, etc.
- 2) il existe une multiplicité de ces groupes qui par un phénomène d'exode rural affluent de ces zones périphériques vers les capitales régionales et Bamako et où les canaux habituels de communication n'atteignent pas ces groupes efficacement.

En l'absence de comportement développement personnel efficace cet exode rural, pratiqué par la plupart des ressortissants de ces zones, est un facteur d'importation locale des IST/Sida et constitue un grand danger pour la population rurale. Selon la dernière enquête démographique et de santé réalisée au Mali (EDS III), la prévalence des IST/Sida dans la population générale est de 1,7%, tandis que la prévalence régionale pour Ségou est de 2%. D'où l'urgence d'entreprendre des actions concrètes pour y freiner l'extension de l'infection. C'est dans le but de contribuer à relever ce défi et répondre aux objectifs du Fonds Mondial qu'Enda a entrepris de mettre en œuvre un projet de lutte contre le VIH/Sida dans la commune de Ségou. La région de Ségou, de par sa position centrale et ses axes routiers est un grand carrefour par le lequel il faut obligatoirement transiter pour passer des trois régions du sud du Mali aux quatre régions du nord du Mali. De plus, c'est une région qui fait frontière directement avec la Mauritanie au Nord, et le Burkina Faso au sud.

## Plantes médicinales et soins alternatifs

**Enda Santé Plantes Médicinales**, basé à Dakar, s'est lancé depuis plus d'une décennie dans la valorisation de la Médecine Traditionnelle et la promotion des plantes médicinales, avec pour ambition de proposer aux populations des alternatives efficaces pouvant pallier les difficultés d'accès aux structures sanitaires officielles et à des soins appropriés. C'est ainsi qu'en collaboration avec le Groupe de Recherche sur les Plantes Médicinales,



Enda est arrivé à confectionner des dossiers scientifiques sur cinq plantes et à produire des médicaments à base de plantes aujourd'hui distribués dans des officines de pharmacies et postes de santé de l'agglomération dakaraise. La sécurisation de l'accès aux plantes en quantité et en qualité suffisantes a aussi été une question de recherche qui a permis de confirmer l'option de la mise en culture des plantes médicinales par des groupements de producteurs organisés et de l'érection de zones de mise en défens pour la protection des espèces menacées.

Devant les résultats obtenus lors de l'étude sur la filière de distribution traditionnelle des plantes médicinales, le projet d'appui et d'encadrement des herboristes pour l'amélioration des conditions de vente des plantes médicinales dans les marchés a démarré en 2002. Ce travail a montré que les plantes médicinales peuvent être une alternative aux difficultés d'accès aux soins de la grande majorité des populations sénégalaises et du tiers-monde en général, mais aussi aux successives mauvaises campagnes agricoles comme source de revenus supplémentifs. Des résultats ont été rendus possibles grâce à l'appui de partenaires comme la Coopération autrichienne, l'ONG autrichienne IIZ, devenue aujourd'hui Horizon 3000, LED, Le CRDI et l'UICN. C'est avec les partenaires, LED et Horizon 3000, que le Programme "Appropriation des Plantes Médicinales" (APM) ou Enda II a été conçu pour une première phase allant de 2005 à 2007.

Enda Santé Plantes Médicinales a établi dans le cadre de ses interventions une approche originale fondée sur quatre préoccupations majeures :

1. Le renforcement des capacités des producteurs en culture et cueillette des plantes médicinales ;
2. Le développement chez les producteurs des compétences en matière de techniques de conservation et de commercialisation des plantes médicinales ;
3. La promotion chez une couche importante d'herboristes, du respect des conditions d'hygiène et de salubrité dans la vente des médicaments traditionnels ;
4. Le suivi, la documentation et la diffusion des expériences.



L'entité a procédé, en février 2005, au lancement du Projet Appropriation des Plantes Médicinales (APM) qui se situe dans la continuité des projets qui l'ont précédé et devrait permettre de préserver et de renforcer les résultats déjà enregistrés. Plusieurs raisons justifient de l'importance de ce projet financé par Horizon 3000.

- I. Pour les producteurs de plantes médicinales, le projet APM va accompagner les producteurs dans la maîtrise totale de la filière des plantes médicinales, depuis la culture jusqu'à la vente, en passant par la transformation. Ils vont ainsi acquérir des capacités qui leur permettront de former d'autres groupes socio professionnels. Le projet APM va donc accorder une importance particulière à l'augmentation du nombre de bénéficiaires de parcelles pour un accès plus facile et plus durable aux plantes médicinales. Huit nouveaux sites ont été identifiés (5 à Kayemor et 3 à Nganda).
- II. Pour les herboristes, le Projet APM devrait faciliter l'acquisition de capacités nouvelles pouvant faciliter l'écoulement des plantes. Ils seront dotés de compétences en gestion des stocks et deviendront de bons relais pour la sensibilisation des populations sur l'importance des plantes médicinales et la protection de l'environnement.







Le Centre de Formation en Santé et Développement  
d'Enda Madesahel à Mbour (Sénégal)

ENDA TIERS MONDE RAPPORT ANNUEL 2005



Enda Madesahel (Méthodes Appliquées au Développement du Sahel), basé à Dakar, a mis en œuvre en 2005 plusieurs interventions orientées vers la culture des plantes médicinales et la confection galénique de produits destinées à certaines structures de santé du pays. L'entité dispose d'un Centre de Formation en Santé et Développement à Mbour (Sénégal), à l'intérieur duquel un jardin botanique est le cadre d'expérimentation de la culture de 55 variétés de plantes dont 43 sont à usage thérapeutique. Cela a valu au jardin de recevoir plus de 200 visites par an, d'étudiants nationaux et étrangers, de chercheurs et autres personnes intéressées par ces activités, dont certains en provenance d'Europe ou d'autres pays du Nord. Des activités intégrées aux sessions de formation organisées dans le centre, pour un D.E.S. et une Maîtrise en Santé Publique, délivrées par Enda Madesahel à des dizaines d'étudiants sénégalais et étrangers, en collaboration avec l'Institut de santé et développement (ISED) de l'Université de Dakar.

# ENDA TIERS MONDE RAPPORT ANNUEL 2005



Enda Ecopole : quelques alternatives de santé communautaire pour un accès aux Soins de Santé Primaires (SSP)

#### **LA NUTRITION COMMUNAUTAIRE**

Le volet nutrition communautaire concerne prioritairement les enfants de 0-5 ans, les femmes enceintes et celles allaitantes des zones d'intervention des districts sanitaires de Dakar Centre Ouest. Pour l'amélioration de la situation nutritionnelle des groupes susmentionnés, un paquet d'activités communautaires est déroulé, en collaboration avec les populations et les services techniques décentralisés de l'Etat (Districts de santé, autorités locales et administratives, Centres de Promotion et de Réinsertion Sociales). Ce paquet d'activités concerne : la pesée mensuelle des enfants et le Suivi Promotion de la Croissance (SPC), l'offre de services à base communautaire avec les démonstrations culinaires, la mise en place d'un dispositif de distribution de médicaments essentiels, la distribution de Moustiquaires imprégnés, la supplémentation en micro nutriments et en fer.

Parallèlement à ce volet de services, des actions d'Information, d'Education et de Communication pour un changement de comportement sont développées et se traduisent par des causeries et mobilisations sociales, lors desquelles des messages clés de la Prise en Charge Intégrée de la Maladie des Enfants (PCIME) sont véhiculés par les acteurs communautaires et les infirmiers chef de poste. Les résultats suivants chiffrés sont obtenus pour l'année 2005, selon quelques indicateurs clés, notamment le pourcentage d'enfant pesés par rapport à la cible et le taux de malnutrition au niveau des deux districts d'intervention : 132 563 enfants pesés, 889 séances de causerie réalisées et 20 807 femmes ayant assisté aux causeries.

#### **LA LUTTE CONTRE LE SIDA, ACTION TRANSVERSALE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ**

Les actions de prévention et de lutte contre le sida constituent pour enda écopole une action transversale pour l'ensemble de son dispositif d'intervention. En effet, de par la nature multidimensionnelle et multifactorielle, la question de la pandémie du sida nécessite la mise en place d'un partenariat très opérationnel. C'est ainsi que l'ensemble des acteurs, directs et/ou associés, au niveau des zones d'intervention se sont retrouvés au niveau des cadres de planification et de mise en œuvre des actions. Il s'agit des élus locaux et autorités administratives, du personnel de santé, les leaders associatifs et d'Organisations Communautaires à la Base (OCB).

#### **APPUI À L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS SOCIO SANITAIRES DES ARTISANS RÉCUPÉRATEURS ET RECYCLEURS DE MBEUBEUSSE**

Le travail des récupérateurs de Mbeubeuss se passe dans des conditions difficiles qui les expose à plusieurs risques, face à un terrain présentant toutes sortes de danger sanitaire. Avec l'appui de la coopération Luxembourgeoise, le poste de santé de la maison communautaire a été réhabilité, doté de médicaments essentiels et d'équipements. Ainsi les récupérateurs se sont regroupés en une mutuelle de santé avec plus de 300 membres. Une nouvelle dynamique est lancée ainsi que plusieurs séances de sensibilisation sont organisées pour attirer l'attention sur les grands fléaux tels que le MST/Sida, la drogue. Des campagnes de vaccination (tétanos) restent dans les préoccupations de l'Infirmier Chef de poste et l'Association des recycleurs. Actuellement le taux de fréquentation du service de santé prend de plus en plus d'importance puisque toutes les populations environnantes viennent vers la case de santé. Un partenariat Institutionnel avec le district de Malika est amorcé avec l'appui des autorités locales et les populations.





## 8 Education alternative

Les cibles 3 & 4 des OMD invitent à donner, d'ici 2015, à tous les enfants, garçons et filles, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires, et à éliminer les disparités entre les sexes dans les enseignements primaire et secondaire, et à tous les niveaux de l'enseignement, en 2015 au plus tard. C'est dire que l'atteinte des objectifs d'éducation pour tous dans les pays du Sud, reste une préoccupation permanente de l'ensemble des acteurs du développement. L'action d'Enda en la matière reste tributaire des nombreux efforts que fournit l'organisation dans l'accès des plus démunis aux services sociaux de base et dans la promotion d'une citoyenneté active de toutes les composantes de la société. Ainsi conçue, comme socle ou comme levier, l'éducation constitue pour Enda l'un des domaines d'expérimentation sociale les plus intéressants, au sens où elle lui permet depuis de nombreuses années de dégager de nombreuses propositions alternatives.

Plusieurs entités se sont encore investies dans ce domaine en 2005, autant dans l'appui aux initiatives populaires d'éducation et de formation, que dans l'éducation intégrée des adultes et l'éducation à la vie citoyenne. Ces activités qui intègrent également la promotion de la solidarité scolaire et du partenariat avec les autres acteurs de l'éducation, ont permis de développer l'éducation alternative à travers deux préoccupations majeures. Renforcer, d'une part, les systèmes éducatifs formels et non formels, avec des apports innovants et efficaces. Et d'autre part, promouvoir les modèles alternatifs qui offrent des opportunités de réaliser les objectifs d'éducation pour tous dans les pays du Sud, notamment en ce qui concerne l'éducation intégrée des adultes, les formations non formelles en faveur de l'enfance et la jeunesse en difficulté, l'alphabétisation des femmes, etc.

### Renforcer les systèmes éducatifs

**Enda Ecopole**, basé à Dakar, milite pour un développement qui prenne en compte les aspirations de toutes les catégories sociales à l'éducation et à la formation. Ce choix s'intègre en parfaite harmonie avec les OMD en faveur de l'Education pour Tous (EPT) qui est d'arriver d'ici 2015 à éradiquer l'analphabétisme. Au moment où les résultats obtenus dans ce domaine restent très mitigés (le secteur éducatif touche aujourd'hui les deux tiers de la population au Sénégal selon le Rapport sur le développement humain de 2002), avec un taux brut de scolarisation dans l'élémentaire qui était de 76% en 2003. S'inscrivant ainsi dans une logique contributive, Enda Ecopole appuie diverses activités d'éducation en faveur des enfants et adultes des quartiers défavorisés. Ces activités s'articulent autour de quelques grandes lignes :

1. l'appui aux Initiatives Populaires d'Education et de Formation (IPEF) ;
2. l'éducation intégrée des adultes ;
3. L'éducation à la vie citoyenne ;
4. Plaidoyer et dialogue politique.

Tout en s'efforçant de faciliter l'accès des enfants démunis à l'école, Enda Ecopole a mis l'accent, pour l'année scolaire 2005-2006, sur la qualité des apprentissages, passage obligé si l'on veut faire des Formations Coins de Rue (FCR) une alternative politique crédible. De ce point de vue, avec l'Association des Formations coins de Rue (AFCR) l'entité a été procédé à une évaluation des priorités des Formations Coins de Rue à Dakar et dans sa banlieue. En plus des fournitures de classe, des supports pédagogiques du maître ont été distribués (livres de calcul, de lecture, grammaire, langage, avec un accent particulier sur les classes du cours d'initiation (C.I.) et du Cours Moyen 2e année (CM2), les crèches et les niveaux 1 à 6 pour



les écoles franco-arabes. Dans un souci de diffuser plus largement et de favoriser des échanges autour des innovations pédagogiques engrangées, en collaboration avec Mosaïque du Monde, l'Empire des Enfants et les FCR, il a été mis en ligne les expériences pédagogiques pour partager tout le travail réalisé avec les Formations Coins de Rue (<http://afcr.mosaiquedumonde.net>).

Cette expérience en cours a débuté avec une Formation Coin de Rue de la zone IV (Yeumbeul) comme école pilote et s'élargira progressivement aux autres zones. Après un atelier inaugural sur le conte en partenariat avec la l'Agence Intergouvernementale de la Francophonie et l'Institut Fondamental d'Afrique Noire (IFAN), une série d'autres ateliers sur le conte à l'école se sont déroulés au niveau des sept zones d'intervention de l'AFCR. Pour combler le déficit, Le manuel "lire et écrire ensemble" a été reproduit en 1000 exemplaires et distribuer au cours de l'année scolaire 2004/2005 dans les FCR.

**Enda Ecopole** a également initié un Programme Solidarité Scolaire initié pour prendre en charge quelques enfants issus de familles démunies, connaît une évolution dans sa démarche et a pris un nouvel envol au cours de l'année 2005. Le but de cette intervention est d'accroître l'égalité des chances des groupes d'enfants restés en marge des progrès sociaux en leur garantissant leur droit à l'éducation et à la scolarisation. Son domaine d'action cible les zones de grandes précarités comme les bidonvilles et les quartiers populaires. Ainsi, plus de 240 enfants ont été inscrits et régulièrement suivis dans les écoles publiques. En outre, une importante donation en matériel scolaire a été allouée aux différentes FCR en guise d'appui. Dans cet esprit, l'entité a consacré des efforts soutenus pour accompagner le travail de sensibilisation sur les inscriptions au cours d'initiation, notamment pour les fillettes conformément aux objectifs de scolarisation universelle d'ici 2015.

Enda Bolivie mène une action dont la motivation principale réside dans le renforcement des systèmes d'éducation formelle, afin d'en accroître la couverture et l'efficacité dans les villes boliviennes de Riberalta, Guayaramerin et El Alto. L'entité a ainsi mené plusieurs interventions en faveur de l'insertion, le suivi et l'aide scolaire de nombreux élèves, garçons et filles, faites aussi bien au sein des familles qu'au niveau des écoles. Plusieurs directions ont ainsi été données aux activités :

1. l'inscription scolaire, dans les cas où les parents omettent de le faire ;
2. la réinsertion scolaire lorsqu'il s'agit des nombreux cas d'abandon scolaire ;
3. les formations de mise à niveau, réalisées en partenariat avec le Ministère bolivien de l'Education.

C'est le ministère qui a offert à Enda l'essentiel des moyens humains (enseignants) nécessaires à la prise en charge de la phase de mise à niveau. Le suivi psychopédagogique a été effectué Enda Bolivie et a aussi intégré des aspects importants comme les visites inopinées dans les établissements scolaires et le contrôle du niveau de réussite. Ce qui s'est traduit par l'obtention de résultats fort encourageants matérialisés par un pourcentage élevé de réussite scolaire, véritablement exceptionnel dans le contexte local. La conscientisation des enseignants sur la situation des certains parents qui n'ont pas les moyens de veiller à l'éducation de leurs enfants et sur la patience et la compréhension dont ils doivent faire montre à l'égard des élèves difficiles, a été un élément important du travail d'Enda, qui se justifie par la volonté d'éviter que les efforts fournis tout au long du processus ne soient vains.

Enda Océan Indien s'investi depuis plusieurs années dans le cadre de l'éducation alternative et notamment à travers le Programme de renforcement des capacités des animateurs éducateurs et leaders de quartier. Ces activités de formation visent à développer les savoirs, savoir-faire et savoir être des acteurs sociaux, pour donner plus d'impact à leur action d'éducation et d'encadrement des personnes en situation difficile (PSD).



Les activités menées dans le cadre de la Formation des animateurs Educateurs ont totalisé plus de cent quatre vingt jours cumulés de sessions de formation en leadership, en techniques d'animation sociale et en sciences pédagogiques. Une initiative qui a permis d'aboutir à de nombreux résultats significatifs comme :

- 1) la professionnalisation des animateurs des associations qui agissent auprès des PSD, par le renforcement de leurs compétences dans la conception et l'animation d'actions adaptées aux besoins des PSD ;
- 2) l'assimilation pratique et dynamique de la formation face aux réels du terrain, avec la proposition de regroupements des animateurs diplômés en ateliers pédagogiques ;
- 3) le soutien des actions caritatives des jeunes leaders, avec des formations aux outils et techniques d'accompagnement de groupes de personnes en situation difficile ;
- 4) la proposition de formations "à la carte" aux organismes, afin de répondre à des demandes spécifiques.

Au vu des résultats très positifs obtenus jusque là, le Centre de Formation des animateurs Educateurs (CFAE) a souhaité poursuivre ses actions, avec l'organisation d'une formation de 65 jours pour un groupe d'une vingtaine d'animateurs, de deux formations de leaders, de quatre ateliers pédagogiques et d'une Session Océan Indien. Le CFAE a également souhaité se rapprocher des autres organismes de formation, afin de mieux connaître les actions de chacun et offrir une vraie complémentarité.

### Enda Graf Sahel : la Maison de l'Education comme espace de construction des apprentissages

La Maison de l'Education, comme son nom l'indique, est un espace de construction des apprentissages, fédérateur au sens où il est composé de plusieurs organisations travaillant dans le domaine de l'éducation formelle et non formelle. En 2005, la Maison de l'Education venait d'avoir juste un an d'existence. Les organisations qui y sont présentes ont leurs propres programmes et leur autonomie d'intervention, mais interviennent ensemble sur des chantiers transversaux.

Parce que l'éducation est un processus qui dure toute la vie, à travers lequel se développe l'ensemble des capacités qu'une personne porte en elle, aussi bien au niveau individuel qu'en tant que membre d'une société. Pour favoriser un plein développement des ressources humaines, il importe donc d'agir à différents niveaux incluant à la fois les systèmes formels et non formels, les formations initiales et les apprentissages en situation (expérience professionnelle ou personnelle, formation continuée, perfectionnement, etc.). Cette action, pour être efficace, doit être portée par un plus grand nombre d'acteurs significatifs dans la perspective de produire un changement de qualité dans le système. La reconnaissance professionnelle, qui passe souvent par la validation des acquis de la formation ou de la pratique professionnelle est, ainsi, une clé importante pour accéder à une dignité en tant que personne, aux plans social, économique, culturel, etc.

La Maison de l'Education n'a pas, pour le moment, de financements propres, et fonctionne à partir des cotisations des organisations qui la composent. Elle n'a pas un personnel spécifique, à part l'Administratrice, s'appuie sur des personnes ressources issues des organisations membres, et mène une réflexion sur un chantier transversal qu'est la validation des compétences. L'initiative a un domaine d'action qui se situe au carrefour des actions de ses membres et du travail de l'ensemble des opérateurs éducatifs. Sa mission est 1) de faciliter la réappropriation des formes d'éducation pour encourager la diversité, 2) d'aider l'Etat à se positionner face à une éducation plurielle et décentralisée et 3) de faciliter l'émergence d'entreprises éducatives.

Les organisations travaillant dans le cadre de cette initiative sont les membres (la Coalition Nationale pour l'Education pour Tous (CNEPT), la Coordination Nationale des Opérateurs en Alphabétisation (CNOAS), le Réseau International et Solidaire d'Opérateurs en Alphabétisation (RISOA) et le Collectif National de l'Education Alternative et Populaire (CNEAP) ; mais aussi le CEPAS et le Ministère de l'Education du Sénégal. La réflexion en cours devrait aboutir au montage d'un dossier à présenter aux partenaires au développement pour l'obtention d'un financement.





## Promouvoir les modèles alternatifs

**Enda Ecopole** a renforcé son appui aux initiatives populaires d'éducation et de formation dans certains quartiers défavorisés de Dakar, comme Baraka, Khadimou Rassoul, et Colobane Wakhinane. Parmi les nombreuses initiatives développées dans ces quartiers, l'éducation constitue une des options majeures d'Enda, comme forme d'accompagnement des populations dans la recherche de solutions durables à leurs problèmes. Plusieurs volontaires ont été associés dans l'animation de programmes d'éducation et de formation dans les quartiers partenaires. Une option cumulativement menée avec des programmes de renforcement et de capacités des FCR.

Enda Ecopole co-anime, par ailleurs, le Programme EDUCAL II, de renforcement de capacités des éducateurs du secteur non formel des FCR, en partenariat avec d'autres entités d'Enda (Enda Graf Sahel et Enda Diapol), des organisations de la société civile et NOVIB. Ce Programme EDUCAL II expérimente la pédagogie active en vue de mieux promouvoir la démocratie participative à l'école et hors de l'école avec comme principaux partenaires à la base l'Association Sénégalaise de l'Ecole Moderne (ASEM), la Coordination Nationale des Opérateurs en Alphabétisation au Sénégal (CNOAS), les Inspections Départementales de l'Education Nationale et l'Association des Formations Coins de Rue (AFCR). Plusieurs sessions de formation sur l'approche par les compétences ont été organisées à Pikine, Yeumbeul, Guédiawaye et Thiaroye, ainsi qu'à l'Ecopole Ouest Africaine, au bénéfice de 415 éducateurs du non formel et sur l'animation et la mise en place de cellules école-milieu au bénéfice de 500 élèves délégués des écoles partenaires, entre mars et novembre 2005.

L'éducation intégrée des adultes est également une des principales préoccupations d'Enda Ecopole. Elle s'adresse particulièrement à des couches vulnérables (filles migrantes employées de maison, femmes lavandières, gargotières, groupements féminins, etc.) et découle d'un travail de proximité mené auprès des populations défavorisées, répondant ainsi à une préoccupation exprimée par les groupes de base pour faire face à leur quotidien. Il s'agit, par ce biais, de dérouler une batterie de services, avec pour toile de fond, l'alphabétisation fonctionnelle qui confère aux groupes de base des moyens appropriés leur permettant de jouer les rôles qui leurs sont dévolus : agir en citoyens conscients de leurs droits et devoirs. Les activités d'éducation intégrée ont porté essentiellement sur la pérennisation des acquis du programme avec 600 femmes bénéficiaires dans les domaines suivants:

- 1) le développement de l'environnement lettré ;
- 2) la consolidation des activités génératrices de revenus (AGR) ;
- 3) le renforcement des réseaux ;
- 4) le renforcement de capacités en organisation, gestion de groupes, en dynamiques de groupes.

En vue d'un accompagnement dans leurs efforts, un travail de recherche-action formation sur la situation des enfants dans les écoles coraniques a également été lancé. Ce programme transversal, co-animé par Enda Jeunesse Action, Enda Graf Sahel et Enda Ecopole, en partenariat avec Save The Children, a été conduit dans onze villes du Sénégal. Entre autres objectifs, il s'agit de comprendre les modes et les dynamiques d'organisation des écoles coraniques, de procéder à l'identification des acteurs impliqués et de formuler des stratégies et projets pouvant améliorer le modèle éducatif en vigueur dans les écoles coraniques. Ce travail a abouti à l'organisation d'ateliers locaux de diagnostic et de définition d'axes stratégiques tenus au mois de mai 2005, suivis de deux ateliers nationaux de mise en commun et d'adoption du rapport en juin et août 2005. Des programmes sur la formation pédagogique des maîtres d'écoles coraniques ont fait l'objet d'une expérimentation dans la période de septembre à novembre 2005.

En outre, la formation aux techniques d'animation est un instrument efficace d'Enda Ecopole dans son action en faveur des jeunes. Ainsi, en



partenariat avec le Groupe de Recherche et d'Action sur les Collectivités Educatives (GRACE), le Collectif d'Education Alternative (CEA) et le Centre d'Entraînement aux Méthodes d'Education Active (CEMEA), un certain nombre de sessions de formation ont été organisées en monitoring des collectivités éducatives, avec comme principales activités, 1) le renforcement des capacités d'intervention des OCB, 2) la dotation d'outils d'animation performants et de formations diplômantes aux jeunes, 3) la mise au service des OCB de moniteurs de collectivités éducatives répondant aux besoins d'accompagnement des enfants et jeunes des quartiers.



**Enda Graf Sahel** a initié un nouveau projet visant à favoriser l'accès et le maintien accru des filles rurales à l'école, l'éradication des mutilations génitales féminines et la promotion d'une santé reproductive responsable en milieu rural. Ce Projet Persuadeurs Communautaires a des activités qui prônent un changement de comportements des parents, surtout des mères, à travers la sensibilisation, la formation des acteurs, pour une prise de conscience des populations des dangers de la déscolarisation et du mariage précoce des jeunes filles. L'initiative doit être véhiculée à travers les réunions communautaires d'information et le plaidoyer auprès des décideurs et leaders d'opinions. Ce qui devrait permettre de mieux impliquer ces derniers à la politique de promotion d'une santé de la reproduction responsable en milieu rural. Un observatoire, mis en place pour offrir aux jeunes filles victimes d'abus, facilitera la constitution d'une plate-forme d'expression et un accompagnement social. Le parrainage des filles assurant la prise en charge d'une scolarisation soutenue et un enregistrement au registre de l'état civil est également un aspect des activités à mener qui sont de :

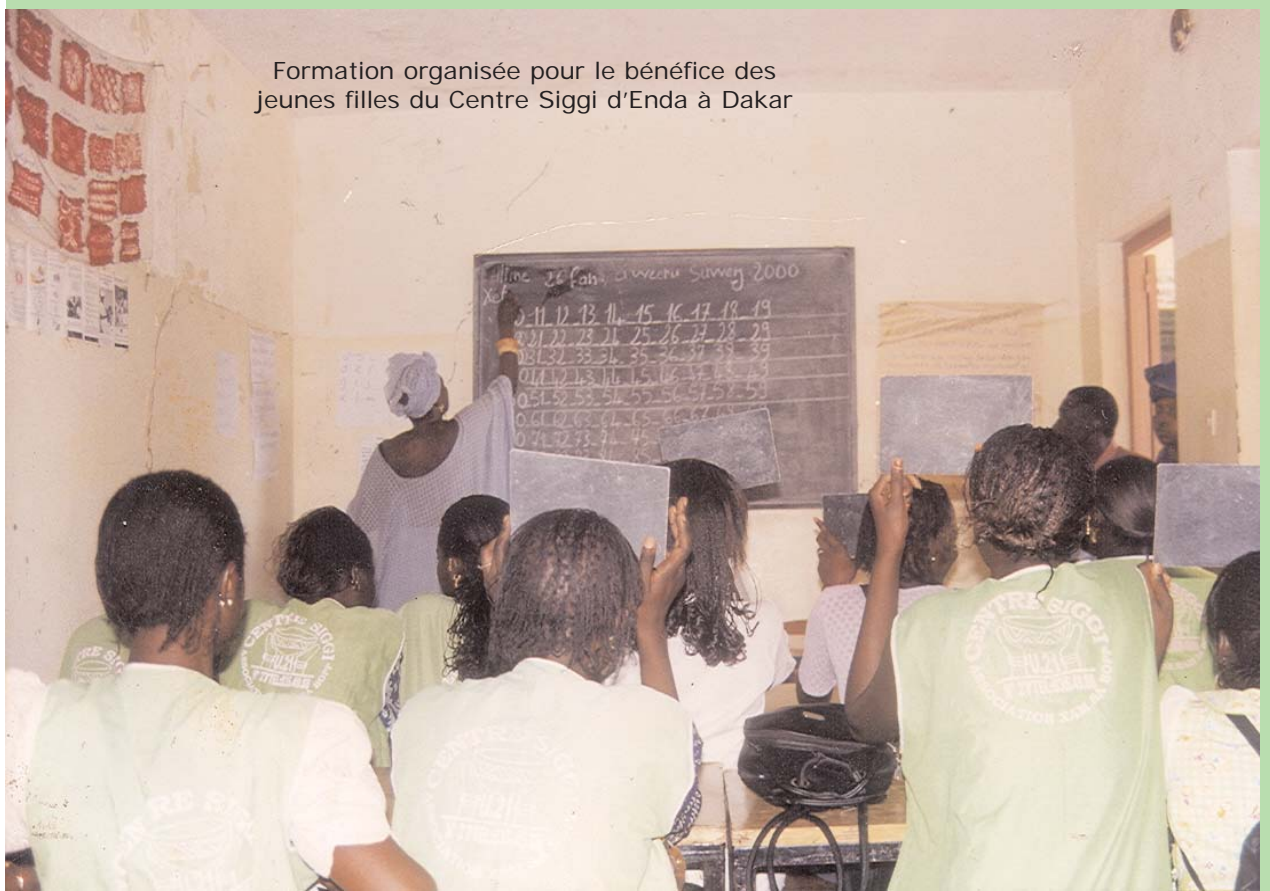
1. former des "Persuadeurs Communautaires" pour conduire des activités d'encadrement des filles et de sensibilisation des parents surtout les femmes pour accroître le taux de scolarisation des filles et améliorer l'Etat de santé des femmes en milieu rural ;
2. mettre en place un observatoire sur le retrait prématuré des filles de l'école et sur leur exode massif vers les capitales régionales ;
3. promouvoir une santé reproductive de qualité chez les femmes en milieu rural ;
4. éradiquer dans les zones cibles les mutilations génitales des femmes.



**Enda Eddoc** (Edition Diffusion Documentation), basé à Dakar, en plus de ses missions traditionnelles de coordination de l'activité éditoriale et de diffusion des publications d'Enda, développe d'autres initiatives visant à la prise en charge des besoins d'éducation à travers l'Education au Développement Durable (EDD), l'Education Pour Tous (EPT), notamment pour le bénéfice des adultes et des auditoires radiophoniques, et l'Education à la Citoyenneté et à la Culture de la Paix en Afrique de l'Ouest. Ce faisant, l'entité assure à travers l'Education au Développement Durable une pérennisation et une extension de l'expérience acquise auparavant dans le champ de l'éducation environnementale, développée de 1989 à 1997 (par l'ancienne équipe EDEV d'Enda) dans près de 80 sites situés à la fois en milieux formel et non formel, urbain, semi urbain et rural, et en zone nomade et semi-nomade de trois régions du Sénégal, ainsi qu'au Burkina Faso et au Mali.

En 2005, Enda Eddoc a mis en œuvre au Sénégal un important volet d'alphabétisation fonctionnelle, au bénéfice des femmes transformatrices des poissons de Kayar (en langue nationale wolof) et de Mboro (en pulaar). Sollicitée en 2004 par la Mairie de Lorient, jumelée à celle de Kayar, et du Collectif national des pêcheurs, dont les femmes transformatrices de poissons constituent l'une des cellules, l'alphabétisation a été mise en œuvre en 2005 au bénéfice d'une cinquantaine de bénéficiaires. La première session a été effectuée de mars à octobre 2005, soit une durée totale de 7 mois et demi. Elle a fait l'objet d'une évaluation rigoureuse par l'Inspecteur Responsable Régional de l'Alphabétisation, secondé par l'inspecteur Responsable Départemental de l'Alphabétisation.

Après avoir partagé les grandes lignes de l'évaluation sur les performances des apprenantes, mais aussi de l'encadrement, les évaluateurs ont mis à profit les enseignements tirés de celle-ci pour procéder aux réajustements en vue d'une meilleure efficacité de la session suivante. Une formation spécifique à la seconde session a été délivrée à l'encadrement avec l'accord des partenaires Lorientais. Elle est intervenue en décembre 2005, et a permis de lancer la seconde session en début 2006. Quant aux actions conduites au bénéfice des villages peuhls situés dans la zone au sud de Mboro, elles ont permis l'ouverture de quatre classes totalisant 81 apprenantes et apprenants. Les cours ont démarré en début février et se sont étalés sur six mois et ont abouti à des résultats en demi teinte, avec des approches originales qui pourraient toutefois inspirer des activités de répliation dans d'autres régions du Sénégal.



Formation organisée pour le bénéfice des jeunes filles du Centre Sigi d'Enda à Dakar





## 9 Entreprenariat féminin

La prise en compte des questions de genre dans les stratégies de lutte contre la pauvreté est aujourd'hui telle, que la majorité des partenaires au développement posent la mise en place de stratégies d'aide en direction des femmes comme une condition préalable à leur appui. Il faut dire qu'aucune action de développement n'a pu avoir jusqu'ici un impact réel sans prendre en charge ce biais majeur qu'est la situation de marginalisation socioéconomique des femmes dans la plupart des pays du sud. De ce point de vue, lutter contre la pauvreté revient à lutter contre la "féminisation de la pauvreté". Ce qu'Enda a compris depuis plus d'une décennie, en multipliant, concomitamment à ses autres démarches, les initiatives ayant pour finalité le renforcement des capacités commerciales et de gestion des femmes organisées en micro et petites entreprises ou en groupements d'intérêt économique (GIE). Le renforcement des capacités économiques et financières des femmes devient ainsi un souci constant des entités d'Enda, car il constitue l'un des préalables à la création de micro et petites entreprises féminines en milieu urbain et rural. Cette promotion de l'entreprenariat féminin procède d'une préoccupation axiale de nos jours : faire en sorte que les revenus de femmes augmentent considérablement, de sorte qu'elles puissent améliorer leur contribution déjà fort importante, voire prépondérante, dans l'économie des ménages et ainsi améliorer les conditions de vie des familles démunies.

Enda Inter Arabe, basé à Tunis, développe des services de micro crédit au service des habitants des quartiers populaires et plus spécifiquement, des femmes. L'action de l'entité s'inscrit dans une stratégie de lutte contre la pauvreté et d'amélioration des conditions de vie des plus démunis par l'appui à la création de micro entreprises et partant, à la création d'emplois au profit des femmes. Aussi, en donnant la priorité aux femmes, Enda contribue-t-il au renforcement de sa contribution au développement économique et social, ainsi qu'à l'épanouissement de la famille, un objectif prioritaire en Tunisie. Depuis plus de cinq années, les activités de l'entité sont exclusivement consacrées au soutien à la micro entreprise, à travers des services financiers (le micro crédit) et non financiers (la formation, l'appui à la commercialisation, la mise en réseau, etc.).

Enda Inter Arabe reçoit ici le premier Prix du Programme du Golfe Arabe pour les Organismes de Développement des Nations Unies (AGFUND) pour la "Contribution du micro-crédit à la réalisation des objectifs du Millénaire" (Capetown, Afrique du Sud, 09 décembre 2005).





L'Année internationale du micro crédit (2005) a coïncidé avec les 10 ans d'activité d'Enda Inter Arabe au service de la micro entreprise en Tunisie. Pour marquer ce double événement, plusieurs manifestations ont été organisées auxquelles ont pris part les micro entrepreneurs soutenus par Enda. Les objectifs chiffrés de l'entité pour 2005 étaient de porter le nombre de clients actifs à 24'000 personnes, le nombre de prêts octroyés à 39'000 et d'étendre les services financiers offerts au-delà des quinze antennes existantes implantées majoritairement à Tunis. Cet objectif a nécessité l'ouverture de six nouvelles antennes dans les régions sud, centre et ouest de la Tunisie et le renforcement du personnel par cinquante trois nouvelles recrues. L'autre objectif était d'améliorer les produits financiers et non financiers destinés à la micro entreprise. L'extension des services non financiers visait à améliorer l'insertion des clients aux marchés à travers l'organisation de foires et l'accès aux NTIC. Ces objectifs devaient permettre de mieux satisfaire les attentes des clients et d'améliorer les perfor-

mances financières de l'organisation. Les performances d'Enda lui ont permis d'accéder pour la première fois à des prêts commerciaux et ainsi d'assurer l'expansion des services. Cette étape a été décisive pour l'atteinte de l'objectif de parfaite autonomie financière de l'entité.

Enda Inter Arabe a dépassé ses objectifs de l'année 2005 avec, au 31 décembre, un portefeuille de 8,4 millions de dinars tunisiens (environ 5 millions d'Euros) et 25'000 clients actifs. Plus de 39'000 prêts ont été octroyés cette année, soit 50% de plus que l'année dernière et le double de ce qui avait été octroyé en 2003. Enda développe



Enda Inter Arabe a reçu en 2005 ce Certificat de Transparence attestant de la qualité de son intervention dans le micro-crédit dans le contexte tunisien en 2004

aujourd'hui une approche intégrée, en offrant à ses clients des services financiers et en proposant des services d'accompagnement (formations, conseils...) pour améliorer leurs performances économiques et réduire leur vulnérabilité. Les femmes bénéficiaires sont ainsi traitées en actrices économiques responsables et capables de payer les services de qualité au coût du marché. Aussi l'octroi de micro crédits est-il assujéti à la viabilité du projet et à un remboursement sans retard. Les personnes répondant à ces conditions accèdent à une ligne de crédit progressive allant de 150 à 5000 dinars (soit environ 90 à 3000 Euros). La méthode mise en œuvre permet d'initier progressivement les emprunteurs à la gestion de la dette et en même temps de diminuer les risques de non remboursement.

Grâce aux services non financiers fournis par l'organisation, les micros entreprises partenaires sont accompagnées dans le développement de leur activité. Une série de formations en comptabilité de base et des conseils sur la viabilité de leur projet et sur les opportunités de commercialisation de leurs productions leur sont proposés. La mise en relation avec des pairs ou avec des clients est également effectuée, en sus de réunions d'information, d'échange et de sensibilisation, avec des spécialistes sur des sujets divers tels que la santé, les questions juridiques, la famille ("cercles d'Enda"), ou à travers des supports audiovisuels et des bandes dessinées réalisées par Enda. Les formations proposées ont couvert des thématiques diverses telles que : la comptabilité de base, comme la tenue d'un cahier d'entrées & sorties de marchandises, de dépenses & recettes, les techniques de commercialisation, les approvisionnements, le calcul des coûts et la fixation d'un prix concurrentiel. Les clients contribuent de manière symbolique à ces formations, afin d'impliquer au maximum les





participants. Des diagnostics sont également réalisés auprès des micro entreprises dont l'activité a un fort potentiel de développement. Ils consistent en une identification du projet sur site par un spécialiste et en une réorientation discutée avec la micro entreprise. Le spécialiste étudie la situation de la micro entreprise et les pratiques de gestion, et donne par la suite des conseils pratiques sur des sujets tels que la tenue de la comptabilité, l'agencement du local, les achats, et la commercialisation. C'est ce qui lui permet d'établir un plan d'affaires avec la micro entreprise et un rapport de diagnostic individuel est présenté à Enda avec des recommandations concernant notamment les besoins en financement.



Femme tunisienne ayant bénéficié de l'appui d'Enda Inter Arabe à travers le micro-crédit pour le développement de ses activités commerciales

Enda Inter Arabe prévoit pour l'année 2006 d'atteindre 37'500 clients actifs avec un portefeuille de 13 millions de dinars tunisiens (soit plus de 7,7 millions d'Euros). Le réseau devrait donc être composé de 30 antennes et bureaux, soit neuf nouvelles antennes dans l'Ouest, le centre et le sud du pays, renforçant ainsi, dans certains cas, la présence de l'entité dont la vocation était d'intervenir dans les centres urbains, aux portes du milieu rural. De nouveaux produits financiers viendront par conséquent élargir l'éventail de services proposé à la micro entreprise et dans la perspective d'extension de l'action de l'entité dans le domaine des activités rurales. A cet effet, une phase d'étude et de test sera réalisée au cours de l'année 2006.

Quant aux perspectives des services non financiers, elles sont basées sur une expansion progressive visant à toucher un plus grand nombre d'entrepreneurs, en privilégiant les femmes micro entrepreneurs, particulièrement vulnérables, et ceux à fort potentiel. Un centre d'affaire sera opérationnel en début d'année 2006 pour permettre aux micros entreprises





d'accéder à des informations et à des outils de gestion, pour que leurs membres puissent être initiés et formés aux NTIC. Les services non financiers ont également pour cadre un projet financé par l'Union Européenne,



Le Président Ben Ali a honoré Enda Inter Arabe pour son action de développement

qui concerne plusieurs institutions de micro finance intervenant dans le monde arabe. Il s'agira essentiellement de former des agents spécialisés dans les services non financiers, pour démultiplier les formations et étendre les diagnostics et les appuis à la commercialisation. Une étude des secteurs porteurs doit être réalisée de manière à mieux orienter les projets de la micro entreprise et un réseau de commercialisation vers l'Europe devrait, par ailleurs, être mis en place au bénéfice des productions artisanales, en intégrant les circuits du commerce équitable.

**Enda Graf Sahel** a renforcé son action pour le développement de la micro finance au Sénégal en privilégiant le contexte social et culturel dans lequel les activités économiques se développent et en participant à l'élaboration et à la promotion d'alternatives durables en appuyant autant le développement des activités génératrices de revenus que celui des micro et petites entreprises, et des filières. C'est dans ce cadre que l'entité avait mis en place le Réseau des Caisse d'Epargne et de Crédit des Femmes (RECEC) qui, depuis près de vingt ans, étend son champ d'intervention et diversifie son soutien financier dans tous les domaines concernant l'économie des familles et des groupements.

Ainsi, le RECEC a déjà injecté près d'un milliard de francs CFA et le cumul de l'épargne mobilisée par les sociétaires est de plus d'un demi milliard de francs CFA. Le réseau qui mène des activités d'épargne et de crédit dans 15 communes d'arrondissement de la région de Dakar, déploie actuellement ses services dans les communes d'arrondissement de Guédiawaye, Keur Massar et Joal, mais aussi dans les régions de Tambacounda, Fatick et Saint Louis, pour répondre à une forte demande d'adhésion des populations à travers leur regroupement. La stratégie du programme épargne et crédit repose sur la considération des caisses comme des situations sociales développant des situations d'apprentissage en vue de la performance technique et de l'émancipation financière du RECEC et de ses membres. Plusieurs axes de travail ont été mis en œuvre dans le cadre du programme :

- 1° l'extension du réseau avec l'ouverture de nouveaux guichets dans d'autres localités du Sénégal pour répondre à une forte demande sociale dans le domaine de l'épargne et du crédit ;
- 2° l'extension du réseau avec l'ouverture de caisses dans les localités où il y a une forte demande d'adhésion adressée au RECEC par les fédérations et autres collectifs de femmes ;
- 3° l'éducation à la citoyenneté au sein du RECEC et en direction des membres à la base ;
- 4° l'alphabétisation fonctionnelle des sociétaires, qui devra contribuer au renforcement des capacités de ces dernières dans la conduite de leurs projets.

Enda Graf Sahel a également développé une initiative d'appui à l'information et au conseil commercial aux micros et petites entreprises agro alimentaires dont les produits rencontrent le succès auprès de consommateurs urbains de plus en plus nombreux. Mais le manque de compétences et de méthodes, notamment en matière commerciale, ne leur permet pas d'étendre leurs activités. Des consultants locaux compétents et disposant des méthodes adaptées aux micro et petites entreprises pourraient les aider à se développer. Toutefois, le coût exorbitant du conseil et les informations insuffisantes pour un conseil de qualité sont autant de facteurs qui sont autant de facteurs bloquants qui empêchent les micro et petites entreprises d'avoir accès à un conseil de qualité.



Un projet d'appui conseil aux micro et petites entreprises agro-alimentaires avait dès lors été mis en place en 2004 avec le GRET, pour mener conjointement des actions au Sénégal sur les filières agro alimentaires, en collaboration avec l'Agence nationale d'aménagement et de promotion des sites industriels (APROSI) pour la mise en oeuvre. Le but visé par cette initiative était de tester un mécanisme de fonds de conseil, contribuer au développement et au renforcement de l'offre de service et développer l'information stratégique pour un conseil de qualité. Le programme intervient dans quatre régions du Sénégal (Dakar, Thiès, Tambacounda et Kolda) autour des activités d'appui à l'information et au conseil commercial au profit d'une vingtaine de micros et petites entreprises de transformation des produits agricoles. L'appui porte sur les études de marché, les missions conseils spécialisées et sur l'accès à l'information pour inscrire les bénéficiaires dans la compétitivité.

Les activités menées par Enda Graf en 2005 ont permis d'arriver à plusieurs résultats significatifs tels que :

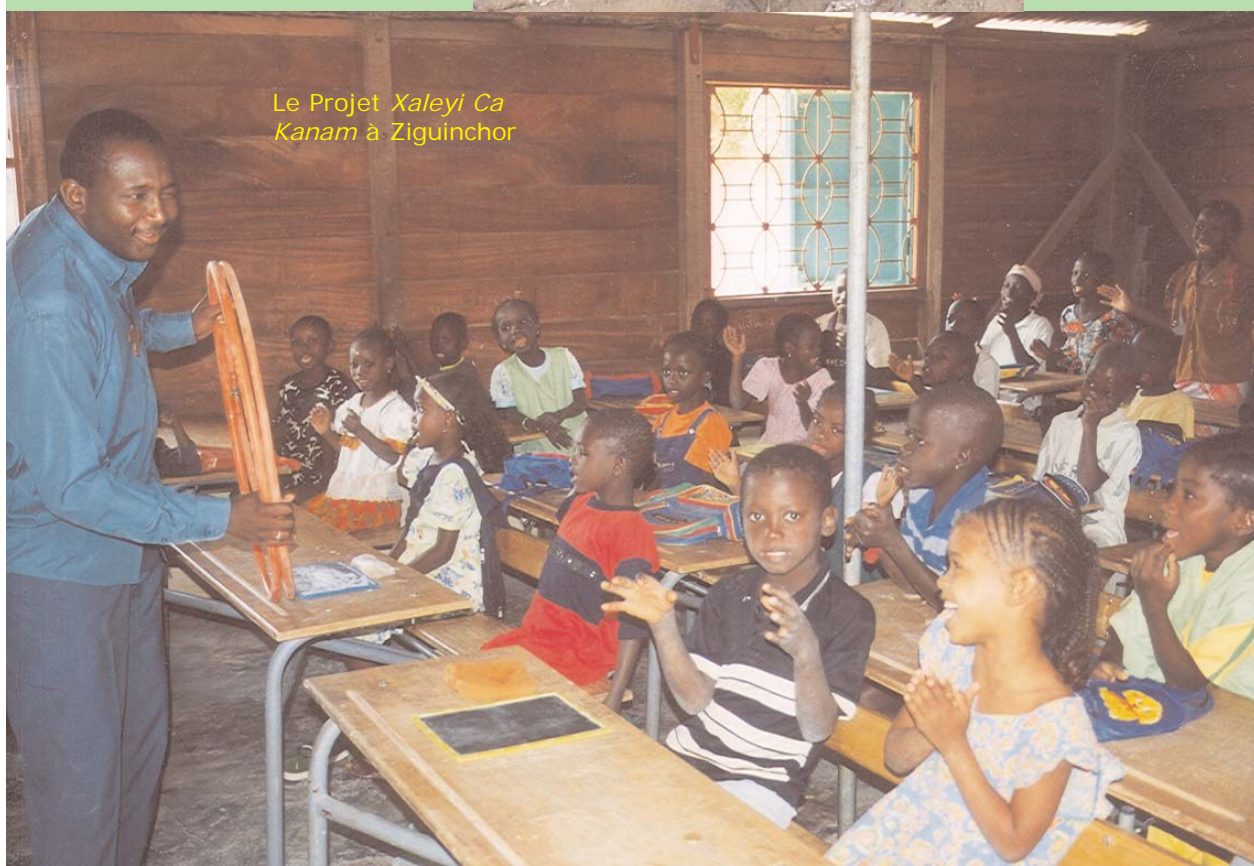
- 1° la professionnalisation des prestataires (consultants) par l'organisation de séminaires de formation et d'échanges d'expériences entre prestataires (consultants) sur des sujets clés tels que le pré-diagnostic et le diagnostic de l'entreprise, le recrutement, la formation, le suivi-évaluation des agents commerciaux, le calcul des coûts de revient, la fixation des prix et mise au point d'un tarif pour une micro et petite entreprise, la définition d'une stratégie commerciale ;
- 2° les informations et autres actions d'accompagnement, grâce à une base de données actualisée (identification de sources documentaires, études et sites Web, production de notes d'information et réalisation d'études) et à la création d'un observatoire de la distribution (expérimentation à Dakar) ;
- 3° la réalisation de missions d'appui aux entreprises par :
  - a) la réalisation de 60 missions de pré diagnostic,
  - b) la réalisation de 40 missions de diagnostic,
  - c) la réalisation de 20 missions de conseil,
  - d) les rencontres d'échanges avec des partenaires potentiels pour la suite du projet : CCIAD, DPME, SCAC, CDE et DEF,
  - e) la démarche qualité pour la production de lait caillé et de yaourt,
  - f) la revue du système législatif sénégalais pour la vente des denrées alimentaires d'origine végétale,
  - g) le processus de mise en place d'un centre de documentation au sein de l'APROSI,
  - h) la production et la mise à disposition d'études et de notes.

Enda Graf Sahel réalise également des activités visant à développer l'épargne et le crédit en zone rurale. Dans la région de Thiès, un autre programme de micro finance a été mis en place, depuis 2003, en partenariat avec la Caisse Nationale du Crédit Agricole du Sénégal (CNCAS). Cet accès au crédit permet d'augmenter les capacités de financement des projets des sociétaires composés de 41 groupements de promotion féminine, de 19 groupements mixtes et de 3 groupements d'hommes. L'épargne, quant à elle, favorise l'émancipation financière des sociétaires et facilite le financement des projets de leurs membres. Cette forme alternative de micro crédit s'est développée en collaboration avec une institution bancaire de la place et vise l'accès des populations des zones périurbaines et rurales aux services financiers décentralisés, notamment par des activités de sensibilisation auprès des populations isolées et une recherche-action permanente en vue de l'amélioration des prestations et des résultats des caisses avec les organes statutaires. Entre 2003 et 2005, l'évolution du sociétariat s'est considérablement accrue et à la dernière évaluation effectuée en 2004, l'encours du crédit était de plus de 26 millions de FCFA et le cumul d'épargne s'élevait plus de 30 millions de FCFA.





Les enfants et jeunes constituent l'unique source de main d'œuvre du secteur informel en Afrique



Le Projet Xaleyl Ca Kanam à Ziguinchor





# 10 Enfance et jeunesse en difficulté

Lorsque l'on jette un coup d'œil sur les OMD, il très aisé de constater que le souci d'assurer la défense des droits fondamentaux de l'enfance est permanent. Qu'il s'agisse de la lutte contre la faim dans le monde (cible 2), de l'éducation primaire pour tous (cibles 3 & 4), de la réduction de la mortalité infantile (cible 6), ou de la lutte contre les maladies infectieuses (paludisme, Sida et autres) qui affectent beaucoup les plus jeunes (cible 8), l'on se rend compte qu'œuvrer à la défense des droits de l'enfance et de la jeunesse en difficulté vivant dans les pays du Sud est l'une des meilleures manières de lutter contre la précarité et l'exclusion, et donc, d'atteindre les OMD. Plusieurs entités d'Enda se sont investies en 2005 dans la résolution des problèmes découlant du déficit criard d'éducation, de formation, de perspective et de civisme, qui accroissent la vulnérabilité des enfants et des jeunes y maintiennent les jeunes dans un état permanent de vulnérabilité, voire de marginalité.

Offrir des services d'assistance sanitaire et sociale en direction de l'enfance en situation difficile a augmenté les chances de ces derniers de faire face à l'adversité quotidienne dans les centres urbains. Les efforts visant à réintégrer dans les circuits de l'éducation et de la formation professionnelle sont venus renforcer les impacts de la démarche d'assistance. Le renforcement du leadership des associations d'enfants et jeunes travailleurs a élevé leur conscience politique, favorisant ainsi leur responsabilisation comme acteurs participant activement à la formulation et à l'application des politiques les concernant.

**Enda Jeunesse Action**, basé à Dakar, a cherché depuis ses débuts, il y a une vingtaine d'années, a porté son choix sur une approche partenariale avec les groupes de base, constitués d'enfants et de jeunes, à la différence d'autres types d'approches d'ordre "assistanciel", ou "réinsertionniste". La méthodologie nécessaire à une telle approche a été développée, à partir de 1991, par des rencontres d'animateurs, puis par un programme de formation. L'émergence du Mouvement Africain des Enfants et Jeunes Travailleurs (MAEJT) en 1994, a permis de faire de la participation des enfants, de leur rôle d'acteurs, de leur place immédiate et en devenir dans la société, une perspective substantielle. Cette participation va de pair avec la démocratisation de la société, elle en dépend, mais elle l'accompagne également, et dans cette mesure, elle la construit. La session spéciale des Nations Unies consacrée à l'Enfance (UNGASS) a permis au MAEJT de se faire connaître au plan international, et à Enda d'être reconnu parmi les organisations leaders dans le domaine de la "participation des enfants". Dans la perspective d'une expansion des activités durant les années 2005-2007, plusieurs axes d'intervention ont été d'ores et déjà dégagés.

1. L'APPROCHE DROITS reste principale tant au plan national qu'international.
2. LE PROGRÈS DES DROITS PASSE PAR L'ORGANISATION : la formation interne des cadres du MAEJT est une priorité, ainsi que leur intégration au sein des équipes en qualité de stagiaires voire de membres titulaires. La perspective principale pour la période 2005-2007, est d'accompagner au plan national et international les Associations d'Enfants et Jeunes Travailleurs (AEJT) dans leur prise en main de la (bonne) gestion des programmes qui les concernent. Le renforcement des capacités est donc central pour contribuer à construire un mouvement fort, capable de négocier directement l'accès aux ressources du développement et à influencer sur les politiques.
3. LA MASSIFICATION DES ACTIONS : de plus en plus de groupes de base associés dans les villes et les zones rurales, et le développement de leur qualité est l'autre aspect dominant de cette période.



4. AU SÉNÉGAL ET DANS LA SOUS-RÉGION, LES ASPECTS LIÉS À L'ÉDUCATION SONT TRANSVERSAUX DANS TOUTES LES ACTIONS, une attention particulière est portée à la situation des enfants dans les écoles coraniques. Une étude sous régionale et une Recherche Action nationale ont été menées et déboucheront en 2006 sur des réorientations d'action et de nouveaux partenariats.
5. LE DÉVELOPPEMENT DES AGR est également est un axe important, transversal aux diverses activités qui concernent toutes les populations vivant une situation de pauvreté.

L'essentiel des interventions d'Enda Jeunesse Action se fait en réseau et en partenariat avec d'autres organisations. Ainsi, l'entité impulse, encourage, forme, appuie la communication et joue un rôle de conseil auprès de structures associatives essentiellement, mais également religieuses ou étatiques. Cette approche a permis de développer au Sénégal et en Gambie une série d'activités dans 10 villes, et dans 64 villes de 20 pays du reste de l'Afrique. L'entité soutient également la mise en réseaux des acteurs, à tous les niveaux, et travaille au renforcement autonome de ces structures partenaires. Ainsi, la CONAFE (coalition des ONGS africaines d'appui aux enfants) est au plan national et régional son partenaire privilégié. L'action d'Enda Jeunesse Action au Sénégal a connu, en 2005, un véritable renouveau dans ses trois composantes :

- I. le Programme Xaley ca Kanam II qui se donne comme but de concrétiser les droits des enfants en situation difficile, consolider les acquis concernant les 12 droits des EJT et renforcer les AGR, dans les villes de Dakar, Saint Louis et Ziguinchor ;
- II. le Programme Démal sa Bopp, complémentaire du précédent, intervient à Dakar, Fatick, Kaolack, Kolda, Louga, Saint Louis, Tambacounda, Thiès et Ziguinchor, ainsi que Barra en Gambie, et vise le renforcement des capacités d'action des AEJT et le développement de leurs réseaux, afin de leur permettre de mieux mener des actions de promotion et de concrétisation de leurs droits ;
- III. le Programme " RAP talibés " (Recherche Action Participation) associe les maîtres d'écoles coraniques, les talibés (élèves coraniques), les responsables associatifs et certains agents de l'Etat, dans le but les conditions d'apprentissage et de vie des enfants dans les écoles coraniques de 11 villes du Sénégal, et constitue une expérience pilote menée dans quatre villes (Guédiawaye, Kaffrine, Kolda et Saint Louis).

Les activités du Programme Xaley ca Kanam II ont été développés en 2005 dans 10 villes et ont concerné près de six mille (6000) enfants en situation difficile. La plupart sont des EJT (enfants pêcheurs, petites bonnes, apprentis dans les centres et ateliers de quartier, petits cireurs de chaussures, coiffeuses, laveurs et gardiens de voiture), des enfants talibés, des enfants en rupture familiale et sociale, des enfants dans les villages, etc. Ces interventions ont visé à satisfaire les droits fondamentaux des enfants :

1. le droit à des soins de santé, par l'organisation de séances de communication pour un changement de comportement, la facilitation de la mise en relation avec les structures sanitaires, l'organisation de séances d'hygiène de vie, l'organisation de séances de formation de relais de santé de la reproduction et de santé communautaire et la facilitation de la mise en place de caisses de santé
2. le droit à apprendre à lire et à écrire, par l'organisation de cours d'alphabétisation fonctionnelle dans plus de 50 espaces éducatifs, l'organisation de séances d'initiation à la citoyenneté et au civisme, la dotation de matériels didactiques au niveau des villages, l'organisation d'activités socioéducatives et de loisirs, l'organisation de sessions de renforcement et de formation méthodologiques et pédagogiques, la participation à la politique nationale d'éducation pour tous, le développement de programmes d'éducation alternative dans 06 villages pourvoyeurs d'enfants travailleurs, etc. ;
3. le Droit à une formation pour apprendre un métier, par la facilitation de la mise en apprentissage professionnel des talibés,



la collaboration et développement de partenariat avec les centres professionnels de formation, l'organisation de séances d'initiation aux travaux manuels, de rencontres d'échange entre monitrices, de sessions de formation qualifiante, etc. ;

5. le Droit À s'exprimer et À s'organiser, par l'organisation de séances de sensibilisation, la facilitation communication à la base et dans les médias, l'organisation de séances d'animation sur les principes de base du MAEJT et les 12 droits, la facilitation d'échanges entre groupes de base et entre associations, l'organisation de sessions de formation sur les NTIC, la gestion simplifiée, l'approche participative, les techniques d'écoute, l'éducation alternative, le renforcement des AGR, l'organisation d'appui organisationnel pour 75 groupes de base d'EJT, etc. ;
6. les Activités Génératrices de Revenus (AGR), par l'appui au démarrage et au financement d'AGR au profit des AEJT, l'organisation de séances de causeries sur les AGR et la gestion rationnelle, la facilitation d'une étude sur les AGR net de la définition du seuil de gain pour toutes les villes, l'appui recherche de partenaires financiers et partenariat avec les circuits de commercialisation, etc. ;
7. la communication, le partenariat et le lobbying, par l'animation de quarante (40) émissions radio par les enfants, la participation avec Plan Sénégal à la journée contre le travail précoce des enfants, l'organisation de rencontres avec les autorités, dont une audience avec le Ministre de la Famille, l'exécution de programmes conjoints lors des séances de sensibilisation sur les droits, la participation au comité national pour l'enfance, la contribution à la deuxième édition de la leçon de vie sur les enfants et le Sida, et le travail en réseau avec des collectifs du mouvement associatif et des coalitions d'ONG (le Collectif des structures d'appui aux enfants en difficulté, le Collectif Education alternative et la Coalition des ONG en faveur de l'enfance).

**Enda Mali** a mené durant quatre ans un programme d'aide et d'encadrement de l'enfance en difficulté, qui a pris fin en 2004. En 2005, ses interventions sont entrées dans une nouvelle phase avec le démarrage d'un nouveau Programme YEELLEN d'Appui aux enfants et jeunes en situation Difficile dans les milieux urbains du Mali (2005 - 2007) en février 2005, pour une durée de trois ans.

Le Programme YEELLEN couvre les villes de Bamako, Mopti et Kayes où Enda a des représentations locales et les villes de Koulikoro, Ségou, Sikasso et Gao où l'entité intervient en partenariat avec d'autres structures privées ou étatiques. Les buts visés par ce programme sont d'améliorer les conditions de vie et les perspectives de survie des enfants en situation difficile (enfants talibés, adolescents en situation carcérale, enfants en rupture familiale et sociale), en impliquant les autorités et les parents.

Celui induit une nécessité de fournir des efforts soutenus pour une amélioration notable de la situation socioéconomique des EJT, en contribuant à l'enrichissement de leur vie associative et en œuvrant pour la concrétisation de leurs droits fondamentaux. De là naît la nécessité de mettre en place et de renforcer l'efficacité des centres d'éducation communautaire (CEC) pour contribuer durablement à la promotion et à la protection des enfants, des jeunes et des femmes en situation difficile au niveau de leurs quartiers.

Depuis ses débuts, Enda Mali collabore étroitement avec Enda Jeunesse Action dans le cadre du Programme international MAEJT et notamment en ce qui concerne la mise en œuvre de ses différentes rubriques au Mali, et consistant, entre autres, à mettre les EJT dans un circuit d'apprentissage, leur faciliter l'accès aux services de santé et à des cours d'alphabétisation de qualité, les aider à développer des AGR, et appuyer les associations dans la mise en place de Centres d'Éducation Communautaires (CEC) bien équipés et dans lesquels les activités d'éducation et de formation sont planifiées et bien exécutées.





Enda Jeunesse Action coordonne le Programme international MAEJT (2004-2006) qui a obtenu des résultats dont le bilan, par rapport à ses six objectifs, a été dressé en novembre 2005 par le groupe de suivi du programme et par le MAEJT.

1. les avancées dans la concrétisation des 12 droits visant l'amélioration des conditions de vie des EJT : le droit à apprendre à lire et à écrire, le droit à des soins de santé et au repos maladie, le droit à travailler en toute sécurité et à être respecté, le droit, le droit à s'exprimer, à s'organiser et à être écouté, le droits à un recours et à une justice équitable, en cas de problèmes et à un travail léger et limité, et à une formation, le droit à rester au village, à ne pas faire l'exode, le droit à jouer et s'amuser ;
2. le renforcement de la formation des membres des associations et des animateurs : deux (2) sessions régionales de formation ont été organisées, ainsi que onze (11) ateliers nationaux et vingt six (26) missions d'appui technique organisées dans les villes, auxquelles s'agitent des avancées significatives dans le renforcement technique et méthodologique pour des actions dans nos groupes de base et associations ; dans plusieurs pays, les techniques de prise de parole et de gestion de réunions, ainsi que le montage et la gestion de micro projets, sont devenus de plus en plus accessibles pour les membres (certaines coordinations des AEJT élaborent maintenant des programmes nationaux) ;
3. le renforcement de la capacité des membres du MAEJT dans la mise en place d'AGR rentables, où il a été noté que les AGR individuelles se développent beaucoup mieux que celles des groupes, avec les nombreuses initiatives au profit de l'association (cotisations, location de matériel de sonorisation et de chaises, ventes de cartes de membre, fabrication et vente de meubles de rotin et de sculptures sur bois, transformation de produits locaux, etc. ;
4. le renforcement des capacités de communication des membres et des associations, par un programme de formation radio qui a permis d'animer des émissions qui ont touché la population, amenant ainsi de nouveaux EJT à rejoindre associations ;
5. le développement de la collaboration avec les autorités, les institutions internationales, les ONGs et les autres mouvements, avec un appui des gouvernements ONG et autres autorités locales qui s'est davantage précisé dans certains pays où les associations bénéficient de soins gratuits dans les centres d'actions sociales, de la mise à disposition de locaux pour leurs activités, de l'aide des autorités dans l'obtention des titres de voyages et les papiers pour faciliter la participation aux rencontres, de la scolarisation gratuite dans certains pays, de la réalisation de projets contre l'exploitation du travail des EJT, d'un appui conséquent pour participer aux rencontres concernant les enfants au niveau national et international, dans des comités régionaux comme le comité contre la traite des enfants, le GMC, au sein de la Coalition des ONG africaines, la CONAFE, etc.
6. le renforcement des coordinations nationales des AEJT, en vue de la mise en place de programmes nationaux, grâce au financement et à l'organisation de réunions annuelles qui ont permis, dans plusieurs pays (Burkina, Bénin, Côte d'Ivoire, Guinée Conakry, et Mali) de faire des progrès importants qui ont renforcé la crédibilité des AEJT aux yeux de partenaires présents dans ces pays, ce qui ouvre de réelles perspectives de mise sur pied de programmes nationaux de plusieurs années.

**Enda Bolivie** développe depuis ses débuts une série d'initiatives en faveur de l'enfance défavorisée, à travers son Programme de réinsertion familiale, d'assistance et de suivi social des enfants vivant dans les rues. Cette intervention multiforme qui pour objectif d'aider l'enfance défavorisée à sortir des situations de marginalisation et d'exclusion sociale, où ils sont précipités en sortant de leur cercle familial et en vivant au milieu des dangers et des nombreuses tentations des grands centres urbains. C'est ce qui a amené le programme à cibler trois axes d'intervention, comme 1) la réinsertion familiale, 2) l'assistance sociale et 3) le suivi socio professionnel.

Par la réinsertion familiale, l'entité cherche à gagner la confiance des enfants des rues et à engager à leur profit différentes formes d'encadrement et de soutien, comme une offre de repas gratuits appelée " En dînant et en déjeunant avec Enda ". plus de 800 enfants des rues ont été touchés, à travers plus de 200 interventions diurnes et nocturnes, effectuées dans les rues de El Alto, Trinidad, Guayaramerin, et Riberalta, par les nombreuses équipes mises en place et payées par Enda Bolivie. Celles-ci sont aujourd'hui rompues à ce type d'exercice qu'elles pratiquent depuis plusieurs années et ne rencontrent plus de grandes difficultés à convaincre les enfants des rues de l'utilité du programme et de leur intérêt à rejoindre au

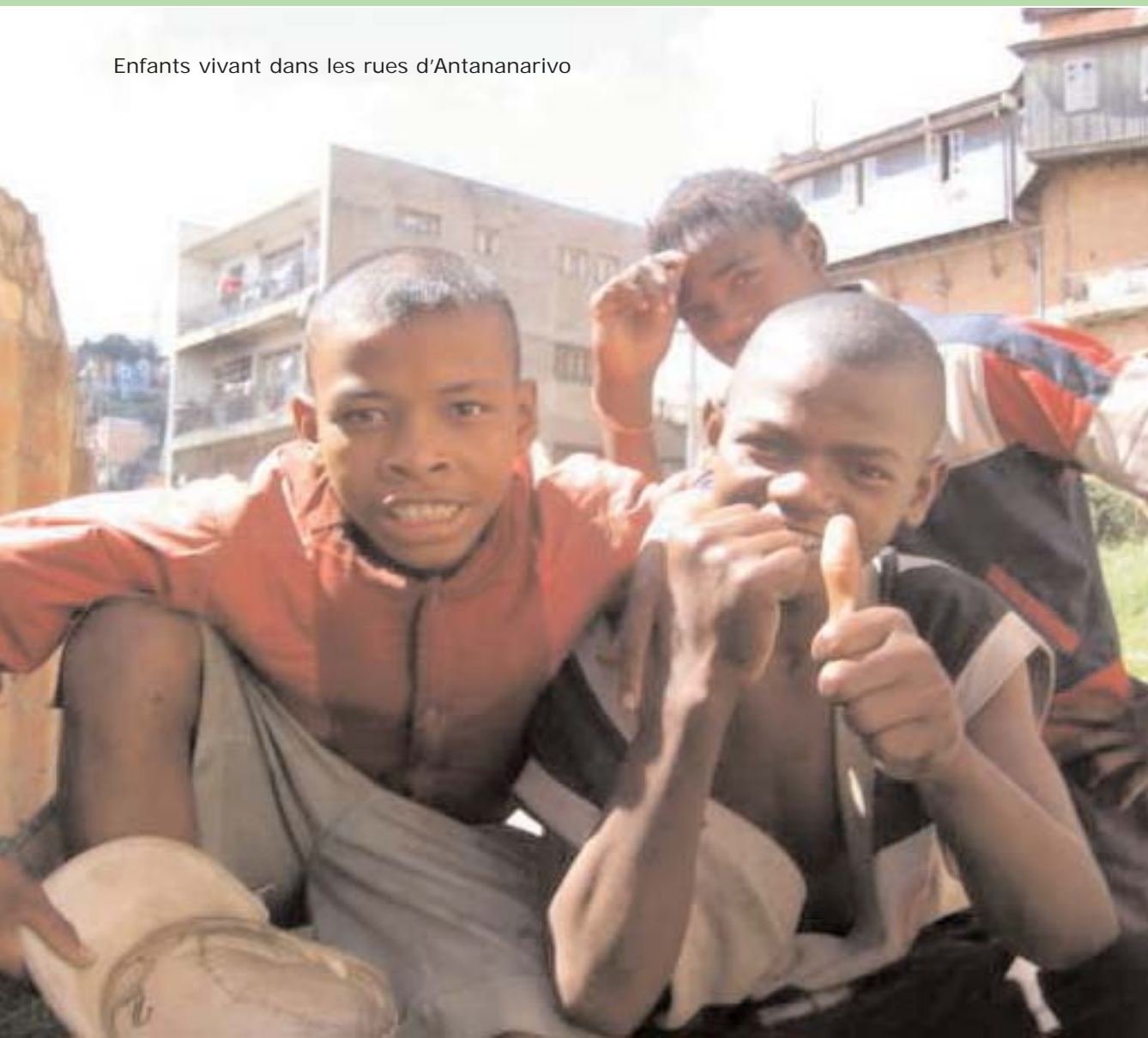


plus vite les centres mis en place par Enda dans les localités précitées. Enda a aménagé de nombreux dortoirs de secours dans ces centres, offrant ainsi des refuges sûrs, lieux de repos et de ressourcement destinés à faciliter et à hâter la réinsertion sociale des enfants des rues.

L'assistance sociale entre alors en jeu, car les enfants sont alors l'objet d'une série d'interviews qui permettent aux professionnels d'Enda de consigner les informations obtenues dans des fiches individuelles, constituant ainsi une base de données fiable sur la situation de l'enfance défavorisée à La Paz. Un travail d'assistance sociale qui a permis de " récupérer " de nombreux enfants en situation de rupture familiale et qui a nécessité l'organisation de près de 400 visites à domicile et de plus de 100 réunions de suivi psycho social.

Le suivi socio professionnel a permis de renforcer l'efficacité de cet accompagnement social et a permis de porter un regard critique sur les conditions de vie et de travail de 920 filles et garçons des rues, pour des informations de première main sur les abus dont ils peuvent faire l'objet de la part de leur employeur. En tenant compte des différentes réalités de chacune de ces localités (El Alto, Trinidad, Guayaramerin, et Ríberalta), Enda Bolivie a répertorié la nomenclature des petits métiers (rabatteurs de clients de minibus, gardiens de voitures ou motos, cireurs de chaussures, vendeurs à la sauvette, marchands de marrons, etc.) dans l'exercice desquels les enfants vivent des situations de grande vulnérabilité. C'est ce qui facilite ensuite toute la démarche visant à leur expliquer comment, sans perdre leur travail, ils doivent s'organiser individuellement et collectivement pour assurer la défense de leurs droits et éviter l'exploitation. C'est par ce suivi qu'il a été possible d'offrir à 685 filles et garçons les moyens d'intégrer un véritable cursus d'éducation formelle ou de formation professionnelle.

Enfants vivant dans les rues d'Antananarivo





Une animatrice d'Enda Océan Indien dispensant un cours à un enfant

**Enda Océan Indien** avait déjà pris en 2004 un tournant important dans la réalisation de son Programme d'Education Alternative, avec l'ouverture de l'" Espace Jeunes ", un centre d'accueil et d'accompagnement des enfants et jeunes en difficulté vivant dans les rues d'Antananarivo. Cet espace d'accueil, de formation et d'écoute a mené (cinq jours par semaine) des activités visant à faciliter la réinsertion des ESD, à travers :

1. l'apprentissage d'un certain nombre de règles d'hygiène et de notions basiques de santé et de sécurité, qui leur assurent une autoprotection minimale dans leur quotidien ;
2. l'incitation à l'instruction et à la formation, afin de rendre accessible l'idée de projet, de choix et d'orientation professionnelle ;
3. le renforcement de l'identité, du sentiment d'appartenance sociale et de la citoyenneté active ;
4. l'accompagnement dans la conception et la mise en œuvre de projets de génération de revenus.

Au cours de l'année 2005, les activités d'apprentissage ont été maintenues telles qu'elles avaient été organisées par Enda l'année précédente. De la même manière, l'approche du travail de suivi éducatif n'a guère été modifiée, bien qu'une formation méthodologique en ait amélioré la pratique. En revanche un changement important a été apporté aux animations socioculturelles par un travail de conception, de planification, et de définition d'objectifs éducatifs. Quelques changements ont été toutefois notés par rapport à l'année précédente. Après avoir constaté, d'une part, que la majorité des jeunes fréquentant l'Espace Jeunes étaient des garçons, alors que les jeunes filles des rues sont bien souvent les premières victimes de cette situation, Enda a entrepris un travail d'ouverture du centre à ce public, en effectuant un important travail dans les rues pour sensibiliser ces dernières, en mettant en place de créneaux horaires réservés à elles seules, et en favorisant la réflexion sur un programme d'activités adapté. D'autre part, Enda a souhaité renforcer le travail d'alliance avec les parents et a pour cela systématisé la tenue d'une réunion avec les familles des enfants tous les mois. En outre, l'Espace Jeunes a bénéficié du soutien de l'ONG française ASMAE, pour la mise en place d'un camp de vacances pour les jeunes fréquentant régulièrement le centre.



# 11 NTIC et communication

Enda a très tôt saisi l'enjeu majeur que pouvait représenter la vulgarisation et le développement des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC) dans le cadre de sa stratégie générale de lutte contre la pauvreté. Car, malgré le fait que les NTIC soient devenues au fil du temps indispensables aux sociétés du Sud, il faut préciser que les efforts fournis pour les mettre à la disposition de la majorité de la population qui y vit se heurtent à la dure réalité de l'absence de ressources. Durant ces dix dernières années, l'accès progressif à la téléphonie mobile et à l'Internet a mis en évidence deux tendances. L'accès aux NTIC n'a eu de cesse d'accroître considérablement la demande de moyens matériels et techniques, dans toutes les couches de la population. Et dans le même temps, elle a mis en évidence le fossé numérique qui sépare les pays du Nord et ceux du Sud, menaçant ces derniers d'une marginalisation technologique qui serait destructrice pour leurs sociétés et leurs économies.

Le fait que la Commission européenne chargée du développement et de l'aide humanitaire ait décidé en 2005 d'accorder pour cinq années, dans le cadre d'un partenariat, une enveloppe de vingt et un millions d'Euros au continent africain pour le développement des NTIC dans une perspective de lutte contre la pauvreté, montre que la problématique préoccupe actuellement les décideurs à tous les niveaux. D'où l'urgence qu'il a à faire en sorte que les populations défavorisées aient accès à la haute technologie et aux moyens multimédia. C'est ce que tentent de réaliser certaines entités d'Enda en menant des programmes de formation en faveur des communautés de base, dans le but d'aboutir à une réelle appropriation de ces nouveaux moyens de communication, qui constituent un maillon essentiel dans la gestion des savoirs.

## Réduction de la fracture numérique

**Enda Synfev** (Synergie Genre et Développement), basé à Dakar, est une entité qui s'est donnée pour mission de promouvoir des actions de développement au bénéfice des femmes, par la promotion de l'égalité de genre, pour la paix et le développement. Tout en poursuivant ses activités d'action en réseau et de promotion de la visibilité des actions des femmes d'Afrique francophone dans le cyberspace, cette entité a achevé la mise en œuvre d'un projet (2004-2005) qui cherchait à mesurer l'ampleur de la fracture numérique de genre en Afrique de l'ouest francophone. Les résultats de cette intervention étaient destinés à servir d'outil d'information, de plaidoyer, de décision et d'action pour orienter la formulation de politiques relatives au genre dans le domaine des NTIC, dans six pays d'Afrique francophone. Il était également prévu d'en produire une synthèse régionale, à diffuser auprès des publics d'utilisateurs concernés.

L'année 2005 a été la dernière année de mise en œuvre du plan d'action triennal (2003-2005) du Réseau Genre et TIC, instauré en 2002, pour préparer la prise en compte des questions de genre à l'issue du premier Sommet Mondial sur la Société de l'Information de Genève (décembre 2003) dans la perspective de la 2<sup>e</sup> phase du Sommet de l'Information à Tunis (novembre 2005). Elle a aussi marqué la dernière année du Programme Communication pour les femmes (1996-2005) mis en





œuvre depuis 10 ans par Enda Synfev. C'est l'achèvement de la mise en œuvre du plan d'action du Réseau Genre et NTIC qui a conforté la conviction selon laquelle il était nécessaire de clôturer ce programme mis en œuvre depuis 1996. Il avait pour objectif d'amener les femmes d'Afrique francophone à bénéficier des avantages liés à la pénétration des NTIC dans la sous-région, tant comme utilisatrices et consommatrices que comme actrices. Fondé sur une idée pionnière à l'époque, il a donné lieu à de nombreuses et diverses activités. Au cours des années, diverses autres



Atelier de restitution organisé par Enda Synfev

Publication d'Enda Synfev sur la Fracture numérique de genre en Afrique francophone



organisations se sont mobilisées sur la question et ont reconnu la nécessité de prendre en compte les questions de genre dans le secteur des NTIC. De ce fait, de nombreuses expertises et actions ont émergé. Le mandat d'Enda Synfev étant de proposer des solutions pilotes à des handicaps majeurs empêchant les femmes d'Afrique francophone de bénéficier au même titre que les autres (hommes ou femmes) des avantages du développement, son rôle dans ce secteur n'est plus prioritaire, et peut se consacrer à d'autres priorités. Ce qui ne veut pas dire qu'Enda Synfev ne travaillera plus sur les questions liées aux NTIC, en faveur des femmes. Elle envisage au contraire de faire la connexion entre les acquis des différents programmes menés à son initiative depuis sa création, dans une perspective de capitalisation des connaissances ainsi acquises. Actuellement, un programme d'action-recherche-évaluation en en préparation, sur les nouvelles perspectives politiques ouvertes par la mondialisation dans la lutte contre l'excision.



Enda Cyberpop, basé à Dakar, mène depuis plusieurs années un programme d'appui aux dynamiques communautaires axé sur l'utilisation et l'appropriation des NTIC par les organisations populaires. Son action est née d'un partenariat stratégique avec le CRDI et s'inscrit plus précisément dans le cadre de l'Initiative ACACIA (Communautés et Sociétés de l'Information en Afrique). Conscient du fait que l'accès universel aux savoirs, que doit favoriser la démocratisation de l'utilisation des NTIC, passe forcément par leur intégration dans le tissu social, Enda insiste sur l'accomplissement de plusieurs préalables :

- 1° utiliser les supports multimédia pour rendre visibles les innovations sociales et techniques des groupes de base ;
- 2° collecter et analyser les informations sur les stratégies alternatives de lutte contre la pauvreté, pour la production de contenus endogènes ;
- 3° décloisonner les initiatives populaires pour faciliter le changement d'échelle des innovations sociales, culturelles et techniques ;
- 4° renforcer les capacités stratégiques et opérationnelles des OCB et faire valoir leurs visions et leurs actions dans les stratégies de plaidoyer.

Pour atteindre ses objectifs, Enda Cyberpop a établi un partenariat avec des organisations de base, reconnues ou informelles, ayant une assise populaire locale, identifiable en termes de réelle capacité de participation. Situées dans les quartiers défavorisés, ces organisations sont caractérisées par une très grande diversité dans leur appartenance ethnique ou religieuse et leurs activités économiques et sociales. Enda facilite ainsi leur décloisonnement et la construction de convergences entre les différents réseaux, afin de pouvoir résoudre collectivement les problèmes de développement et réduire la fracture numérique. Ces réseaux regroupent un réseau social, un réseau de ressources humaines et un réseau technique. Le réseau social est un réseau de réseaux autonomes dans les activités quotidiennes, que l'on cherche à réunir dans des espaces de travail en commun, sur les axes stratégiques majeurs de l'utilisation des NTIC dans le développement local, et comprend :

- 1) le Réseau des Organisations Populaires pour le Développement (ROPOD) ;
- 2) le Réseau des Tradipraticiens et des Métiers de la Pharmacopée Traditionnelle (AMPHOT) ;
- 3) le Centre Communautaire des Technologies Appropriées pour la Santé (CCTAS) ;
- 4) l'Association des Formations Coins de Rue (AFCR) ;
- 5) le Réseau des artisans et petits métiers générateurs de revenus ;
- 6) le Réseau national des Comités de Développement locaux (CDL).

Le réseau des ressources humaines est constitué par : 1) les gestionnaires des Centres de Ressources Communautaires (CRC), 2) les comités de gestion et de pilotage (personnes morales et personnes ressources déléguées par les organisations populaires), 3) les rédacteurs et enquêteurs (gestionnaires des savoirs) et 4) une équipe permanente située au niveau du Centre de Ressources Principal (CRP). Le réseau technique comprend le CRP (une plate forme technique composée d'un serveur, de 9 ordinateurs en réseau, d'une connexion Internet haut débit et d'une batterie d'autres appareils audiovisuels et informatiques) et 10 CRC répartis sur plusieurs communes et régions du Sénégal (Dakar, Pikine, Rufisque, Yeumbeul, Thiès, Tambacounda et Louga). Chaque CRC est équipé d'un " télécentre ", de 1 à 3 ordinateurs, d'une imprimante, d'un modem, d'un scanner et d'une photocopieuse.

Aujourd'hui, l'appropriation des NTIC par certaines OCB est sur le point de devenir une réalité. Les CRC créés dans les bidonvilles (à l'exemple de celui de Khadimou Rassoul) ont été très illustratifs dans l'appropriation des NTIC, car ils ont été le creuset de la réalisation d'objectifs professionnels à travers l'exploitation des opportunités qu'offrent ces nouveaux outils.





Les artisans qui travaillent dans ces quartiers sont actuellement en mesure d'utiliser les NTIC dans la promotion de leur travail (présentation de leurs travaux par des films audiovisuels, promotion des produits à travers le Web, recherche de contacts extérieurs, etc.). Le nouveau partenariat établi, en janvier 2004, avec Open Knowledge Network (OKN) à travers le projet pilote, a permis d'approfondir les tendances dégagées pour un ancrage économique durable des NTIC dans l'économie populaire. OKN est un réseau mondial de partage des connaissances, ouvert à tous les hommes sans distinction de communautés, de pays ou de continents, qui encourage le partage d'informations utiles entre différents partenaires à travers le monde, par le biais d'une plate-forme technique composée de Portails Centraux du type CRP (Hubs) et des points d'accès. Tous les CRC ont soumis leur candidature pour le nouveau programme, dont deux (celui de Khadimou Rassoul et le CCTAS de Yeumbeul) ont été retenus pour intégrer le Projet OKN.

## L'audiovisuel outil de communication sociale

**Enda Audiovisuel**, basé à Dakar, a fait, durant une vingtaine d'années, de l'accès à l'information et la lutte contre l'ignorance, les activités phares de l'Atelier Audiovisuel Nino MAGDALENA. Cette expérience acquise dans les domaines de la sensibilisation, de la formation et de la capitalisation, lui a permis de contribuer à la diffusion et au changement de comportement des masses. Au-delà de ces aspects, l'atelier contribue à la formation des jeunes sur les métiers de prises de vue, dans la conception et du montage d'expositions à travers le monde. Au courant de l'année 2005, des reportages photos et vidéo, des projections de films et des réalisations de documents audiovisuels, en coproduction avec d'autres partenaires, ont été réalisés :

1. l'inauguration du projet de micro jardinage avec la Commission nationale pour la francophonie, le 31 mars 2005 ;
2. un publi-reportage sur le civisme et la citoyenneté à la Mairie de Dakar, le 06 mai 2005 ;
3. le séminaire sous régional sur la promotion de l'accès et de la qualité de l'éducation des exclus, le 28 Avril 2005 ;
4. la mobilisation sociale pour la lutte contre le VIH/Sida à l'Ecopole Ouest Africaine, le 17 mai 2005 ;
5. une couverture photo à l'Ecopole Ouest Africaine lors de l'organisation de la Convergence Culturelle des Communautés organisée par l'Alliance Culturelle Africaine, en partenariat avec Enda Ecopole, en juin 2005 ;
6. la Rencontre Inter africaine sur l'Economie Sociale et Solidaire au Mali, du 23 au 25 juin 2005 ;
7. le lancement du livre " Fracture Numérique de Genre en Afrique " à l'Ecopole Ouest Africaine, le 28 juillet 2005 ;
8. les rencontres régionales sur les Observatoires de Développement Local et Social de l'Habitat à l'Ecopole Ouest Africaine, du 08 au 11 août 2005 ;
9. la Rencontre organisée par Lead Afrique Francophone : " Eco-Santé " à l'Hôtel Méridien Président de Dakar, du 17 au 22 août 2005 ;
10. le reportage sur la circulation, les petits métiers, les étalages, commerçants et le transport, en septembre 2005 ;
11. la Journée Mondiale de lutte contre le Sida à l'Ecopole Ouest Africaine, le 1er décembre 2005.
12. la 3e Rencontre Internationale sur la Globalisation de la Solidarité du Réseau Intercontinental pour la Promotion de l'Economie sociale et Solidaire (RIPESS) à Dakar, du 22 au 26 novembre 2005.

Enda Audiovisuel a également réalisé, en coproduction avec le Service National de Productions Audiovisuelles en France, un film intitulé Taxico Dakar-Rapide, d'une durée de 26 minutes, sur le thème : "Urbanisation & trafic à Dakar, une histoire de vie et de lutte contre la pauvreté".



Ce film retrace l'itinéraire d'un chauffeur de car-rapide dans l'agglomération et la banlieue dakaroise. Son trajet dans les champs interurbains de Dakar, permet de rencontrer plusieurs acteurs de l'économie populaire urbaine qui, chacun à tour de rôle, racontent leurs histoires de vie, notamment leurs difficultés en terme de mobilité urbaine, d'activités dans l'économie de la débrouille pour l'amélioration des conditions de vie. Ce film a été diffusé dans les télévisions européennes, notamment France 5 et Arte.

**Enda Graf Sahel** intervient au Sénégal dans le cadre de son Programme KORA dont l'objectif principal est de dynamiser la communication communautaire et valoriser par ce biais les initiatives populaires et leurs acteurs, en contribuant à une plus grande synergie entre populations, partenaires au développement et services techniques. Déjà, le programme du Réseau des Femmes Africaines des Radios Communautaires, coordonné par Enda Graf Sahel, combiné à d'autres actions prioritaires, avait pu aboutir à une nette amélioration et à une évolution de la situation des femmes des radios communautaires, aussi bien sur le plan du renforcement des capacités que sur celui des responsabilités et de la participation dans la prise de décision. Ainsi, plusieurs résultats importants avaient été obtenus :

1. plus de 10 000 femmes ont été formées sur tout le continent et certaines d'entre-elles occupent aujourd'hui, des postes de responsabilité et de prise de décision ;
2. il y a un nombre élevé de femmes africaines directrices de radios, techniciennes affirmées, responsables de programmes, rédactrices en chef, etc. ;
3. l'on a noté une reconnaissance et une plus grande ouverture de l'Etat et des médias gouvernementaux et privés à ce troisième secteur de la radiodiffusion ;
4. une vingtaine de modulations de fréquences radiophoniques ont été mises à disposition ;
5. l'environnement législatif est devenu plus favorable au développement du secteur ;
6. l'on a noté une adhésion totale et une demande de plus en plus importante des communautés pour ce mode de communication populaire.

C'est la raison pour laquelle le programme d'activités de 2005 était très éloquent quant à la volonté manifestée par Enda Graf Sahel de rendre les interventions décisives :

- 1) organiser et animer dans le cadre du réseau des femmes l'atelier de formation sous régional en leadership des femmes dans les radios communautaires à Dakar, avec des participantes du Togo, du Mali, de la Côte d'Ivoire et du Sénégal
- 2) s'investir, avec l'ARPAC et l'ARC, à la création de nouvelles stations de radios communautaires (Koukané FM dans la région de Kolda, Petté FM dans la région de Thiès, Bokhol FM à Dagana, Japoo FM aux parcelles Assainies) ;
- 3) développer le partenariat avec l'Agence de Régulation des Télécommunication (ART) qui a permis à l'entité de participer et partager son expérience et son expertise dans le domaine lors de deux ateliers et séminaires organisés par l'ART, dans le cadre de la vulgarisation des procédures de gestion des fréquences au Sénégal ;
- 4) assurer la Présidence du Bureau Régional de AMARC-Afrique pour l'année 2005 ;
- 5) participer aux activités de formation initiées à l'endroit des radios partenaires du programme INFORMORAC (Initiative de Formation Mobile en Radio Communautaire) à Thiès ;
- 6) diriger, en tant que Président du Bureau régional africain, la 3e Conférence Panafricaine des radios africaines à Nairobi, au Kenya, en avril 2005 ;
- 7) participer en tant que délégué du Réseau des femmes de l'AMARC



à la 49e session de la Commission sur le statut des femmes au siège des Nations Unies, à New York.

De ce processus il est ressorti un certain nombre de constats majeurs.

1. Les capacités des radios communautaires ont besoin d'être renforcées. Trop souvent, les informations produites visent autre chose que la diffusion et la discussion des positions politiques et sociales des communautés sur les questions dont elles ont la charge. Quant à la communication en direction de leurs membres ou du public dont elles représentent les intérêts, elle contribue peu à animer les débats et à forger les opinions.
2. Par ailleurs, outre les importantes difficultés d'obtention d'une autorisation de diffusion (fréquence), les radios communautaires sont confrontées à une situation financière précaire due à un cadre législatif et juridique inadapté. Ces stations ne peuvent diffuser de publicités commerciales, sources d'entrées d'importantes ressources financières, compte tenu de leur statut. Leurs seules sources de revenus proviennent des services traditionnels de la radio associative (communiqués, avis de décès, etc.) et de partenariats avec divers organismes nationaux ou internationaux (subventions directes, achat de temps d'antenne, mécénat, sponsoring, parrainage, etc.). Les responsables de ces radios sont aussi confrontés à de nombreux problèmes pour initier, planifier, suivre et contrôler les multiples activités inhérentes au développement, à la viabilité et à la pérennité de leur radio. Ce qui est dû à divers facteurs d'organisation, tels qu'une connaissance insuffisante du secteur, de l'environnement, etc.
3. Un autre fait marquant est que les porteurs de projets pour la création de radios associatives ou communautaires éprouvent beaucoup de difficultés à réaliser leur initiative. Malgré le fait que beaucoup de structures, d'ONG (AMARC, PANOS, ARPAC, ARC, etc.) s'investissent dans le développement de la radio communautaire, et le foisonnement de documents et d'informations sur le secteur. Il existe un réel problème de disponibilité et d'accès aux informations sur le processus de création et de mise en route de ces outils sociaux de communication populaire.
4. L'autre aspect est que ce type de média fournit aux femmes un plus grand accès à l'expression et améliore leur contribution. Mais, les multiples contraintes et pressions socioéconomiques, culturelles et religieuses constituent autant de freins à leur promotion. Les attitudes, croyances et coutumes africaines dans les représentations sociales, où la femme est vouée à des rôles de reproduction et d'entretien de la famille, ne militent pas en faveur de la femme active dans le milieu des médias en général. Soumise à l'autorité patriarcale, économiquement dépendante et exclue, pour l'essentiel, des processus de décision, la femme sénégalaise est constamment fragilisée par la réduction de ses pouvoirs de négociation.

C'est ce qui renforce la motivation d'Enda Graf Sahel à continuer son action dans le cadre du Programme KORA, et de développer des activités envers ces trois acteurs du mouvement que sont les initiateurs de projets de radio communautaire, les gestionnaires et administrateurs de radios en ondes et les femmes du secteur, pour un développement plus important de la radio communautaire. Pour ce faire il faudra : 1) aménager un espace documentaire pour les porteurs de projet, en mettant à leur disposition des outils pratiques et opérationnels sur le processus de création d'une radio associative ou communautaire, 2) renforcer les capacités des responsables de radios en planification institutionnelle, 3) développer un programme de renforcement des capacités des femmes du réseau et faciliter leur accès à l'informatique et aux NTIC.





# 12 Edition - diffusion - documentation

**Enda Eddoc** (Editions Diffusion Documentation) s'est fixé comme mission fondamentale de coordonner la mise en système d'une grande partie de la communication interne et externe d'Enda, grâce à l'impulsion d'une bonne stratégie d'édition et de diffusion d'ouvrages, de rapports et de revues élaborés par les différents démembrements de l'organisation, ainsi que la gestion de la documentation centrale. Le programme éditorial de l'année 2005, a permis de publier un certain nombre d'ouvrages, dans le cadre des séries " Environnement Africain " et " Etudes et Recherches " :

## 1) SERIE ENVIRONNEMENT AFRICAIN

- a) *Jacques Bugnicourt : Hommages, témoignages et reconnaissance : la bataille des idées : ses ultimes combats*, Environnement africain n° 43-44-45-46, vol XI, 3-4, 436 pages.

## 2) SERIES ETUDES ET RECHERCHES

- b) *Fracture numérique de genre en Afrique francophone*, n° 244, Enda Synfev, 88 pages ;
- c) *Les synergies entre le NEPAD et les Accords Multilatéraux sur l'Environnement*, n° 245-246, 168 pages, Enda Lead Afrique Francophone ;
- d) *Négociations commerciales et internationales : le livre blanc sur le coton*, n°249, Enda Diapol, 249 pages.

En prélude à la conférence internationale organisée du 17 au 22 août par Enda Lead Afrique francophone, deux manuels sous forme de classeur ainsi qu'une plaquette de présentation, ont été édités par Enda Editions :

- e) *Ecosystem Approaches to Human Health: Can People be Healthy in an Unhealthy Environment ?*, 396 pages ;
- f) *Manuel des Gradué(e)s*, Enda Lead Afrique francophone ;
- g) *African Culture Week*, 21 pages.

## 3) COLLABORATION TECHNIQUE AVEC D'AUTRES PARTENAIRES

Enda Editions apporte constamment sa collaboration technique à certaines entités d'Enda et à certaines maisons d'édition de la place telles que :

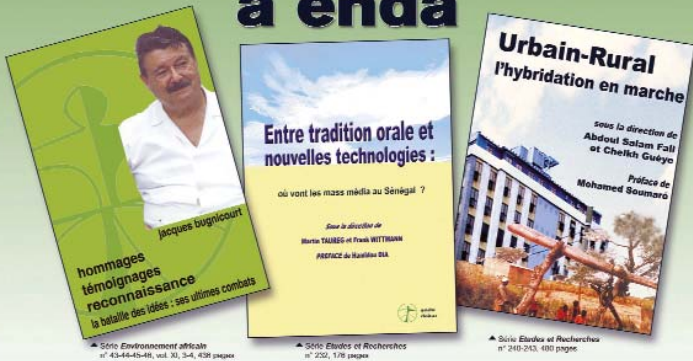
1. Papyrus Edition Afrique ;
2. la Fondation Rurale pour l'Afrique du l'Ouest (FRAO) ;
3. le Cabinet Comptable M. Barry ;
4. Initiative pour le Développement de l'Edition en Afrique (IDEA) ;
5. le réseau AfriCASO.

Enda Editions vient d'être choisi, parmi une dizaine de maisons d'édition sénégalaises, dans le cadre de l'acquisition d'ouvrages supplémentaires en collaboration avec l'ATADMD (Assistance Technique à l'Approvisionnement Durable en matériel didactique) et la Direction de l'Administration générale et de l'équipement (Ministère de l'Education nationale, Sénégal). Ce projet est financé par le Fonds Nordique de Développement. En outre, l'année 2005 a été marquée par la sortie de sept (7) nouvelles publications :

- 1) *Le VIH, la santé et votre communauté* ;
- 2) *Plantes Médicinales Mode d'emploi* ;
- 3) *Hommages à Jacques Bugnicourt* ;
- 4) *Entre Tradition Orale et Nouvelles Technologies* ;
- 5) *Urbain Rural : l'hybridation en marche* ;
- 6) *Des hommes, des femmes et du mariage* ;
- 7) *Le Syllabaire de la relayeuse*.



## Nouvelles parutions à enda



Sept ouvrages sur des thèmes variés pour valoriser les connaissances locales et mettre à la disposition des agents de développement, des communicateurs et du grand public, des informations utiles à une meilleure maîtrise des problèmes d'environnement et de santé dans nos communautés.



**enda éditions**  
54, rue Carnot, BP : 3370, Dakar - Sénégal - Téléphone : (221) 822.98.90 / 823.63.91 - Télécopie : (221) 823.51.57 / 822.26.95  
Email : editions@enda.sn - Site Web : enda.sn/editions/accueil.html

Quant à la gestion de la Documentation Centrale d'Enda, elle comporte différents aspects tels que : 1) la collecte, le traitement, la conservation et la diffusion de l'information produite ou reçue par les différentes entités d'Enda, tant au niveau interne qu'externe ; 2) le développement de la communication à la base, en vue de faciliter l'accès à l'information aux groupements de base, en fournissant un appui documentaire aux bibliothèques de quartiers, aux associations ou aux structures qui en font la demande, pour la mise en place de leur unité d'information ; 3) la constitution d'un centre de ressources apte à fournir une expérience pratique aux élèves et étudiants de l'Ecole des Bibliothécaires et Archivistes de Dakar (EBAD) dans le cadre de leur formation académique.

Les usagers du centre sont, d'une part, des utilisateurs internes (agents des différentes équipes d'Enda) et d'autre part, des utilisateurs externes composés d'étudiants, d'élèves, d'enseignants, d'animateurs d'associations, de consultants, de journalistes, d'ingénieurs, de personnels de santé, d'agriculteurs, de formateurs, de leaders de groupes communautaires, d'assistants sociaux, etc. L'ensemble des documents traités a été à plus de 1800 documents (1661 documents généraux, traités à raison d'une trentaine de documents par semaine et 139 documents d'Enda traités à raison de 11 documents par mois). En outre, deux dossiers documentaires (sur le Péril acridien au Sénégal

et le tourisme au Sénégal) et trois dossiers de presse (sur l'eau, l'itinéraire de l'OUA à l'Union Africaine, et sur la migration) ont été entamées ou réalisés et sont actuellement disponibles au centre.

Les publications d'Enda n'auraient pas pu avoir un impact majeur si elles n'avaient fait l'objet d'une distribution convenable et efficace. C'est conscient de ces enjeux qu'avait été mis sur pied en 1990, dans le contexte du processus de préparation du sommet Planète Terre de Rio, une équipe logée au sein du Secrétariat Exécutif nommée "Adressothèque - Connexion pour la Solidarité internationale et appui à la diffusion des ouvrages de d'Enda". Depuis lors, l'équipe a couvert toutes les grandes conférences internationales sur le développement durable auxquelles Enda a participé (Paris, Rio, Vienne, Manchester, le Caire, Copenhague et Pékin) et a eu à se signaler par la diffusion de différents traités et notamment du bulletin d'information "Vivre autrement".

Actuellement, l'Adressothèque intervient dans les problématiques liés à la communication et agit essentiellement sur la diffusion et la bonne circulation de l'information scientifique et politique. Elle a trois objectifs principaux :

1. appuyer la politique de l'organisation en portant le message d'Enda le plus loin possible, afin de faire connaître son action dans toute sa diversité ;
2. vulgariser les expériences d'Enda pour mieux valoriser son image à toutes les échelles d'intervention (locale, nationale, régionale et internationale) ;
3. jouer le rôle d'interface, en œuvrant sans relâche à la mise en connexion d'Enda et avec ses différents partenaires.



Le fait pour l'organisation de garder un contact permanent avec les décideurs de haut niveau et les personnes ayant une importance élevée, eu égard ses engagements, est important à plus d'un titre, car il permet de les informer régulièrement sur l'évolution de ses activités et de leur rappeler périodiquement que les interventions se diversifient et s'intensifient, en leur donnant aussi, de temps à autre, une image globale de l'action d'Enda TM. Notons cependant que l'un des aspects les plus dignes d'attention de la diffusion, est qu'elle ne constitue pas une démarche unilatérale. Elle doit plutôt s'enrichir d'une écoute, de la certitude qu'il existe toujours un écho auquel une réaction, une réponse doit être apportée ; et les données de l'Adressothèque en matérialisent la plus ou moins grande intensité. Un autre type de réponse à cet exercice de diffusion réside dans la réciprocité des envois, qui justifie régulièrement la réception de revues et d'ouvrages envoyés par d'autres institutions au Secrétariat Exécutif d'Enda TM et qui constituent d'ailleurs un apport de documentation tout à fait considérable.

Quant à l'administration de la base de données des partenaires, elle consiste principalement en :

- 1° une mise à jour régulière, au terme d'un travail de longue haleine rendu possible par le recours à différents stratagèmes inhérents au fait que les adresses des partenaires changent perpétuellement et que les nouvelles ne sont pas forcément connues en temps voulu ;
- 2° un enrichissement de l'ordre de 387 nouveaux contacts en 2005 ;
- 3° et la diffusion de 869 adresses de partenaires, classés en 43 listes thématiques, destinée à divers événements importants (séminaires, conférences, parution de nouvelles publications, etc.) à la demande des entités et autres collaborateurs externes.

### Liste des publications diffusées par l'Adressothèque en 2005

La diffusion des publications d'Enda, faite à partir du Secrétariat Exécutif en 2005, a concerné quinze (15) titres :

- 1- le *Rapport Annuel 2004 d'Enda TM* ;
- 2- le *Bulletin annuel d'informations du Mouvement africain des Enfants et jeunes travailleurs*, "défi des EJT & poster " n°5, 2005, 27 pages ;
- 3- la publication *WFY face the challenge* ;
- 4- le livre *Soutien aux talibés/garibous : quelques actions d'amélioration du système éducatif des écoles coraniques au Sénégal, au Mali et au Burkina*, Enda Jeuda n°109, 2003, 86 pages ;
- 5- le livre *Les associations de développement de quartier (ATD) : l'expérience des centres d'écoute communautaires de bamako (CEC)*, Enda Jeuda n°110, 2003, 40 pages
- 6- l'ouvrage *Education : alternatives africaines*, Etudes et recherches, n°222-223, 2003, 274 pages ;
- 7- l'ouvrage *Exode précoce et traite des enfants en Afrique de l'Ouest*, Enda Jeuda n°111 & 112 2005, 112 pages
- 8- l'ouvrage *Villes du sud : et pourtant elles fonctionnent*, Etudes et recherches, n°233, 2005, 408 pages ;
- 9- l'ouvrage *Plantes médicinales : mode d'emploi, Etudes et recherches*, n°236-237, 2005, 147 pages ;
- 10- l'ouvrage *Jacques Bugnicourt : hommages, témoignages, reconnaissances : la bataille des idées : ses ultimes combats*, Environnement africain, n°43-44-45-46, vol XI, 3-4, 2005, 435 pages ;
- 11- La restitution de l'*Etude sur les mutations urbaines et l'accès aux bines et services de la ville de Dakar* ;
- 12- L'ouvrage *Le livre blanc sur le Dossier du Coton*, Enda Diapol, 2005 ;
- 13- L'ouvrage *Urbain - rural : l'hybridation en marche*, Etudes et recherches, n°240-241-242-243, 2005, 87 pages ;
- 14- L'ouvrage *La fracture numérique de genre en Afrique francophone : une inquiétante réalité*, Etudes et recherches, n°244, 2005, 87 pages.
- 15- L'ouvrage *Atelier Art-utic : récupération et transformation artisanale des sachets plastiques usagés*, 44 pages.

A cela il convient d'ajouter les vœux du Secrétaire Exécutif, le bulletin sur le NEPAD et d'autres bulletins et prospectus d'Enda. En outre, l'approche d'Enda en milieu académiques (lycées, collèges et facultés) a été renforcée en 2005 par une importante contribution en divers matériels lors des cérémonies de distribution de prix. En outre, des groupes d'étudiants et d'élèves ont utilisé ces documents pour présenter des exposés sur l'organisation structurelle d'Enda, ce qui leur a permis de participer massivement aux activités menées lors de l'hommage rendu par Enda, à la Maison de la Culture Douta Seck de Dakar et à l'Université Gaston Berger de Saint Louis, en mai 2005, au Professeur Joseph Ki-Zerbo.





# HOMMAGE AU PROFESSEUR JOSEPH KI - ZERBO

ENDA

Avec l'appui de la mission de coopération luxembourgeoise



Le Professeur Joseph KI-Zerbo lors de la cérémonie d'hommage à la Maison de la culture Dousta Seck à Dakar, le 25 mai 2005





Enda Tiers Monde a organisé, en partenariat avec la Mission de Coopération luxembourgeoise au Sénégal, deux journées d'hommage au Professeur Joseph Ki-Zerbo, à Dakar et à Saint-Louis, respectivement les 25 et 27 mai 2005. La cérémonie de Dakar s'est tenue à la Maison de la Culture Douta Seck et celle de Saint Louis à l'Université Gaston Berger, en présence d'intellectuels de tous horizons et de membres éminents de la communauté universitaire ouest africaine.

Ont figuré au programme la présentation de deux initiatives de convergence africaine, ainsi que des témoignages et débats sur le parcours intellectuel, l'oeuvre historique et les idées très actuelles du Professeur KI-Zerbo sur le développement de l'Afrique. Au début de la cérémonie, juste après l'allocation de bienvenue de M. Cheikh Hamidou Kane, Président d'Enda Tiers Monde, l'on a procédé à la projection d'un film intitulé "Joseph Ki-Zerbo : identités et identité pour l'Afrique". Ici la cérémonie de Dakar.



## Coopération luxembourgeoise

Le Président Cheikh Hamidou Kane en conversation avec M. Amadou Mactar Mbow, ancien Directeur Général de l'UNESCO, lors de la cérémonie d'hommage au Pr Joseph Ki-Zerbo à Dakar



Monsieur Cheikh Hamidou KANE  
Président du Conseil d'Administration  
Enda

Professeur Amadou Mactar MBOU  
Ancien Directeur Général UNESCO





"Tribunal des femmes" au Forum Social  
Mondial Polycentrique de Bamako



ENDATAIERS MONDE RAPPORT ANNUEL 2005

Réunion du Conseil du Forum Social Africain  
lors du FSM polycentrique de Bamako







# 13 Solidarités Sud-Sud et Sud-Nord

Lorsque la cible 12 des OMD invite à poursuivre, pour la réalisation d'un partenariat mondial pour le développement, la mise en place d'un système commercial et financier multilatéral ouvert, fondé sur des règles, prévisible et non discriminatoire, elle attire l'attention sur la nécessité de juguler au profit des nations les moins riches les dérives actuelles du système économique néolibéral, considérés à tort comme la marche forcée des économies vers la mondialisation. C'est la raison pour laquelle Enda s'est clairement positionné, depuis de longues années, comme l'une des organisations internationales du Sud à faire la promotion des idées favorables à la possibilité d'une autre forme de mondialisation, non fondée sur les accords léonins qui semblent actuellement caractériser les relations commerciales internationales. Aussi a-t-il fallu pour Enda lier les activités mises en œuvre dans le cadre du mouvement altermondialiste aux autres actions de lobbying et de plaidoyer menées en faveur des économies du Sud pour un commerce plus équitable.

Un lien qui a été fait à travers les efforts fournis par l'organisation dans l'animation des forums sociaux au niveau national, régional et mondial, mais également dans la mise en place de dispositifs de renforcement des capacités de négociation des acteurs du Sud, de promotion de l'Economie sociale et solidaire, et de plaidoyer pour un " commerce équitable " entre pays pauvres et pays riches.

## Renforcer l'impact des forums sociaux

Enda Syspro II joue, depuis plusieurs années, un rôle très actif dans la création et l'animation des espaces de solidarité internationale opposés à la pensée unique néolibérale et ouverts à l'expression de toutes les formes alternatives de développement économique et social. Cette entité assure actuellement le Secrétariat du Forum Social Africain (FSA) et à ce titre, fait partie du Conseil International du Forum Social Mondial (FSM).

L'organisation du FSM à Porto Alegre, en Janvier 2005, a donné à Enda Syspro II l'occasion d'œuvrer au renforcement de la participation du mouvement social africain à cette grande rencontre internationale. Grâce à l'appui financier du Secrétariat du FSA, le nombre des organisations africaines participantes a été porté à plus de 90, en provenance de plus de vingt cinq pays. Les activités marquantes d'Enda, durant ce forum, ont pris plusieurs aspects :

1. la parution du quotidien La Flamme d'Afrique (tiré à 3000 exemplaires), fruit d'un partenariat entre plusieurs organisations (Enda, PANOS Afrique de l'Ouest et MWENGO), a permis de fournir des informations sur les diverses activités du FSA et des délégués africains durant le FSM ;
2. l'organisation d'un séminaire de deux jours a donné l'opportunité, à un large éventail d'organisations africaines, de revisiter certains des grands défis de développement qui interpellent le continent africain à l'ère de la mondialisation néolibérale (intégration africaine, négociations à l'OMC, dette, question paysanne, égalité entre genres, résolution des conflits, etc.) ;
3. le débat sur l'organisation prochaine du FSM en Afrique en 2007 a donné l'occasion d'inviter le Comité d'organisation brésilien et le Comité d'organisation indien qui ont exhorté les Africains à relever ce défi, après le FSM de Porto Alègre en janvier 2005 ;
4. le stand du FSA a servi de point de ralliement à tous les délégués africains et a été un lieu permanent de débats, d'échanges et de rencontres entre participants venus d'Afrique et du reste du monde ;

Les membres du Conseil du Forum social africain (FSA) ont ainsi tenu une réunion de consultation de deux jours, les 22 et 23 janvier 2005, à Porto



Alegre, durant laquelle il s'est agi d'évaluer le FSA tenu en Zambie un mois auparavant, en décembre 2004, la participation de l'Afrique au Forum social mondial (FSM) de 2005 et enfin, les préparatifs en vue du FSM de 2007, en Afrique. La finalisation du programme du FSM 2005 de Porto Alegre a été un exercice assez direct. Les principes directeurs avaient été énoncés au Caire et la présence africaine attendue au Brésil serait mise en évidence lors 1) de la grande manifestation d'ouverture, 2) du séminaire africain d'une journée, 3) du tribunal des femmes africaines, 4) du dialogue avec les afro-brésiliens, 5) du stand d'exposition et 6) de la publication d'un quotidien " the African Flame ".

Le dialogue sur l'avenir du FSM s'est concentré sur les propositions de décentralisation émanant du Conseil international. En 2006, le processus du FSM devra être élargi à des forums continentaux ou polycentriques, c'est-à-dire, en Amérique latine, en Asie, en Afrique, en Europe et en Amérique du nord. La réunion du Conseil a énoncé les critères suivants pour orienter le FSA dans son choix du pays hôte pour le Forum social mondial en 2007 :

1. les conditions politiques dans le pays candidat ;
2. l'accessibilité/ situation géographique ;
3. la capacité à mobiliser les ressources financières et autres requises ;
4. l'état de mobilisation, en particulier des mouvements sociaux ;
5. les infrastructures.

La région de l'Afrique de l'Est a présenté une offre au FSM de 2007 et la ville de Nairobi apparaît de plus en plus comme le centre pour toute la planification. Le FSA a finalement approuvé la décentralisation au niveau du Conseil international puis attiré l'attention sur le fait que la réunion continentale de 2006 sera un processus africain, devant être appuyé par le Secrétariat. Ceci a été transmis à une équipe du pays hôte, le Brésil, qui a rencontré les membres du Conseil et dialogué sur les propositions pour 2006. L'Afrique a présenté ses questions liées essentiellement à sa vision pour 2007, au rôle du FSA dans l'accueil de la réunion de 2006 par rapport aux responsabilités du pays hôte. Les Brésiliens se sont dits disposés à travailler avec le FSA et ont favorablement accueilli tous les gestes qui aideraient à institutionnaliser les relations.



Forum Social Mondial Polycentrique de Bamako au Mali en janvier 2006. Le Responsable d'Enda Syspro II est le second à partir de la droite





Manifestation d'ouverture du Forum Social Mondial Polycentrique de Bamako



Le Conseil international du FSM a quant à lui tenu une réunion les 24 et 25 janvier 2005, toujours à Porto Alegre, qui revêtait une importance particulière pour l'Afrique dans la mesure où tous les membres du Conseil avaient été encouragés à participer en leur qualité soit de membres, soit d'observateurs. Le Conseil international a décidé que le FSM 2006 sera décentralisé, afin de permettre aux processus du Forum social de s'élargir, de s'enraciner à l'échelle globale et de rehausser le niveau de démocratisation. Ceci signifie qu'en 2006, le FSM se tiendra sur différents continents. Toutes les propositions finales devant être présentées avant avril 2005. Lors de la même réunion, il a également été annoncé qu'en 2007, le FSM se tiendra effectivement sur le sol africain.







## Dialogue politique et Commerce équitable

Le Programme Commerce d'Enda Syspro II a pour vocation de provoquer, suivre et renforcer l'émergence au niveau national, régional et continental d'une masse critique et des réseaux d'acteurs informés et conscients des enjeux des négociations commerciales en cours sur l'évolution du continent africain. L'enjeu principal est d'utiliser efficacement les opportunités offertes par les différents niveaux de négociation (OMC, APE, AGOA etc.) dans la poursuite des objectifs du développement durable des pays africains et leur intégration au commerce mondial.



Enda a mobilisé les organisations de la société civile africaine contre l'application de l'Accord de Partenariat Economique. Ici la rencontre de Saly (Sénégal)

Plus spécifiquement, le programme cherche à : 1) susciter et consolider la participation effective d'une large palette d'acteurs nationaux dans l'élaboration des politiques en matière de commerce et de développement durable ; 2) aider au renforcement des capacités de ces acteurs par la recherche, l'analyse et la production d'une information ciblée sur les différents domaines de négociations commerciales à l'OMC ou dans d'autres instances ; 3) contribuer à la création, dans les pays de la sous-région, de masses critiques de compétences diversifiées susceptibles d'appuyer les gouvernements dans la formulation de leurs politiques (les ONG intervenant dans le commerce et l'environnement, les universitaires et chercheurs, le secteur privé etc.) ; et 4) aider à décliner les actions nationales à l'échelle sous-régionale et régionale, afin de créer un réseau interactif d'acteurs capables de mener des actions de plaidoyer et de lobbying auprès de toutes les instances où se discutent les intérêts commerciaux et environnementaux de l'Afrique de l'Ouest et du centre. La stratégie du Programme s'inscrit dans la volonté d'Enda de renforcer son rôle de principal centre d'expertise régional en matière de commerce et de développement durable.

La démarche mise en œuvre pour une conduite efficace de ce programme s'articule autour des axes stratégiques suivants :

1. la Recherche, l'Analyse et la Formation ;
2. la participation et le dialogue politique ;
3. le partenariat.

A travers Enda Syspro II, l'organisation a su développer et entretenir un vaste réseau de partenaires dans la sous région et au-delà comprenant à la fois des acteurs gouvernementaux, des ONG et des organismes intergouvernementaux. Parmi ces institutions il convient de citer :

- 1) en Afrique : Africa Trade Network (Sénégal et Ghana), CONGAD (Sénégal), SEATINI (Zimbabwe), Third World Network (Ghana), AIDC, EJA (Afrique du Sud), Institut africain de développement économique et de planification (IDEP Sénégal), Commission économique pour l'Afrique, Oxfam GB, ActionAid, Forum ACP de la société civile, etc. ;
- 2) en Europe : ICTSD (Suisse), Solagral (France), Institut Allemand de Développement (IAD) ;
- 3) au Canada : l'Institut international du développement durable (IISD), Unisfera ;
- 4) les organismes régionaux : CEDEAO, UEMOA, CEMAC ;
- 5) les organismes internationaux : CNUCED, IUCN, PNUE, PNUD, OMC, CEA.



Le principe de base de ce partenariat est de mettre en exergue l'existence d'une communauté d'intérêt constituée par des pays ayant à peu près les mêmes caractéristiques économiques et commerciales, et confrontés de la même façon à un agenda international complexe et contraignant imposé par les pays du Nord. C'est pourquoi Enda cherche, avec ses partenaires africains, à mieux cerner les intérêts commerciaux sous-régionaux, pour ensuite renforcer leurs alliances stratégiques avec d'autres organisations du Nord comme du Sud partageant leurs idéaux et leur démarche.

Les négociations sur l'Accord de Partenariat Economique entre les pays d'Afrique de l'ouest et l'Union Européenne constituent actuellement un intéressant contexte de mise en œuvre du programme. Au 3<sup>e</sup> trimestre de 2005, le cadre de référence de l'APE entre l'Afrique de l'ouest et UE devait être adopté et la phase de préparation bouclée. La 1<sup>re</sup> réunion des négociateurs en chef devait conclure cette phase préparatoire et lancer la seconde phase, celle de la rédaction des termes de l'Accord. Bien que ce calendrier n'ait pas été tout à fait respecté, les négociations de l'APE qui ont débuté au niveau des régions ACP en octobre 2003, ont également atteint leur vitesse de croisière durant l'année 2005. Du côté des organisations de la société civile, par ailleurs, 2005 a été une année charnière. Les activités qui ont été menées font partie du programme 2003-2006 de renforcement des capacités et de plaidoyer politique pour les négociations de l'APE. Le Rapport Annuel 2004 a fait état de la mise en œuvre de la première partie du programme qui consistait essentiellement en des activités de sensibilisation aux enjeux de l'APE au niveau national. Ces concertations ont abouti à une prise de position au niveau national d'abord et au niveau régional ensuite. Enfin, des activités de plaidoyer pour faire prendre cette position en compte ont été menées tant dans la région qu'au niveau européen qu'à celui de tous les pays ACP.

Dans le cadre de la contribution des organisations de la société civile ouest africaines à l'élaboration des politiques, un dialogue sur les politiques commerciales en matière de commerce extérieur multilatéral et régional a été organisé par Enda et TWN Africa à Dakar les 16 et 17 juin 2005. L'objectif de ce dialogue était d'initier un échange de points de vue entre les acteurs de la société civile et négociateurs sur les questions en négociation et de mettre en cohérence les positions au niveau des négociations du cycle de Doha et de l'APE. Ce dialogue a également permis de porter les résultats des travaux de la société civile aux négociateurs. Les activités de renforcement des capacités ont permis, entre autres, d'articuler des positions et des outils de plaidoyer. Les activités de plaidoyer sont dirigées principalement vers les parties prenantes à l'APE, les négociateurs et les décideurs.



Enda a mobilisé les organisations de la société civile africaine contre l'application de l'Accord de Partenariat Economique. Ici la rencontre de Dakar (Sénégal)



## Enda Syspro II : mobiliser la société civile africaine contre l'application de l'Accord de Partenariat Economique

Suite aux concertations nationales et aux discussions sur l'APE qui ont eu lieu durant l'année 2004, les plateformes nationales ont élaboré des documents de position sur l'APE. Selon la méthodologie adoptée à Dakar en février 2004, chaque plateforme nationale a constitué un comité de travail qui a examiné les enjeux de l'APE par rapport à la situation économique et sociale, et aux impératifs de développement des différents pays. Toutes les plateformes devaient avoir produit et adopté leurs positions avant la seconde concertation régionale prévue en juin 2005. Celle-ci devait adopter une position commune régionale dérivant des positions nationales harmonisées. Les documents issus de ces travaux ont tous aboutis à des conclusions similaires.

L'APE proposé par la Commission européenne est un accord de libre échange entre la plus grande puissance commerciale du monde et " l'espace intégré le plus pauvre du monde ". L'établissement de cette zone de libre échange aura donc avoir un impact négatif sur le développement de l'Afrique de l'Ouest, si certaines précautions ne sont pas prises. Parmi ces précautions, il y a des préalables tels que l'achèvement du processus d'intégration et la création d'un marché régional viable. Il y a en outre des questions de développement qui doivent être l'élément essentiel d'un partenariat économique entre pays riches et pays pauvres. Les plateformes nationales estiment que la base de l'APE ne peut être la réciprocité et que la sous-région doit à la fois protéger ses industries naissantes et garder une marge politique qui lui permette de mettre en œuvre ses politiques de développement. Enfin, la libéralisation doit être basée sur des critères de développement et non sur un calendrier pré établi.

A l'issue de la seconde concertation régionale sur l'APE, les OSC d'Afrique de l'Ouest ont adopté une position régionale commune sur l'APE. Comme prévu, un second séminaire régional a été organisé en collaboration avec TWN Africa (Secrétariat du Réseau Africain sur le Commerce ATN), à Dakar, les 14 et 15 juin 2005. Ce séminaire a permis de faire l'état des lieux de la négociation APE, ainsi que de celles faisant partie du cycle de Doha, et de discuter des perspectives de la réunion ministérielle de Hong Kong. Il a surtout permis l'harmonisation des positions nationales et l'adoption d'une position régionale commune sur l'APE. Le constat, à partir des positions nationales, est que toutes les plateformes nationales sont fortement opposées à l'approche des APE par la Commission européenne. Cette approche fortement ancrée dans la doctrine néo-libérale s'écarte de manière fondamentale des efforts de développement collectif et individuel des économies de la sous-région ouest africaine et menacent de saper ces efforts. Pour toutes les plateformes, ainsi que pour le réseau ATN, ces APE sont en flagrante contradiction avec les objectifs de lutte contre la pauvreté et d'intégration régionale affichés dans l'Accord de Cotonou.

Par conséquent les OSC d'Afrique de l'Ouest réunis à Dakar appellent les gouvernements d'AO à mettre un terme aux négociations des APE sous leur forme actuelle d'accords de libre-échange, et à travailler à l'élaboration d'un cadre alternatif de partenariat véritable avec l'UE. Ce cadre doit respecter les principes suivants : 1) favoriser le développement durable et l'intégration régionale, 2) reposer sur le principe de non réciprocité, 3) prévoir le soutien et la protection des producteurs ouest africains, aux niveaux national et régional, 4) préserver l'espace politique nécessaire aux pays africains pour la réalisation de leurs propres stratégies de développement, 5) garder une cohérence entre les choix nationaux et régionaux de développement et les engagements aux différents niveaux régional, APE et multinational ; 5) assurer des niveaux de protection compatibles avec les besoins de préservation des activités industrielles naissantes, ainsi que les possibilités futures d'industrialisation ; 6) définir un tarif extérieur commun qui respecte les besoins de l'intégration régionale, la préservation du marché intérieur, la souveraineté alimentaire et le développement durable.

La participation à plusieurs événements liés au processus APE et OMC ont permis de mener à bien des activités de plaidoyer tant au point de vue bilatéral avec des délégations nationales qu'avec les participants au cours des travaux.

Concernant ces derniers on peut citer les exemples suivants :

- 1° Le Comité Ministériel de Suivi APE Dakar juillet 2005 : à cette occasion, et suite à ma demande, il m'a été accordé de présenter la position commune des OSC de l'Afrique de l'Ouest sur l'APE au Comité Ministériel de Suivi de l'APE en séance plénière. Ce Comité est composé des ministres du Commerce et des ministres des Finances de l'Afrique de l'Ouest. Les ministres ont favorablement accueilli le message de la société civile et les résultats de cette réunion en ont été imprégnés.





- 2° la Concertation du secteur privé d'Afrique de l'Ouest : Enda Syspro II a également eu l'opportunité de s'adresser aux acteurs du secteur privé lors de la réunion de la Fédération des Organisations Patronales d'Afrique de l'Ouest (FOPAO), organisée en décembre 2005 à Dakar, et de participer à des activités communes de plaidoyer lors des réunions suivantes, avec des partenaires membres d'organisations de la société civile, (la Réunion Ministérielle des PMA en préparation à Hong Kong - Livingstone, Zambie -, la Réunion des OSC des PMA en préparation à Hong Kong - Dhakka, Bangladesh -, l'Assemblée Parlementaire Paritaire - Edimbourg, Ecosse -, le Forum Social Africain - Conakry, Guinée).

Programme PCEAO : Politiques commerciales et durabilité économique, sociale et environnementale des secteurs en Afrique de l'Ouest : un partenariat **Enda Diapol & WWF**

Le Programme Pêche, Commerce et Environnement en Afrique de l'Ouest : Politiques commerciales et durabilité économique, sociale et environnementale des secteurs halieutiques en Afrique de l'Ouest (PCEAO), couvre le Cap Vert, la Gambie, la Guinée, La Guinée Bissau, la Mauritanie et le Sénégal. Son objectif est de favoriser l'émergence de politiques concertées des pêches dans la sous région qui concilient le développement des exportations, la gestion durable des ressources et la sécurité alimentaire. Deux étapes principales permettront d'atteindre cet objectif :

1. déterminer à travers des études-pays les impacts des politiques commerciales sur la durabilité économique, sociale et environnementale des secteurs halieutiques de la sous-région ;
2. offrir aux acteurs de la pêche de la sous-région (acteurs gouvernementaux, organisations professionnelles et autres acteurs de la société civile, chercheurs, institutions inter étatiques et internationales...) des espaces de concertation, de dialogues politiques et d'harmonisation des stratégies.

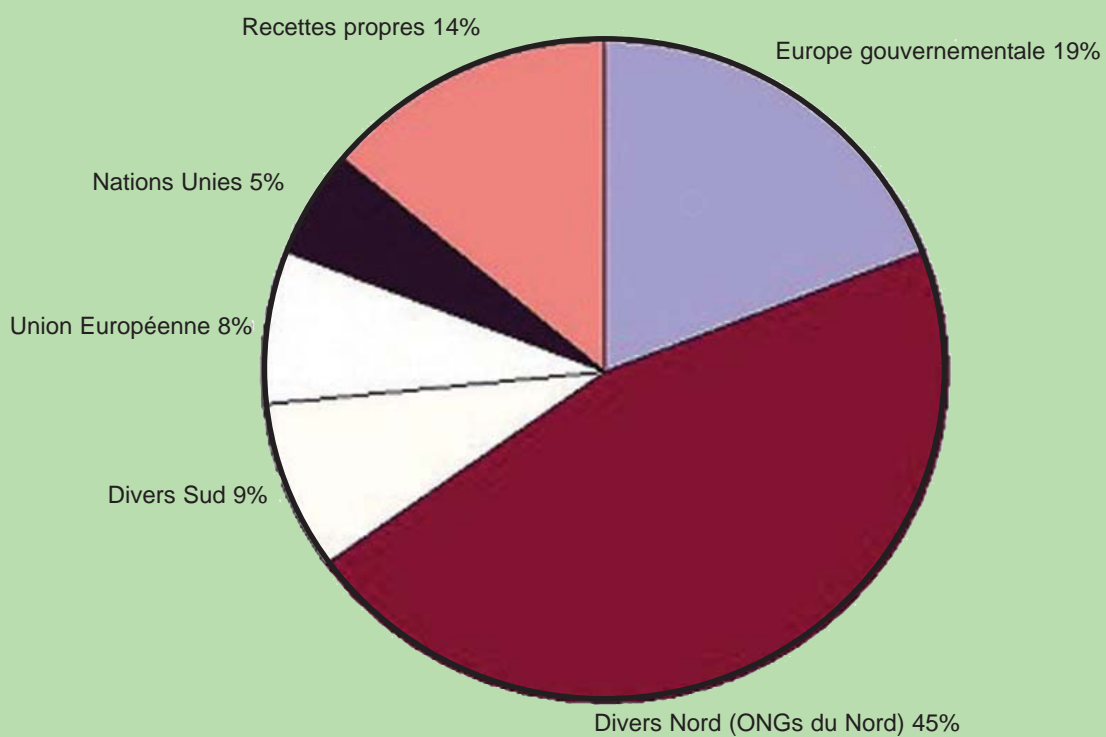
Ces préalables devraient permettre 1) d'améliorer l'état des connaissances sur la filière pêche, 2) de mener une recherche sur la durabilité des politiques commerciales halieutiques, 3) de promouvoir la mise en réseau des acteurs locaux de la pêche (artisans- pêcheurs, transformateurs, mareyeurs), leur formation politique et le renforcement de leurs capacités dans la gestion des ressources halieutiques, 3) de favoriser l'émergence de réseaux d'acteurs institutionnels de la pêche (Organismes de recherche, ONG), et 4) d'appuyer la mise en place d'un mécanisme de concertation permanent entre chercheurs, décideurs politiques, professionnels de la pêche et société civile.

Le Programme PCEAO table sur l'implication de tous les acteurs de la pêche de la sous région pour l'élaboration et la mise en œuvre de politiques conciliant, dans un objectif de développement durable de la filière, des stratégies qui peuvent à première vue sembler divergentes : a) la connexion au marché international de produits halieutiques dans un contexte de libéralisation ; b) la gestion concertée des ressources halieutiques dans la sous région ; c) la satisfaction des besoins sous régionaux de consommation de poisson. A cette fin, le programme compte prendre appui sur la Commission sous régionale des Pêches, qu'il renforcera, ainsi que sur les initiatives éparses de la société civile (ONG et professionnels de la pêche) et de la recherche, qu'il tentera d'harmoniser. Enfin, le programme PCEAO s'assurera d'une implication maximale de tous les acteurs de la pêche dans les différents pays et dans toutes ses étapes. L'harmonisation des politiques de pêche dans la sous région ne sera pas chose aisée, les intérêts divergents des Etats suscitant parfois la mise en œuvre de stratégies contradictoires. Un pays qui n'est pas un grand consommateur de poisson, peut privilégier l'exportation de produits halieutiques et la concession de licences de pêche au plus fort prix, plutôt que le ravitaillement du marché intérieur. Par contre, dans un pays grand consommateur de poisson, l'exportation peut représenter un danger pour la sécurité alimentaire. Il faut dès lors s'attendre à devoir déployer beaucoup de capacités de négociation et de plaidoyer politique pour amener les différents Etats de la sous région à adhérer définitivement à cette idée d'harmonisation des politiques de pêche.

Le Programme PCEAO constitue une opportunité pour faire avancer le dialogue politique dans le secteur des pêches de la sous région. En effet, permettre à tous les acteurs de la pêche d'être impliqué dans les différentes concertations et rencontres où se décident le sort du secteur, c'est accepter à valoriser la diversité et tendre vers des politiques consensuelles et des stratégies communes en vue d'une meilleure connexion avec les réalités du monde extérieur. Faire avancer le dialogue politique dans le secteur des pêches de la sous région passe également par le renforcement des capacités et la formation politique des acteurs locaux qui, jusqu'à présent sont marginalisés quand il s'agit de prendre les décisions pour les grandes orientations du secteur halieutique. C'est pourquoi, l'un des résultats majeurs attendus de ce programme est de permettre à ceux-ci, au-delà des déclarations revendicatives ou des dénonciations des accords de pêche, d'être des acteurs à part entière du secteur et de participer valablement à l'élaboration des politiques de pêche et de gestion des ressources halieutiques de la sous région.



RÉPARTITION DES DIVERSES CONTRIBUTIONS AU BUDGET D'ENDA TIERS MONDE EN 2005

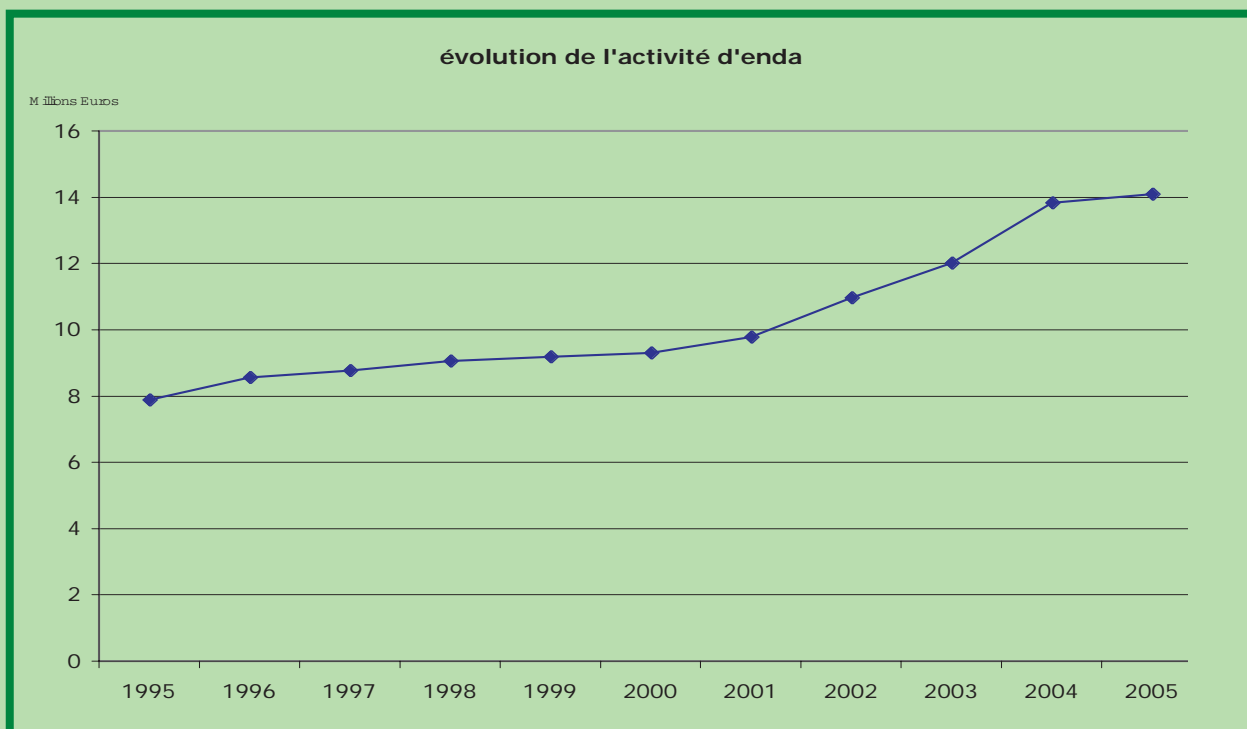




# 14 Aspects du budget

L'année 2005 s'est déroulée, pour Enda Tiers-monde, dans de bonnes conditions financières. L'analyse synthétique des comptes consolidés de l'organisation fait apparaître plusieurs caractéristiques majeures.

- 1° Le budget global d'Enda s'est élevé, pour l'exercice 2005, à 14'096'830 Euros, soit une légère augmentation par rapport au budget de l'exercice 2004 qui était de 13'516'000 Euros.
- 2° La croissance du budget global de l'organisation provient principalement d'une hausse des "fonds projets" mobilisés par les différentes entités de l'organisation, soit 11'640'712 Euros pour l'exercice 2005, contre 10'865'000 Euros pour l'exercice 2004.



- 3° Cette croissance des "fonds projets" constitue une preuve éclatante du regain de vitalité des différentes entités à travers le monde, qui arrivent à mobiliser des ressources de plus en plus importantes pour la mise en œuvre de projets utiles aux populations.
- 4° Les fonds stratégiques ou fonds institutionnels, accordés par les principaux partenaires de l'organisation, ont connu une légère baisse. Ils se sont élevés à 2'516'092 Euros, contre 2'622'230 Euros pour l'exercice précédent. Globalement, les principaux contributeurs (Pays-Bas, Suisse, Autriche et Luxembourg) ont maintenu un niveau de financement global satisfaisant, permettant ainsi à Enda de préserver son indépendance et de renforcer son action auprès des populations les plus démunies.
- 5° L'utilisation des ressources stratégiques évolue vers une plus grande rationalisation, par la réduction des charges courantes de fonctionnement et le financement d'actions stratégiques définies dans le cadre des objectifs prioritaires de l'organisation. Un effort a été demandé aux entités et aux partenaires, notamment ceux qui appuient les entités dans la mise en œuvre de leurs projets, de contribuer aux charges de fonctionnement de leurs activités. Les fonds institutionnels devenant de moins en moins "souples", sont actuellement plus des fonds stratégiques que de fonctionnement.





# 15 Annexes

## Liste des entités & services d'Enda et de leurs domaines d'intervention

<p><b>Adressothèque</b>  <b>Mme Sata TALL</b>  Dakar - Sénégal</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. GESTION DE LA BASE DE DONNÉES DES PARTENAIRES</li> <li>2. MISE EN CONNEXION DES NOUVEAUX CONTACTS AVEC ENDA</li> <li>3. DIFFUSION DES PUBLICATIONS</li> <li>4. GESTION DU COURRIER</li> </ol> <p>4 &amp; 5, rue Jacques Bugnicourt (ex rue Kléber) / BP 3370  Tél.: +221 842 82 60 / Fax: +221 822 26 95  E-mail: adressot@enda.sn</p>	<p><b>Caf</b> (Coordination Administrative et Financière)  <b>Mme Marie Lou DO &amp; M. Jacques MOYNAT</b>  Dakar - Sénégal</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. ADMINISTRATION GÉNÉRALE DU PERSONNEL</li> <li>2. GESTION COMPTABLE DE L'ORGANISATION</li> <li>3. COMPTABILITÉ MATIÈRE ET INTENDANCE GÉNÉRALE</li> <li>4. GESTION DE LA BASE DE DONNÉES DES PROJETS</li> </ol> <p>54, rue Carnot / BP 21177  Tél: +221 889 34 04 / 889 34 00 / Fax: +221 823 51 57  E-mail: caf@enda.sn</p>
<p><b>Acas</b> (Actions en Casamance)  <b>M. Sankoung FALL</b>  Ziguinchor - Sénégal</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. RÉALISATION D'INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES</li> <li>2. AMÉNAGEMENTS HYDRO AGRICOLES</li> <li>3. APPUI À L'ENFANCE EN DIFFICULTÉ</li> </ol> <p>BP 224 Ziguinchor - Sénégal  Tel : +221 991 14 07  Fax : +221 991 24 94  E-mail : acas@enda.sn</p>	<p><b>Bukol</b> (Bureau de Kolda)  <b>M. Ibrahima CISSE</b>  Kolda - Sénégal</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. AMÉNAGEMENTS HYDRO AGRICOLES</li> <li>2. RÉALISATION D'INFRASTRUCTURES RURALES</li> <li>3. GESTION DES RESSOURCES NATURELLES</li> </ol> <p>BP 169 Kolda - Sénégal  Tel : +221 996 14 85  Fax : +221 996 17 55  E-mail : acas-kol@enda.sn</p>
<p><b>Cyberpop-bombolong</b>  <b>Mme Rabia Abdelkrim CHIKH</b>  Dakar - Sénégal</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. APPUI AUX DYNAMIQUES POPULAIRES URBAINES</li> <li>2. DÉMOCRATISATION DE L'UTILISATION DES NTIC</li> <li>3. FEMMES, QUESTIONS DE GENRE ET DÉVELOPPEMENT</li> </ol> <p>Centre culturel Blaise Senghor Annexe Ecopole  6, Boulevard Dial Diop / BP 3370  Tel : +221 824 65 47 / E-mail: cyberpop@enda.sn  Web: <a href="http://www.enda.sn/cyberpop">http://www.enda.sn/cyberpop</a></p>	<p><b>Diapol</b> (Prospectives Dialogues Politiques)  <b>M. Moussa MBAYE</b>  Dakar - Sénégal</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. PROMOTION ET RENFORCEMENT DU DIALOGUE POLITIQUE</li> <li>2. LOBBYING ET PLAIDOYER INTERNATIONAL</li> <li>3. AMÉNAGEMENT CONCERTÉ DES ESPACES</li> <li>4. PROMOTION DE L'ÉDUCATION ALTERNATIVE</li> </ol> <p>Rue 15 x corn. ouest / BP 7329 / Tél. : +221 823 53 47  Fax : +221 823 67 13 / E-mail : diapol@enda.sn  Web: <a href="http://www.enda.sn/diapol">http://www.enda.sn/diapol</a></p>
<p><b>Eddoc</b> (Edition, Diffusion, Documentation)  <b>M. Raphaël NDIAYE</b>  Dakar - Sénégal</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. EDITION ET DIFFUSION DES PUBLICATIONS</li> <li>2. GESTION DE LA DOCUMENTATION CENTRALE</li> <li>3. EDUCATION POUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DÉVELOPPEMENT</li> </ol> <p>54, rue Carnot, BP 3370  Tél. : +221 889 34 17 / 889 34 12 / 889 34 13  Fax : +221 823 51 57  E-mail: editions@enda.sn , eddoc-rn@enda.sn ,</p>	<p><b>Eau populaire</b>  <b>M. Malal TOURE</b>  Dakar - Sénégal</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. RÉALISATION D'INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES</li> <li>2. ACTIONS D'ASSAINISSEMENT DES ZONES DÉFAVORISÉES</li> <li>3. LUTTE CONTRE LES MALADIES LIÉES À L'EAU</li> </ol> <p>Mermoz Pyrotechnie, Cité des Administrateurs Civils  Immeuble N° 13, 2ème étage, Droite / BP 17072  Tél. : +221 860 41 43 / Fax : +221 860 41 39  Email : malal@enda.sn</p>
<p><b>Ecopole</b> ouest africaine Jacques BUGNICOURT  <b>M. Oumar TANDIA &amp; M. Amadou DIALLO</b>  Dakar - Sénégal</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. EDUCATION ALTERNATIVE À LA CITOYENNETÉ</li> <li>2. APPUI AU DÉVELOPPEMENT LOCAL PARTICIPATIF</li> <li>3. DÉVELOPPEMENT DE LA SANTÉ COMMUNAUTAIRE</li> <li>4. RÉCUPÉRATION ET RECYCLAGE DES DÉCHETS SOLIDES</li> <li>4. AUDIOVISUEL ET COMMUNICATION SOCIALE</li> </ol> <p>Rue Félix Eboué / BP 21394 / Tél. : +221 823 56 63 / 822 31 94 / Fax: +221 823 95 83  E-mail: ecopole@enda.sn , audiovis@enda.sn  Web: <a href="http://www.enda.sn/ecopole">http://www.enda.sn/ecopole</a></p>	<p><b>Ecopop</b> (Economies Populaires Urbaines)  <b>M. Mamadou Bachir KANOUTE</b>  Dakar - Sénégal</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. ECONOMIE POPULAIRE, SOCIALE ET SOLIDAIRE</li> <li>2. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES ACTEURS LOCAUX</li> <li>3. APPUI AU DÉVELOPPEMENT LOCAL PARTICIPATIF</li> <li>4. ACCÈS AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE</li> </ol> <p>N° 8609D S. Coeur II / BP 3370 / Tel.: +221 864 69 59  Fax : (221) 864 68 32 / E-mail : ecopop@enda.sn  Web : <a href="http://www.enda.sn/ecopop">www.enda.sn/ecopop</a></p>

<p><b>Energie</b>  <b>M. Jean Phillipe THOMAS</b>  Dakar - Sénégal</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. ACCÈS DES PAUVRES AUX SERVICES ÉNERGÉTIQUES</li> <li>2. ELABORATION ET MISE EN ŒUVRE DES ACCORDS MULTILATÉRAUX SUR L'ENVIRONNEMENT</li> <li>3. ANALYSE ET RECHERCHE DE SYNERGIES ENTRE ENERGIE, ENVIRONNEMENT &amp; DÉVELOPPEMENT</li> </ol> <p>54 rue Carnot / BP 3370 / Tél. : +221 822 59 83  Fax : +221 821 7595 / E-mail: enda.energy@sentoo.sn  Web: <a href="http://energie.enda.sn">http://energie.enda.sn</a></p>	<p><b>Graf</b> (Groupe Recherche Action Formation) - Sahel  <b>M. Emmanuel Seyni NDIONE</b>  Dakar - Sénégal</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. GOUVERNANCE LOCALE CONCERTÉE</li> <li>2. PROMOTION ET RENFORCEMENT DU DIALOGUE POLITIQUE</li> <li>3. ACCÈS AUX BIENS ET SERVICES DE BASE</li> <li>4. AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT RURAL</li> <li>5. APPUI AUX FEMMES, AGR ET MICRO FINANCE</li> <li>6. EDUCATION ALTERNATIVE</li> </ol> <p>B.P. 13069 Grand Yoff, Dakar - Sénégal  Tél.: +221 827 20 25 Fax: +221 827 32 15  E-mail: <a href="mailto:graf@enda.sn">graf@enda.sn</a> / Web: <a href="http://www.enda.sn/graf">http://www.enda.sn/graf</a></p>
<p><b>Jeunesse Action</b>  <b>M. Fabrizio TERENCEO/M. Pierre Marie COULIBALY</b>  Dakar - Sénégal</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. APPUI AUX ENFANTS ET JEUNES TRAVAILLEURS</li> <li>2. SOUTIEN AUX ENFANTS EN DIFFICULTÉ</li> <li>3. LOBBYING ET PLAIDOYER INTERNATIONAL</li> </ol> <p>54, rue Carnot, BP 3370 Dakar - Sénégal  Tél.: +221 889 34 20 / 889 34 21 / 889 34 24  Fax: +221 823 51 57  E-mail: <a href="mailto:jeuda@enda.sn">jeuda@enda.sn</a>  Web: <a href="http://www.enda.sn/eja">http://www.enda.sn/eja</a></p>	<p><b>Lead Afrique francophone</b>  <b>M. Masse LO</b>  Dakar - Sénégal</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS</li> <li>2. APPUI AUX ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE</li> <li>3. ANIMATION DE RÉSEAUX ET PLAIDOYER INTERNATIONAL</li> </ol> <p>54, rue Carnot, BP 3370 Dakar - Sénégal  Tél.: +221 889 34 30 / 889 34 31 / 889 34 32  Fax: +221 821 75 95 / 823 51 57  E-mail: <a href="mailto:lead-af@enda.sn">lead-af@enda.sn</a>  Web: <a href="http://fa.lead.org">http://fa.lead.org</a></p>
<p><b>Madesahel</b> (Méthodes Appliquées au Développement du Sahel)  <b>M. Mame Thierno Aby SY</b>  Dakar - Sénégal</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. CONDITIONNEMENT DE PHYTOMÉDICAMENTS</li> <li>2. FORMATIONS EN SANTÉ PUBLIQUE</li> <li>3. DÉVELOPPEMENT D'AGR ET DU MICRO CRÉDIT</li> <li>4. ENCADREMENT DES FEMMES DANS LE MARAÎCHAGE</li> </ol> <p>BP 6259 Dakar-Etoile, BP 414 Mbour - Sénégal  Tél.: +221 823 76 76 / 842 29 63 (Dakar)  Tél.: +221 957 15 33 / Fax: +221 823 76 76  E-mail: <a href="mailto:madesahel@enda.sn">madesahel@enda.sn</a></p>	<p><b>Pronat</b> (Protection Naturelle des Cultures)  <b>Mme Mariam SOW</b>  Dakar - Sénégal</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. CRÉATION D'ESPACES DE CONCERTATION DES RURAUX</li> <li>2. MINIMISATION DE L'UTILISATION DES PESTICIDES</li> <li>3. FORMATION AUX TECHNIQUES DE L'AGRICULTURE BIO</li> <li>4. ACTIONS CONTRE L'INTRODUCTION DES OGM EN AFRIQUE</li> </ol> <p>54, rue Carnot / BP 3370  Tél.: +221 889 34 19 / 889 34 37  Fax: +221 823 51 57 / E-mail: <a href="mailto:pronat@enda.sn">pronat@enda.sn</a>  Web: <a href="http://www.enda.sn/pronat">http://www.enda.sn/pronat</a></p>
<p><b>Rup</b> (Relais pour le développement Urbain Participé)  <b>M. Malick GAYE</b>  Dakar - Sénégal</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. ANIMATION ET MISE EN RÉSEAU SUR L'URBAIN</li> <li>2. GOUVERNANCE URBAINE</li> <li>3. LOBBYING ET PLAIDOYER INTERNATIONAL</li> <li>4. RÉALISATION D'INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES</li> <li>5. RÉALISATION DE SYSTÈMES D'ASSAINISSEMENT</li> <li>6. DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE URBAINE</li> </ol> <p>Rue Félix Eboué / BP 27083 / Tél.: +221 822 09 42  Fax: +221 821 41 66 / E-mail: <a href="mailto:rup@enda.sn">rup@enda.sn</a>  Web : <a href="http://www.enda.sn/rup">http://www.enda.sn/rup</a></p>	<p><b>Santé - Plantes Médicinales</b>  <b>Mme Fatimata SY</b>  Dakar - Sénégal</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. CULTURE DE PLANTES MÉDICINALES</li> <li>2. FABRICATION DE PHYTOMÉDICAMENTS</li> <li>3. MODERNISATION DE LA VENTE DES PLANTES MÉDICINALES</li> <li>4. EXPÉRIMENTATIONS DE NOUVELLES ESSENCES</li> </ol> <p>Rue Félix Eboué / BP 3370/  Tél.: +221 822 96 95 / 823 66 17  Fax: +221 823 66 15  E-mail: <a href="mailto:endaste@enda.sn">endaste@enda.sn</a></p>
<p><b>Santé - Actions contre le SIDA</b>  <b>M. Daouda DIOUF</b>  Dakar - Sénégal</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. ACTIONS DE SENSIBILISATION CONTRE LE SIDA</li> <li>2. ASSISTANCE DES PERSONNES INFECTÉES &amp; COUNSELING</li> <li>3. PRÉVENTION DES RISQUES LIÉS À LA PROSTITUTION</li> <li>4. LOBBYING ET PLAIDOYER INTERNATIONAL SUR LE SIDA</li> </ol> <p>56 COMICO VDN Liberté VI Extension / BP 3370  Tél. : +221 867 02 62  Fax : +221 823 51 57  E-mail : <a href="mailto:santecom@enda.sn">santecom@enda.sn</a></p>	<p><b>Synfev</b> (Synergie, Genre et Développement)  <b>Mme Marie-Hélène MOTTIN SYLLA</b>  Dakar - Sénégal</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. ANIMATION DE RÉSEAUX ET QUESTIONS DE GENRE</li> <li>2. ORGANISATION DE SESSIONS DE FORMATION</li> <li>3. PUBLICATION DE REVUES ET PLAIDOYER INTERNATIONAL</li> </ol> <p>Mermoz Pyrotechnie, Cité des Administrateurs Civils Immeuble N° 13, 2ème étage / BP 3370  Tel/fax : +221 860 42 05  E-Mail : <a href="mailto:mhms@enda.sn">mhms@enda.sn</a>  Web : <a href="http://synfev.enda.sn">http://synfev.enda.sn</a> <a href="http://www.famafrique.org">http://www.famafrique.org</a></p>



<p><b>Syspro I</b> (systèmes et prospectives)</p> <p><b>M. Moussa SECK</b> Dakar - Sénégal</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. MODERNISATION DES TECHNIQUES AGRICOLES</li> <li>2. ENCADREMENT DES PRODUCTEURS AGRICOLES</li> <li>3. APPUI À LA CRÉATION DE MICRO ET PETITES ENTREPRISES</li> <li>4. APPUI À LA COMMERCIALISATION DES PRODUITS MARAÎCHERS</li> </ol> <p>7, rue Kléber / BP 3370 Tél.: +221 821 05 72 Fax: +221 822 26 95 E-mail: syspro@enda.sn</p>	<p><b>Syspro II</b> (systèmes et prospective)</p> <p><b>M. Taoufik BEN ABDALLAH</b> Dakar - Sénégal</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE</li> <li>2. LOBBYING ET PLAIDOYER SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL</li> <li>3. ORGANISATION DES FORUMS SOCIAUX INTERNATIONAUX</li> <li>4. RENFORCEMENT DU DIALOGUE POLITIQUE</li> </ol> <p>73, Rue Carnot / BP 3370 Tél.: +221 821 70 37 / 823 57 54 Fax: +221 823 51 57 E-mail : syspro2@enda.sn</p>
<p><b>Ethiopie</b></p> <p><b>Mme Azeb GIRMAI</b> Addis Abeba - Ethiopie</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE URBAINE</li> <li>2. GESTION DES DÉCHETS URBAINS</li> <li>3. DÉVELOPPEMENT DES SYSTÈMES D'ASSAINISSEMENT</li> <li>4. ACTIVITÉS GÉNÉRATRICES DE REVENUS</li> </ol> <p>PO Box 25718 Code 1000 Addis Abeba - Ethiopia Tel.: +251-1 51 21 86 Fax: +251-1 51 45 80 E-mail: enda-eth@telecom.net.et</p>	<p><b>Inter-Arabe</b></p> <p><b>Mme Essma BEN HAMIDA - M. Michael CRACKNELL</b> Tunis - Tunisie</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. MICRO FINANCE ET MICRO CRÉDIT</li> <li>2. AIDE A LA CRÉATION DE MICRO ENTREPRISES</li> <li>3. ANIMATION ET MISE EN RÉSEAU</li> </ol> <p>3, rue el aacha, 2041 ettadhamen, Tunisie BP 72 Ksar Saïd II, Tunis - Tunisie Tél.: +216-71 65 06 00 / 65 06 90 Fax: +216-71 65 07 61 / E-mail : bhessma@gnet.tn - Web: www.endarabe.org.tn</p>
<p><b>Maghreb</b></p> <p><b>M. Magdi IBRAHIM</b> Rabat - Maroc</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES ACTEURS LOCAUX</li> <li>2. PROMOTION ET RENFORCEMENT DU DIALOGUE POLITIQUE</li> <li>3. GESTION DES DÉCHETS SOLIDES</li> <li>4. GRN ET DÉVELOPPEMENT RURAL</li> </ol> <p>12, rue Jbel Moussa, Appt. 13, JOLI COIN / Rabat Agdal Tél. : +212 37 75 64 14 /15 / Fax: +212 37 75 64 13 E-mail: endamaghreb@enda.org.ma Web: http://www.enda.org.ma</p>	<p><b>Mali</b></p> <p><b>M. Soumana COULIBALY</b> Bamako - Mali</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. APPUI AUX ENFANTS ET JEUNES EN DIFFICULTÉ</li> <li>2. INITIATIVES DE SANTÉ COMMUNAUTAIRE</li> <li>3. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES FEMMES</li> <li>4. DÉVELOPPEMENT DE L'AGRICULTURE URBAINE</li> </ol> <p>Oulofobougou, rue 424, porte N° 200 / BP 3123 Tél.: +223 22 55 64 Fax : +223 23 25 93 E-mail: enda-mali@cefib.com</p>
<p><b>Océan indien</b></p> <p><b>Mme Véronique JENN-TREYER</b> Antananarivo - Madagascar</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. RÉHABILITATION DE L'HABITAT EN MILIEUX DÉFAVORISÉS</li> <li>2. APPUI AUX ENFANTS ET JEUNES EN DIFFICULTÉ</li> <li>3. GESTION DES DÉCHETS URBAINS</li> <li>4. ACTIVITÉS GÉNÉRATRICES DE REVENUS</li> </ol> <p>BP 1467 Antananarivo - Madagascar Tél.: +261-20 22 61 64 Fax: +261-20 22 61 74 E-mail: endaoi@simicro.mg</p>	<p><b>Europe</b></p> <p><b>M. Farid YAKER</b> Paris - France</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. LOBBYING EN FAVEUR DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ</li> <li>2. RÉALISATION DE PROJETS D'ÉDUCATION AU DÉVELOPPEMENT</li> <li>3. AIDE À LA VISIBILISATION DES ACTIONS D'ENDA</li> <li>4. MONTAGE DE PROJETS ET RECHERCHE DE FINANCEMENTS</li> <li>5. ANIMATION DE RÉSEAUX SUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE</li> </ol> <p>5, rue des immeubles industriels / 75011 Paris - France Tél.: (331) 44 93 87 40 / Fax: (331) 44 93 87 50 E-mail: enda-europe@wanadoo.fr - Web : www.enda-europe.org</p>
<p><b>Colombie</b></p> <p><b>Mme Pilar TRUJILLO URIBE</b> Bogotá - Colombie</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. GESTION ENVIRONNEMENTALE URBAINE</li> <li>2. APPUI AU DÉVELOPPEMENT LOCAL</li> <li>3. GESTION ET RECYCLAGE DES DÉCHETS URBAINS</li> <li>4. RENFORCEMENT DES CAPACITÉS</li> </ol> <p>Calle 33 No. 16-22 Teusaquillo - Bogotá - Colombia Tel.: +571 338 3140/41/42 / 285 39 49 Fax: +571 285 66 28 E-mail: endacol@andinet.com</p>	<p><b>Bolivie</b></p> <p><b>M. Carlos OROS</b> La Paz - Bolivie</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. APPUI AUX ENFANTS ET JEUNES EN DIFFICULTÉ</li> <li>2. INITIATIVES DE SANTÉ PRÉVENTIVE</li> <li>3. ÉDUCATION ALTERNATIVE.</li> <li>4. ACCOMPAGNEMENT PSYCHO SOCIAL</li> </ol> <p>Av. antofagasta No. 308 Villa Dolores El Alto La Paz Bolivia Sud America Tél.: (591-2) 810079/811695 / Fax: (591-2) 811446 E-mail: enboldr@caoba.entelnet.bo</p>

## Brésil

**Mme Sonia Maria Gomes de CARVALHO**

Rio de Janeiro - Brésil

1. EDUCATION ALTERNATIVE
2. ECONOMIE POPULAIRE URBAINE
3. DÉVELOPPEMENT SOCIAL DES QUARTIERS

Rua Senador Correia 48- Laranjeiras-  
cep 22231-180 - Rio de Janeiro-RJ- Brasil

E-mail : [endabrasil@endabrasil.org.br](mailto:endabrasil@endabrasil.org.br)

Web: <http://www.endabrasil.org.br>

## Dominicana

**M. Mamerto VALERIO**

Santo Domingo - République dominicaine

1. GESTION DES RESSOURCES NATURELLES / AGROFORESTERIE
2. PROMOTION DES INITIATIVES DE SANTÉ COMMUNAUTAIRE
3. DÉVELOPPEMENT URBAIN ET SERVICES DE BASE

BP 3370, Santo Domingo-República Dominicana

Tél.: +1-809 385-0421

Fax: +1-809 385-2359

E-mail: [enda.dom@codetel.net.do](mailto:enda.dom@codetel.net.do)

Web: <http://www.Funredes.org/endacaribe>

## Siddhi Bombay

**Mme Pratima PANWALKER - M. Virup PANWALKER**

New Bombay - Inde

1. AGRICULTURE ET DÉVELOPPEMENT RURAL
2. APPUI À LA CRÉATION DE MICRO ET PETITES ENTREPRISES
3. APPUI AUX MOUVEMENTS ET ASSOCIATIONS DE FEMMES
4. GESTION ET RECYCLAGE DES DÉCHETS SOLIDES

5, Vashi Saphalya CHS, Sector 9A, Vashi Vashi Navi  
Mumbai 400703, New Bombay - Inde

Tel.: +91-22 27 66 19 02 / Fax: +91-22 27 65 88 97

E-mail: [paragp@vsnl.com](mailto:paragp@vsnl.com)

## Vietnam

**M. Bang ANH TUAN**

Ho Chi Minh City - Vietnam

- RESTRUCTURATION DE L'HABITAT DANS LES BIDONVILLES
- GESTION ENVIRONNEMENTALE URBAINE
- ACCÈS AUX SERVICES DE BASE
- AIDE À LA CRÉATION DE MICRO ET PETITES ENTREPRISES

C2 Buu long St, Cu Xa Bac Hai, district 10,

Tel.: (84-8) 9700243

Fax: (84-8) 9703273

E-mail: [endavn@hcmc.netnam.vn](mailto:endavn@hcmc.netnam.vn)